

Nouvelles idées pour la dette

Annuler 30 % de la dette des principaux débiteurs du tiers-monde : la proposition de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) dans son rapport annuel peut paraître provocatrice ou utopique. On ne peut lui dénier une certaine logique et, de la part de l'organisation, une bonne dose de pragmatisme. Logique, elle l'est de toute évidence : le piège de la dette dans lequel nombre de gouvernements se débattent depuis six ans se traduit par une croissance moindre pour la communauté internationale et par des exportations en baisse pour les pays industrialisés. On l'oublie parfois en ne s'intéressant qu'à l'aspect financier du lourd et complexe dossier de l'endettement.

Les retombées d'une action concertée pour renouer avec un cercle vertueux d'expansion et de saine gestion sont difficiles à évaluer. Mais il est certain qu'un allègement de la dette, bien orchestré, permettrait aux débiteurs d'acheter plus à l'étranger. Comme il est sûr qu'un tel processus bénéficierait en premier lieu aux États-Unis, fournisseur privilégié de l'Amérique latine, la région la plus endettée. C'est un argument de poids, habilement utilisé par la CNUCED, alors que le déficit commercial américain constitue l'un des facteurs des grands déséquilibres économiques mondiaux.

Les dirigeants de la Conférence ont veillé à donner une dimension réaliste à leur proposition. Ils font miroiter aux banques une revalorisation de leurs créances alors que la fiction du recouvrement de la totalité de la dette a vu en éclater. Aux pouvoirs publics, ils demandent d'accompagner l'effort bancaire par des mesures d'incitations fiscales ; aux organisations multilatérales, de consentir une bonification des taux d'intérêt.

Ce partage des sacrifices n'exclut nullement les débiteurs. En ce domaine, la CNUCED rompt avec une vieille tradition. Favorable à l'étude au cas par cas du problème de la dette, elle s'est longtemps montrée critique à l'égard de la « conditionnalité », ce terme barbare utilisé pour désigner les conditions préalables à l'octroi de prêts du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale. Elle s'y rallie ouvertement aujourd'hui et appelle les pays endettés à poursuivre leur assainissement sous la surveillance du FMI ou de la BIRD.

Reste à savoir si ce pragmatisme, cohérent avec la réflexion des spécialistes de la dette, portera ses fruits. Délicate mais possible entre pays industriels lorsqu'il s'agit d'accompagner le redressement de la première puissance mondiale, les États-Unis, la coopération reste laborieuse entre le Nord et le Sud. La CNUCED en est parfaitement consciente. Au moins prend-elle acte dans l'espoir d'avoir eu raison trop tôt dans la lente évolution de la stratégie de la dette.

(Lire nos informations page 20.)

Les mesures de désarmement
Premier retrait
de Pershing-II de RFA
Page 5

M 0147 - 0903 0 - 4,50 F
3790147004500 09030

Revalorisation des carrières et développement des formations

M. Lionel Jospin annonce un « contrat social » entre l'Etat, les régions et les syndicats d'enseignants

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, au cours de sa conférence de presse de rentrée, le vendredi 2 septembre, que la priorité accordée par le gouvernement à l'éducation devra faire l'objet d'un « contrat social » entre l'Etat et l'ensemble de ses

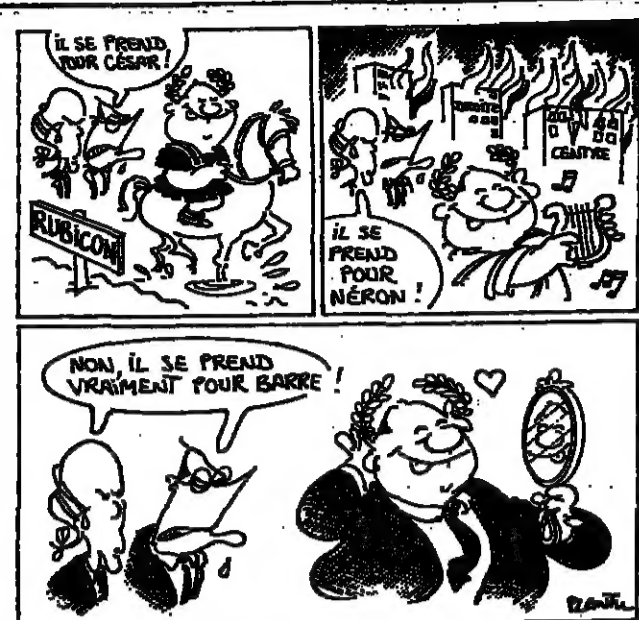
partenaires. Ce contrat, qui devrait prendre la forme d'une loi de programmation, aura deux volets : le développement des formations, en collaboration avec les collectivités locales, et la revalorisation de la condition enseignante, en concertation avec les organisations syndicales.

A quatre jours de la rentrée scolaire, qui touchera douze millions quatre cent mille élèves, le mardi 6 septembre, M. Jospin a donné quelques indications sur la façon dont pourrait se traduire dans les faits ce qui n'était encore qu'une intention : la priorité accordée à l'éducation nationale par le président de la République et le gouvernement. Le voyage qu'il avait fait, la veille, dans le département du Nord était à cet égard symbolique. En visitant une

région particulièrement défavorisée sur le plan scolaire, mais qui a pris très à cœur les responsabilités nouvelles que lui accordait la décentralisation, il a voulu marquer ce que seraient les objectifs du gouvernement : associer directement les collectivités locales à l'effort national pour la formation et revaloriser la condition enseignante, ce qui paraît particulièrement nécessaire dans une région qui souffre plus que d'autres de la difficulté d'attirer des professeurs.

Mais si ce dossier est pour M. Jospin « une des conditions de la réussite de ce contrat entre la nation et son école », il est aussi d'une telle complexité et a de telles implications financières que le ministre ne l'aborde encore qu'avec la plus grande prudence.

(Lire nos informations page 8 et l'article de Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, page 10.)



M. Barre s'attire les foudres du RPR et de l'UDF

Lire page 6 les articles de JEAN-MARIE COLOMBANI et de DANIEL CARTON.

Le blocage des négociations irano-irakiennes

M. Perez de Cuellar passe le relais à un diplomate suédois
PAGE 4

L'aéroport de Kaboul bombardé

Violente attaque de la résistance
PAGE 5

Assouplissement au Chili

Les exilés autorisés à rentrer
PAGE 4

L'avion fantôme

Recherches tous azimuts
PAGE 9

Chronique de 1789

L'année sans pareille
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

POINT DE VUE : la succession à la CFDT

L'après-Maire

L'annonce de l'abandon, en novembre, par M. Maire de son poste de secrétaire général amène à s'interroger sur l'avenir de la CFDT. C'est à cette réflexion que se livre M. Raymond Soubie, directeur de « Liaisons sociales », et ancien conseiller pour les affaires sociales et culturelles successivement aux cabinets de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre. Il est également administrateur général délégué de l'Opéra de Paris.

par Raymond Soubie

Edmond Maire aura pendant tant d'années incarné si bien et si fidèlement la CFDT qu'on peut

légitimement se demander ce que celle-ci va devenir après son départ. Générosité, désir passionné de comprendre les évolutions de son temps, volonté de trouver des solutions neuves et hardies avec un penchant certain pour la morale et un goût fréquent de l'abstraction : ses grandes qualités et ses quelques défauts furent à la fois ceux de l'organisation et de son secrétaire général. Tous deux se ressemblaient si bien qu'on ne savait pas lequel des deux influençait l'autre.

Des trois moments forts de l'histoire de la CFDT - la rupture avec la CFTC, l'apogée du syndicalisme révolutionnaire et enfin la « resyndicalisation » - Edmond Maire a dominé profondément et durablement les deux derniers.

Succéder à une personnalité qui a objectivement occupé, comme d'autres leaders syndicaux, une place d'importance dans l'histoire de son pays n'est évidemment pas facile. Jean Kaspar a l'étoffe de la fonction. Son regard aigu sur l'évolution des comportements, son talent de négociateur, son réalisme et sa foi l'y portaient naturellement. Le relais va être assuré sans heurts et sans querelles intestines, et sans doute bien assurés.

(Lire la suite page 21.)

La recherche d'un règlement de la crise en Pologne

Solidarité veut participer à la formulation de la politique économique

nous déclare le professeur Geremek, conseiller de M. Walesa

Une certaine détente sociale s'est amorcée en Pologne, où la plupart des grévistes ont cessé leur mouvement à l'appel de M. Lech Walesa. Depuis Varsovie, l'historien Bronislaw Geremek, l'un des principaux conseillers du président de Solidarité, a bien voulu répondre aux questions de « Monde » sur la situation après la rencontre de M. Walesa et du ministre de l'Intérieur. Il confirme que

M. Walesa n'a obtenu aucune garantie du pouvoir et révèle que Solidarité accepterait de fonctionner dans le cadre de la législation syndicale existante si l'opposition obtenait le droit de créer des associations indépendantes et des « clubs de pensée politique ». Si le pouvoir ne prend pas les décisions qui s'imposent, « il le paiera très cher et nous avec lui », ajoute le professeur Geremek.

Après la rencontre de M. Walesa et du ministre de l'Intérieur, que sait-on des conditions dans lesquelles se réunira la table ronde proposée par le pouvoir ?

La proposition de la table ronde reste tout à fait obscure. On n'en sait que ce qui a été dit dans quelques déclarations du général Jaruzelski et du général Kiszcak, et qui ne contiennent aucun détail sur la composition, le nombre de participants, les institutions, mouvements ou organisations concernés, ni sur l'ordre du jour. On a l'impression que la conception de la table ronde est inspirée du chef de l'Etat. Si c'est cela, je dois dire que l'expérience du conseil consultatif est plutôt négative, parce que cette institution donnait une liberté de parole assez large mais n'avait aucun pouvoir de décision, aucune possibilité de

dialogue entre les différents groupes et opinions.

J'irai plus loin. Il y a une contradiction entre le concept même de la table ronde et les nécessités du moment. Actuellement, après ce premier entretien Kiszcak-Walesa et l'arrêt de presque toutes les grèves, nous avons besoin de négociations concrètes, donc d'une table où il y ait de chaque côté les représentants du pouvoir et ceux des grévistes.

Ce n'est pas une table ronde ?

P plutôt une table carrée que ronde. Ce n'est qu'ensuite qu'on pourra imaginer un débat général sur les perspectives d'évolution politique, économique et sociale du régime. Mais il y a d'abord un paquet concret de problèmes à négocier.

Quels sont les problèmes prioritaires à négocier ?

Il y a trois points-clés : un, le pluralisme syndical et la légalisation de Solidarité. Deux, l'élargissement du pluralisme au domaine social, dans la vie publique, ce qui ne signifie pas le pluralisme politique, mais la liberté de créer des associations, des clubs de pensée politique. Trois, l'établissement d'un pacte anti-crise.

Il y a un lien direct entre ces trois points : la nécessité de donner tout d'abord aux travailleurs polonais une véritable représentation. Un syndicat. C'est Solidarité. Si ce problème-là n'est pas résolu, les questions nationales polonaises resteront conflictuelles, parce que le véritable conflit en Pologne se situe dans le milieu ouvrier. Donc, si on veut résoudre ce conflit, il ne suffit pas de donner des libertés aux intellectuels.

(Lire la suite page 3.)

CLAUDE LÉVI-STRAUSS

se confie à :
DIDIER ERIBON.
APOSTROPHES
9 SEPTEMBRE



EDITIONS ODILE JACOB

14046

40. L'année sans pareille

1789 s'achève. Année de violences, mais aussi de la naissance d'un régime libéral et parlementaire, et surtout de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Cette déclaration trace désormais la ligne de partage entre les États de droit et les autres. Et pourtant la Révolution, sous le coup d'un double conflit avec le roi et avec l'Eglise, va se trouver entraînée vers les heures les plus sombres... après cette « année sans pareille dans notre histoire ».

par MICHEL WINOCK

ARRIVÉS au terme de 1789, on ne peut éviter de tenir un bilan, quand bien même la Révolution n'est encore qu'à ses débuts. Tout au long de ce récit, je me suis efforcé d'éviter deux écueils : le lyrisme commémoratif et le dénigrement septique. Ce sont les deux styles de notre guerre intestine. Les uns ne veulent voir que la grandeur de l'événement sans considérer ses manques, ses défauts et, disons-le, ses horreurs. Les autres, insensibles à l'extraordinaire explosion de liberté qui a préparé la France moderne, ne veulent prendre en compte que ce qui annonce la dictature jacobine et les massacres de Vendée.

L'historien n'a pas à jouer le Salomon du haut du juchoir que le temps lui a offert. Du moins peut-il, mieux que les contemporains des faits qu'il relate, dégager leur portée et comprendre leur mouvement. La difficulté pour lui est de se libérer des passions de sa propre époque afin de ne pas projeter dans le passé les obsessions du jour. Néanmoins, il n'a pas le point de vue de l'étranger. L'historien lui-même est dans l'histoire. Et s'il peut aujourd'hui parler de la Révolution avec plus de sérénité qu'autrefois, c'est que l'héritage de 1789 est commun à l'immense majorité des Français. Au lieu que jadis la Révolution appartenait à la gauche et que la droite était antirépublicaine et contre-révolutionnaire, désormais l'une et l'autre se réclament des droits de l'homme, comme les noms des sociétés qui s'opposent en font foi : Espace 89 et Club 89.

Pour m'être plongé pendant des mois dans les textes qui ont précédé la convocation des États généraux, puis dans les discours, les journaux, les brochures qui ont exprimé la naissance de l'Assemblée constituante et ses décisions, j'ai ressenti d'abord, qu'on m'en excuse, un sentiment de fierté. Je me trouvais devant des hommes, nos ancêtres, peut-être naïfs, mais vraiment pétris du bien commun, puis dans une volonté d'émancipation qui ne se bornait pas à leur patrie mais qui se revendiquait pour l'humanité. Je ne crois pas céder ici à une propagande de gauche. J'en prends pour témoins des écrivains qui sont plutôt dans la rétrospective de la droite.

Voici d'abord Tocqueville : « J'ai beaucoup étudié l'histoire, écrit-il, et j'ose affirmer que je n'y ai jamais rencontré de révolution où l'on ait pu voir au début, dans un aussi grand nombre d'hommes, un patriotisme plus sincère, plus de désintéressement, plus de vraie grandeur. La nation y montra le principal défaut, mais aussi la principale qualité qu'a la jeunesse, l'expérience et la générosité ».

Voici maintenant Chateaubriand : « L'Assemblée constituante, malgré ce qui peut lui être reproché, n'en reste pas moins la plus illustre congrégation populaire qui jamais ait paru chez les nations, tant par la grandeur de ses transactions que par l'immensité de leurs résultats. Il n'y a si haute question politique qu'elle n'ait touchée et convenablement résolue ».

Ne dissimulons pas, néanmoins, ce qui a pu nous choquer dans l'inventaire partagé auquel nous nous sommes livrés. D'abord, la violence. Celle-ci, voilà une trentaine d'années, heurtait moins les esprits rompus à la dialectique. La Résistance et les guerres de décolonisation avaient accoutumé à la violence - cette « accoutumance de l'histoire ». Un Albert Camus se sentait parfois très isolé en dénonçant le culte qui lui était rendu : on le traitait de « belle âme ». Aujourd'hui, les actes du terrorisme nous révèlent, et nous sommes devenus plus sensibles aux excès meurtriers du passé. Comment pourrions-nous nous extraire au souvenir de ces têtes brandies au bout des piques et de ce cri de la rue répété : « A la lanterne » ? Et si, dans quelques manuels, on peut encore lire le récit des journées d'octobre comme un des hauts faits du génie populaire, il faut avouer qu'en prenant connaissance de ces événements, heure après heure, nous comprenons la répulsion d'un Lollé-Tollend, député populaire pourtant, qui donna sa démission de l'Assemblée sur le coup de l'indignation.



ILLUSTRATION NATIONALE / COURTESY DES ESTIMES

ENTENDONS-NOUS bien : cette violence, ce goût du meurtre, cette nation du sang, ils ne sont pas propres au peuple révolutionnaire. Ils sont aussi un legs du passé ; ils appartiennent à une société et ils composent une mentalité, qui, toutes deux, ne sont pas les nôtres. Il reste que, tout en se gardant de l'anachronisme, on saurait tenir pour admirables la justice expéditive et les autres fruits mortels de la psychologie des foules. Mais ce sera justement à l'Etat de droit, issu de 1789, de pacifier les mœurs. Longue marche ! On sait qu'aujourd'hui encore une majorité de nos concitoyens, selon les sondages, souhaite le rétablissement de la peine de mort : n'est-ce pas, sur un mode plus feutré et plus sélectif, une autre manière de clamer : « A la lanterne » ?

Autre chose nous a souvent alertés dans les travaux de l'Assemblée nationale : que celle-ci fût si souvent l'objet de pressions, de manipulations. Elle a dû s'imposer d'abord contre la volonté royale, s'affirmer en dépit d'une lourde présence militaire. L'insurrection des faubourgs l'a sauvée de la dissolution. Mais aussi bien les députés se sont-ils sentis dépendants d'une force extérieure : les menaces proférées des galeries, les listes de proscription issues du Palais-Royal, les injures et les coups qui ont été parfois distribués au sein de la salle des séances, les attaques des journaux qui se sont multipliées... On ne peut passer sous silence ces essais de contrôle de la représentation nationale par une minorité active. De même, la genèse du Club des jacobins, à partir du Club breton, nous a montré la mise en condition interne de l'Assemblée : comment les séances pouvaient être préparées et les votes décidés par une faction qui entendait parler au nom du peuple français.

On ne doit pas, cependant, perdre de vue que nous assistons en 1789 à la naissance d'un régime libéral et parlementaire. Tout reste à inventer. Il n'existe point de partis politiques. On se rend compte combien ceux-ci sont indispensables non seulement à la vie de la démocratie, mais à la protection même de l'État. Celui-ci, isolé dans une immense assemblée, communiquant difficilement avec ses mandataires, peut-il braver aisément une opinion majoritaire ? Le parti organisé du XIX^e siècle lui donnera ce courage ou cette fermeté de conviction. Reste que les constituants recherchent le plus souvent l'unanimité : que les « factions » sont à leurs yeux une anomalie, voire un scandale ; que l'opposition est coupable ; le dogme rousseauiste de la volonté générale ne fait pas toujours bon ménage avec la liberté de conscience et d'expression. Il faut en convenir : le pluralisme, une de nos valeurs modernes, n'était pas dans la conception révolutionnaire.

Malgré ces ombres au tableau, 1789 force notre admiration et notre reconnaissance. Allons au principal : la France a déclaré au monde les droits de l'homme et du citoyen. Les Américains, sans doute, avaient aussi et avant les Français, proclamé leurs droits, mais les articles votés par la Constituante qui ne font aucune référence à la situation nationale sont d'une portée universelle. Cette Déclaration reste le fondement de notre vie politique ; elle est notre charte commune ; elle démontre l'importance d'appréciation des régimes politiques ; elle trace la ligne de partage entre les États de droit et les autres. Elle est notre propre boussole, à nous Français, dans les



ILLUSTRATION NATIONALE / COURTESY DES ESTIMES

Malgré des ombres au tableau, 1789 force notre admiration et notre reconnaissance. Allons au principal : la France a déclaré au monde les droits de l'homme et du citoyen. Les Américains, sans doute, avaient aussi et avant les Français, proclamé leurs droits, mais les articles votés par la Constituante qui ne font aucune référence à la situation nationale sont d'une portée universelle. Cette Déclaration reste le fondement de notre vie politique ; elle est notre charte commune ; elle démontre l'importance d'appréciation des régimes politiques ; elle trace la ligne de partage entre les États de droit et les autres. Elle est notre propre boussole, à nous Français, dans les

cas où nous serions tentés d'oublier ses impératifs catégoriques. C'est l'acte de naissance d'un peuple libre. La loi ne venait plus d'en haut ; tous les citoyens étaient appelés à y concourir.

Une critique marxiste a dénoncé dans cette Déclaration ses limites bourgeoises, parce qu'il est question de la propriété comme d'un « droit inviolable et sacré ». Mais deux cents ans après nous pouvons juger du reste : le sort de la liberté et même de l'égalité quand l'Etat a cessé de respecter la propriété. Rousseau lui-même en avait défendu le principe, mais la gauche socialiste a dû faire du chemin pour en convenir : l'abolition de la propriété privée n'est qu'un préalable à la suppression des libertés. Evidemment, les abus de la propriété sont aussi à redouter : le monopole est liberticide. Mais les abus d'un droit, qui sont réformables, ne peuvent être prétextes pour supprimer le principe.

Cela dit, un problème demeure : pourquoi la Constituante va-t-elle politiquement échouer ? Nul ne le prévoit encore à la fin de l'année 1789, mais le récit nous permet de saisir deux engrenages qui se mettent en marche et qui vont entraîner la Révolution vers la catastrophe. Rien n'est encore joué ; l'issue palpable d'un changement de régime fait encore partie des probabilités. Pourtant, deux contradictions majeures sont déjà à l'œuvre.

La première oppose le roi au projet révolutionnaire. Louis XVI, Marie-Antoinette et la Cour n'ont accepté les décrets de la Constituante qu'à leur corps défendant. Formés dans l'esprit de l'absolutisme, le souverain et la reine se trouvent dans l'incapacité psychologique d'admettre l'abaissement qu'on leur fait subir. Contre les fautes du sacrilège dont ils sont victimes, ils mettent tout naturellement leur espoir dans la force contre-révolutionnaire, fût-ce les armées étrangères. Cette notion d'« étranger » leur est, du reste, peu familière :

Marie-Antoinette, « l'Autrichienne », s'entretient régulièrement avec sa famille impériale. L'idée de « trahison » n'est encore appliquée, dans les aristocraties, qu'à des personnes ; en misant sur les troupes des autres dynasties, le roi et la reine n'ont jamais le sentiment de manquer à leur patrie. La défense du trône, la défense de l'autorité monarchique, voilà leur devoir.

On comprend, s'il est révolutionnaire de 1789 consacrer la solidarité patriotique. En abolissant les ordres et les privilèges, les Français ont décidé de former une nation, dont la volonté prévalait sur celle du monarque. Un compromis constitutionnel a néanmoins été passé entre lui et le peuple. La bataille du veto peut être considérée comme une défaite royaliste, dans la mesure où ce veto était seulement suspensif. Il n'en demeure pas moins que les droits du souverain étaient reconnus : c'était une concession aux préjugés, comme aurait dit Mirabeau, un arrangement entre les principes et les réalités. Sous un régime de monarchie limitée était le but des constituants. Ce n'était pas celui de Louis XVI.

De ce conflit ont résulté les premières grandes violences. A la menace de contre-révolution, l'insurrection populaire de la mi-juillet a mis fin. Les causes proprement monarchiques de la révolte ont succédé les desseins politiques de l'Assemblée. En ce sens, les journées de juillet et d'octobre ont trouvé leur justification : elles étaient inévitables, mais elles savaient la Révolution. Néanmoins, la contradiction demeurait : la fuite du couple royal à Varennes, en juin 1791, en sera l'éclatante révélation. Cette évasion est un régime de monarchie à faire admettre par l'ancien roi absolu sa « relativisation ». Mirabeau a été de ceux-là. Quitte à changer de régime, il fallait, puisqu'on gardait la monarchie, changer de roi. Les Anglais avaient donné l'exemple en 1688 : une fois Jacques II chassé, il était facile de faire admettre par son successeur, Guillaume d'Orange, la Déclaration des droits. Edgar Quinet en a tiré la leçon :

« Nous savons aujourd'hui [il écrit en 1865] que, pour passer d'un ancien ordre de choses à un nouveau, il faut chan-

se montrer, à l'occasion, très ouvert aux propositions libérales. Bref, l'Eglise de France, en tant que telle, n'était pas encore en porte à faux dans une société restée profondément catholique et qui tentait de concilier l'esprit nouveau avec la tradition de croyance majoritaire. Le divorce, pourtant, se révélait inéluctable.

On peut bien, à ce propos, évoquer les circonstances. Tout viendrait de la décision de la confiscation des biens du clergé, à la suite de la ruine des finances publiques. La nationalisation des propriétés conduisit à la réforme globale de l'institution ; la réforme, décidée unilatéralement, entraînait les protestations ; les protestations conduisaient à l'imposition du serment de fidélité ; et le serment, au schisme. L'engrenage fut bien celui-là. Mais pour expliquer le schisme on ne doit pas s'aventurer sur les chances d'entente possibles entre la doctrine rousseauiste et la pensée des Lumières. Pie VI ne se contenta pas de dénoncer la rupture d'un concordat décidée sans son avis ; il prit parti contre la Déclaration des droits de l'homme. Il n'était pas tolérant pour le magistère romain que la Vérité - à ses yeux indivisible - pût être soumise à une liberté de conscience, que sa critique pût être diffusée par la liberté d'expression.

Or la France était catholique quasi sans partage. La monarchie absolue en avait ainsi décidé. L'édit de tolérance était anglais. Le pluralisme, dont nous parlions plus haut, n'était pas acceptable par la papauté, non plus que par une bonne partie du clergé, comme en témoignent des cahiers de doléances. Ainsi, entre la France catholique et la Révolution, l'antagonisme, encore naissant en 1789, allait s'aggraver. L'anti-libéralisme de l'Eglise allait entretenir le foyer de la contre-révolution, dans un pays où la Réforme protestante avait été interdite par le pouvoir séculier.

Ces deux sources de résistance à l'œuvre constitutionnelle allaient alimenter les grandes eaux de la contre-révolution, faciliter les interventions extérieures, donner au même coup radicaliser le mouvement : devenue impossible, la monarchie constitutionnelle fera place à la République ; celle-ci, accueillie à la défensive par ses ennemis

Tocqueville : « J'ai beaucoup étudié l'histoire et j'ose affirmer que je n'y ai jamais rencontré de révolution où l'on eût pu voir, au début, dans un aussi grand nombre d'hommes, un patriotisme plus sincère, plus de désintéressement, plus de vraie grandeur. La nation y montra le principal défaut, mais aussi la principale qualité qu'a la jeunesse, l'expérience et la générosité. »

intérieurs et extérieurs, devra laisser libre cours à son mauvais génie : la Terreur jacobine.

Dans cette interprétation, qui est largement celle des libéraux et des républicains du XIX^e siècle, 1793 apparaît comme un dérapage ou comme une parenthèse, produite par les circonstances. L'important restait 1789 ; la suite était accidentelle. Cependant, dans l'exercice de comparaison entre notre Révolution et celles de l'Angleterre et des Etats-Unis, cet exercice généralisé conclut en notre défaveur, puisque les Français n'ont pas su « finir » leur révolution, au lieu qu'Anglais et Américains ont pu transformer peu à peu leur régime politique vers la démocratie libérale sans troubles intiles. - Il faut noter que les deux obstacles qui ont embêté le moteur révolutionnaire français, la contre-révolution politique et la contre-révolution religieuse, étaient ou absents ou sensiblement affaiblis dans l'Angleterre de 1688 et dans l'Amérique de 1776.

Pour finir, laissons les comparaisons. Restons dans l'enthousiasme des grands commémorateurs. Louis-Sébastien Mercier l'a exprimé, dans les *Annales patriotiques*, d'une façon certes candide, mais cette fraîcheur de sentiment fut aussi un des traits de l'époque, parfois pour le pire, souvent pour le meilleur :

« Adieu, mémorable Année, et la plus illustre de ce siècle ! Année unique où les augustes Français ramènent dans les Gaules l'égalité, la justice, la liberté que le despotisme aristocratique tenait captives ! [...] Merveilleuse année ! Le patriotisme est sorti tout armé de vos flancs généreux ; c'est lui qui a mis tout à coup à leur place une foule de citoyens éclairés, qui ont fait éclore des talents inconnus, et qui ont donné à l'Europe attentive et étonnée de grandes leçons dont elle profitera sans doute [...] Adieu, Année sans pareille dans notre histoire ! »

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789. Vendredi 2 septembre : « L'année sans pareille » avec Maurice Agulhon.

POLOGNE

La majorité des grévistes ont mis fin à leur mouvement

Après avoir accepté l'appel de Lech Walesa à cesser leur mouvement, les grévistes de Gdansk sont sortis, le jeudi 1^{er} septembre en début d'après-midi, des chantiers navals Lénine en faisant le « V » de la victoire et en chantant des hymnes à la gloire de Solidarnosc.

Aux aciéries de Slawno-Wola (sud-est du pays), où le comité de grève a décidé de mettre fin au mouvement jeudi soir, un policier a trouvé la mort, alors que, selon les grévistes, il se trouvait en état d'ébriété. Il se serait tiré une balle dans la tête. De source officielle, on fait état de « pressions psychologiques » dont la victime aurait été l'objet de la part des grévistes, et l'on ignore si ce décès résulte d'un assassinat ou d'un suicide.

Les ouvriers de la mine de Jantrzeb, les premiers à s'être mis en grève, le 13 août dernier, semblaient prêts, jeudi soir, à cesser leur mouvement, selon un porte-parole de Solidarnosc. Lech Walesa devait se rendre sur les lieux, en Haute-Silésie, vendredi, afin d'expliquer de vive voix le résultat de ses entretiens avec le ministre de l'Intérieur.

Cependant, le président de Solidarnosc n'avait toujours pas convaincu jeudi soir les dockers et les chauffeurs du port de Szczecin de reprendre le travail, les négocia-

tions achoppant sur les questions salariales, le paiement des jours de grève et les garanties d'impunité aux grévistes, question mise en avant sur tous les lieux de grève.

L'Eglise catholique s'est portée garante de la « sécurité » personnelle et de l'emploi des grévistes, a déclaré jeudi l'évêque de Gdansk, Mgr Tadeusz Goculowski. L'évêque a fait parvenir jeudi aux directions de toutes les entreprises touchées par les grèves un message spécifiant que, « au cas où ce principe [la sécurité] ne serait pas respecté, l'Eglise prendrait ses responsabilités vis-à-vis des autorités polonaises ». — (AFP, UPI, AP.)



« Frankfurter Allgemeine Zeitung » du 2 septembre

Un entretien avec le professeur Geremek

(Suite de la première page.)

« Il faut d'abord répondre aux aspirations ouvrières. La jeune génération aussi, qui n'a pas connu 1980-1981, voit dans Solidarnosc la réalisation de ses aspirations.

« Le fait que nous cherchions à poser le problème de la liberté d'association, de la liberté des clubs politiques, n'est lié à la question syndicale, car nous sommes conscients du fait que Solidarnosc légalisée ne serait pas le même mouvement, le même syndicat que celui de 1981. Nous déclarons que nous acceptons, bon gré mal gré, la loi spéciale électorale et votée sous la loi martiale en 1982, comme point de départ de la légalisation de Solidarnosc. Nous cherchons aussi à décharger Solidarnosc d'une certaine pression politique. En 1980-1981, ce syndicat était seul porteur de tous les espoirs et de toutes les aspirations. Mais si le pluralisme d'association se développe, ce sera une garantie que Solidarnosc ne redeviendra pas une source de conflits politiques.

« Quant au pacte anti-crise, nous pensons que Solidarnosc légalisée, acceptée comme partenaire indépendant, pourrait prendre des engagements non pas sur le soutien d'une politique gouvernementale, mais sur le sentiment de responsabilité de l'avenir du pays. La Pologne vit une époque étonnante. La situation de l'économie nationale devient maintenant difficilement descriptible dans un langage simple.

« Un modèle post-stalinien »

Quand nous disons « la crise », cela ne correspond pas à la gravité de la situation économique polonaise. Dans de telles conditions, il faut prendre la responsabilité de la situation. Ce nouveau syndicat demande une participation dans la formulation de la politique économique et dans sa réalisation.

— De quelle manière ?

« Le premier problème est de dépolitiser l'économie. L'économie polonaise est arrivée à l'état de quasi mort à cause du rôle dirigeant du parti. Il faut la libérer de ce rôle, bien qu'il soit prévu par la Constitution. Il faut être conscient qu'il ne suffit pas de réparer cette économie, il faut la transformer. Cette façon de penser en termes de responsabilité pose aussi les questions liées au processus de démocratisation. La libéralisation pratiquée par les régimes communistes depuis toujours voulait dire que, de temps en temps, il y avait une politique du bon père qui tout d'un coup devenait assez gentil, mais cela ne dépendait que de sa volonté et de sa bonne humeur. Eh bien, ce qu'il faut maintenant, c'est l'institution du jeu démocratique non pas par le biais de libertés octroyées, mais par celui d'institutions construites. Il s'agit d'un débat sur le modèle du pouvoir post-stalinien.

« Tout le monde sait maintenant, aussi bien la société que le parti, que le modèle stalinien, sous lequel nous vivions, à visage plus ou moins humain, non seulement n'est pas efficace, mais n'est plus supportable.

Que le changement de ce modèle est devenu la condition sine qua non de l'évolution de tout le bloc communiste. Bien sûr, je vois l'obstination de la classe politique dominante qui défend à tout prix ses privilèges, et ce flux mental que lui a donné le modèle stalinien quand il n'avait pas besoin de légitimité. Maintenant, il faut obtenir (cette légitimité) sinon par des élections libres, qui restent le meilleur moyen, du moins par l'efficacité de l'exercice du pouvoir. Dans les deux cas, c'est un échec complet pour le Parti communiste. Pour s'en sortir, il faut maintenant qu'il accepte des changements allant très loin.

— Pensez-vous que le pouvoir est prêt à accepter le pluralisme tel que vous l'entendez ?

« Je n'ai pas la réponse à cette question. Le dernier plénum du comité central était un événement plutôt négatif. En fait, il réduisait des ouvertures politiques qui semblaient se dessiner ces dernières semaines. J'ai l'impression que, si le problème du pluralisme syndical est devenu pour l'opinion publique polonaise une des questions-clés, sinon la question-clé, pour le pouvoir et pour l'équipe de Jaruzelski, c'est la chose la plus difficilement acceptable. Parce que accepter maintenant la légalisation de Solidarnosc, dans la mentalité du général, c'est accepter un échec, la défaite de l'opération entreprise le 13 décembre 1981. Mais l'espérer que cette équipe sera capable de dépasser les sentiments personnels. Je ne peux pas tout de même, dans la situation actuelle, après le premier contact Walesa-Kiszczak, avoir la certitude que le gouvernement de Jaruzelski est prêt à accepter le pluralisme syndical et qu'il ne veut pas simplement enfermer ces problèmes dans un jeu d'apparences et dans le verbiage auquel ce régime a souvent recouru.

— Les grévistes qui ont dit leur amertume ont-ils des raisons d'être mécontents ?

« C'est une réaction que je trouve normale, et j'ajouterais que je la partage. Il faut comprendre que la décision qui vient d'être prise est une décision hasardeuse et très hardie. Le raisonnement des dirigeants de Solidarnosc, c'est qu'il y a maintenant une situation explosive et que le pouvoir veut chercher à éviter son aggravation. Il y a donc une possibilité de contrat, et il est très important pour Walesa de montrer qu'il est maître des lieux, qu'il domine la stratégie et la situation. Qu'il est donc capable d'arrêter les grèves, qu'il est aussi capable d'entamer des négociations qu'un conflit.

— Lech Walesa court un risque.

« Un risque immense, et depuis un certain temps. C'est le risque qu'un écart ne se creuse entre lui, sa politique de non-violence et de compromis, et la jeune génération des ouvriers. Si l'équipe au pouvoir ne répond pas pour des faits réels aux intentions de Walesa, elle aggraverait cet écart et rendrait la situation beaucoup plus dangereuse.

— Le pouvoir en est-il conscient ?

« C'est une des bases de la décision de Walesa. Sa conversation avec Kiszczak, sa façon d'exposer la situation a été pour lui une preuve supplémentaire que le pouvoir se rendait compte de la situation. Mais cette prise de conscience ne signifie pas une action, ou une pensée opérationnelle. Les dirigeants sont bloqués par de multiples obstacles, mentaux, psychologiques, politiques. Le problème est donc : le pouvoir aura-t-il assez de courage et d'imagination pour faire une politique neuve, rompant avec la stratégie de destruction de la loi martiale ?

« Une leçon pour tous »

« La Pologne se trouve maintenant à un tournant. Si le pouvoir ne prend pas des décisions une fois pour toutes, il va payer le prix, mais nous aussi avec lui. Sept ans après la loi martiale, si Jaruzelski était réellement incapable de changer sa politique, ce serait vraiment la fin de sa carrière.

— En quoi ces grèves d'août étaient-elles différentes de celles d'avril-mai ?

« Les grèves d'avril-mai, c'était le réveil. Pour la première fois depuis des années, des ouvriers découvraient qu'on pouvait faire grève sans payer un prix exorbitant. C'était une leçon pour tous. Au début, il y avait le facteur peur et une certaine timidité politique. La revendication de la légalisation de Solidarnosc n'est apparue que tard. Dans les grèves du mois d'août, dès le début, on a revendiqué Solidarnosc. D'autre part, en avril-mai, c'était la jeune génération, y compris les étudiants. Cette fois-ci, l'image sociologique est plus nuancée, beaucoup plus complexe. Il y avait toutes les générations. La génération de l'âge moyen donne une certaine gravité à ce mouvement. Enfin, au mois d'août, il y a eu la conscience de la force du mouvement de grève. Les grèves ont été arrêtées non pas au moment de plus grande faiblesse, mais à un moment où la courbe ne se présentait pas si mal. Aussi bien aux chantiers navals que dans le port de Gdansk ou à Slawno-Wola, elles concernaient des milliers d'ouvriers, bien organisés et pouvant résister encore plusieurs semaines. C'est essentiel pour l'avenir.

« Le dernier trait important, c'est que ces grèves d'août ont éclaté dans des entreprises où il n'y avait pas eu en avril-mai. Il y a donc une sorte de grève tournante qui traverse le pays et à laquelle s'associe ce lieu symbolique que sont les chantiers navals Lénine.

« Mais la puissance de ce mouvement ne vient pas de son organisation, mais de sa spontanéité. C'est aussi un danger. Si rien ne change, si le désespoir augmente, alors la vague suivante sera non seulement plus puissante mais aussi plus spontanée et beaucoup plus dangereuse. Je vois dans les grèves d'août un indice insurrectionnel. C'est dire toute la profondeur du drame polonais actuel.

RFA : le congrès du SPD

Les sociaux-démocrates pour des « gestes unilatéraux » des Occidentaux dans le domaine du désarmement

BONN de notre correspondant

Si le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Hans Jochen Vogel, a triomphalement été réélu au congrès de Münster, le jeudi 1^{er} septembre, à la tête de son parti avec plus de 99 % des suffrages des délégués, il n'en a pas été de même pour M. Oskar Lafontaine, qui n'a retrouvé son poste de vice-président qu'avec difficulté. Le ministre — président de Sarre n'a, en effet, réuni que 68,5 % des suffrages, alors que, l'an passé, plus de 80 % de ses camarades lui avaient accordé leur confiance. M. Lafontaine paye ainsi les propos hétéroclites tenus devant le congrès sur les problèmes économiques et sociaux, qui ont fortement déplu aux dirigeants syndicaux (Le Monde du 1^{er} septembre).

Les autres dirigeants du SPD ont été réélus facilement. M. Johannes Rau retrouve son poste de vice-président, M. Hans Ulrich Klose celui de trésorier et M^{me} Anke Fuchs celui de secrétaire générale. Le troisième poste de vice-président, dont le congrès avait décidé la création, et qui est réservé à une femme, revient, comme prévu, à M^{me} Herta and Paul Amirson, une juriste souabe de quarante-cinq ans. Pour la première fois, les élections au comité directeur devaient obéir au système des quotas réservés aux femmes, ce qui a rendu le scrutin compliqué. Après une longue soirée de votes, les femmes se retrouvaient quatorze dans le nouveau comité directeur de quarante membres au lieu de dix ans dans le précédent. (Le quota de 40 % ne sera applicable dans le parti qu'en 1994 et dans les mandats électifs en 1998.) Deux dirigeants « historiques » du SPD ont fait les frais de cette irruption féminine : M^{me} Hans Apel, ancienne ministre de la Défense du gouvernement de M. Helmut Schmidt, et Peter Glotz, ancien secrétaire général du SPD,

n'ont pas été réélus au comité directeur.

Jeudi matin, le congrès avait écouté un discours de son président d'honneur, M. Willy Brandt, sur les problèmes de la paix et du désarmement. M. Brandt a mis en garde contre une attitude consistant, pour les Occidentaux, à prévoir l'échec de M. Gorbatchev pour laisser passer l'occasion de faire des progrès dans la voie du désarmement. Dans la discussion qui a suivi, le congrès s'est

prononcé en faveur de gestes de désarmement unilatéraux des Occidentaux, pour l'interdiction des vols d'exercice à basse altitude, et contre une éventuelle participation de la Bundeswehr aux « casques bleus » de l'ONU. Les délégués n'ont pas suivi M. Willy Brandt sur cette question. Celui-ci s'était déclaré favorable à la participation de l'armée ouest-allemande « aux activités de préservation de la paix des Nations unies ».

LUC ROSENZWEIG.

« Séminaires » féminins dans le quartier chaud de Hambourg

L'art de manier le chat à neuf queues

BONN de notre correspondant

En République fédérale d'Allemagne, le plus vieux métier du monde est en crise : les prestigieuses maisons closes de la Reeperbahn à Hambourg ferment les uns après les autres, et sont remplacées par des centres de loisirs — fort honnêtes, ceux-là, pour jeunes cadres dynamiques. La peur du mal du siècle, la SIDA, a fait bien plus pour la moralité publique que des milliers de sermons en chaire.

Pour tenter de survivre en ces temps de vaches maigres, des prostituées de Hambourg spécialisées dans la clientèle masculine ont eu l'idée de vendre non plus seulement leur corps, mais leur savoir-faire et leur expérience. Elles organisent des « séminaires d'introduction aux techniques de domination ». Cette formation continue très

spéciale est proposée par petites annonces dans les journaux de la ville. Pour l'équivalent de 3 500 F, M^{me} Tout-le-Monde peut troquer sa blouse de ménage ou son tailleur Chanel contre le bustier en cuir noir, les hautes bottines à talons aiguilles, et le rouleau à pâtisserie contre le chat à neuf queues. Le « séminaire » dure trois jours.

Si l'on en croit le magazine Tempo, qui a envoyé une de ses journalistes suivre une de ces sessions, l'affaire est un succès. Nombreuses sont les femmes honnêtes qui viennent apprendre ici à satisfaire les fantasmes les plus secrets de leurs époux. C'est tout bénéfice finalement pour le ménage : une fois le premier investissement amorti, monsieur n'a plus besoin d'argent du ménage pour les fantasmes de sa femme. Les femmes se font fouetter hors du domicile conjugal.

L. R.

SUÈDE

Trois minutes de silence pour la défense de la culture

STOCKHOLM de notre correspondant

« Je suis fauché. » C'est sur cette réplique tout à fait circonstanciée que la représentation du Long voyage vers la nuit d'Eugène O'Neill, dans une mise en scène d'Ingmar Bergman, s'est brusquement arrêtée jeudi soir à 20 h 15 au Théâtre royal d'art dramatique de Stockholm. Les lumières se sont rallumées, les acteurs sont restés sur scène, mais durant trois minutes ils n'ont plus rien dit.

Par ce silence, les comédiens voulaient protester contre le « désarmement culturel » en Suède, dénoncé au printemps dernier par Hans Alfredson, l'un des plus célèbres chansonniers, écrivains et cinéastes du pays. Dans un discours incendiaire, il avait attaqué tous les représentants de la classe politique, leur demandant s'ils avaient l'intention d'abandonner les questions culturelles au cours de la campagne électorale avant les législatives du 18 septembre. Au public, il annonçait ensuite une grève, trois minutes de silence, le 1^{er} septembre, pour lui donner une idée de ce que serait l'existence si la culture, faite de moyens, se taisait. Il y a en Suède cinq fois plus de chanteurs que dans les autres catégories professionnelles.

A 20 h 15 précises, jeudi soir, le mot d'ordre lancé par Hans Alfredson a donc été suivi dans la majeure partie du pays par acteurs, chanteurs, danseurs, musiciens, techniciens, gens de cirque. Même la télévision et le radio ont en partie interrompu leurs programmes. Dans les cinémas, les images ont disparu des écrans, pendant cent quarante secondes.

A Göteborg, quatre cents « travailleurs culturels » avaient formé une chaîne sur l'une des grandes avenues de la ville. Dans l'imposante salle du Scandinavium, à 20 h 15, le maestro Leif Segerstam a baissé les bras en pleine ouverture du Nabucco de Verdi. Luciano Pavarotti n'aura pas eu besoin de s'interrompre en pleine envolée. A 20 h 18, les chanteurs ont repris leurs rôles et la représentation a continué. Le message sera-t-il passé ?

FRANÇOISE NIÉTO.

GRÈCE : explosion dans une centrale

La moitié du pays plongée dans l'obscurité pendant une soirée

ATHÈNES de notre correspondant

La moitié du territoire et environ les deux tiers de la population grecque ont été privés d'électricité, jeudi soir 1^{er} septembre, de 20 h 50 à minuit, à la suite d'une explosion survenue dans une centrale. La panne a surtout affecté l'ouest et le sud du pays, en particulier Athènes. Les transports en commun de la capitale ont été interrompus et la circulation automobile a été très perturbée. Plus de mille personnes ont été bloquées dans des ascenseurs. Des jeunes détenus se sont révoltés dans la prison de Korydallos.

Les rumeurs les plus folles ont circulé : attentats, acte de guerre, coup d'Etat... avant que les autorités réussissent à rassurer la population. Les chaînes de radio et de télévision n'ont pas pour autant interrompu leurs programmes, et ce n'est que grâce aux stations locales et privées que la population a pu recevoir une information continue, des appels au calme, à l'humour et à la solidarité.

Vendredi matin, aucune explication officielle n'avait été donnée sur l'origine de l'explosion, probable-

ment accidentelle. Par une curieuse coïncidence, le syndicat des techniciens de l'entreprise publique d'électricité (DEI) avait, plus tôt dans la journée, dénoncé la vétusté des équipements de la DEI et les mauvais entretiens des installations.

Ces événements, qui ont mis à rude épreuve les nerfs des Athéniens, viennent s'ajouter aux problèmes de pollution. Pendant deux jours, mercredi et jeudi, la pollution atmosphérique de la capitale, et surtout celle provoquée par le blocage d'Athènes, a dépassé le seuil officiel d'alarme, et plusieurs centaines de personnes ont dû être hospitalisées.

THÉODORE MARANGOS.

« M. Andriás Papandréou sera prochainement opéré à Londres. — Le premier ministre, M. Andriás Papandréou, sera bientôt opéré à Londres d'une sténose aortique (rétrécissement de l'aorte) » a indiqué l'ambassade de Grèce en Grande-Bretagne. Le date de l'opération n'a pas encore été fixée. M. Andriás Papandréou, qui est âgé de soixante-neuf ans, est hospitalisé depuis le jeudi 1^{er} septembre à l'hôpital Saint-Thomas. — (Reuters.)

GAUMONT AMBASSADE - RALZAC - GAUMONT LES HALLES - GAUMONT OPERA MIRAMOR - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT ALESIA - 14/7 ODEON 147 BASTILLE - GAMBETTA - LA FAUVETTE - CLICHY PATHE ET PERIPHERIE

SÉLECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE CANNES 22 MAI 88 :

Sifflé le matin, Applaudi l'après-midi, Ovationné le soir !

L'enfance de l'Art

Un film de FRANCIS GIROD

À vous de juger.

Amériques

MEXIQUE : le traditionnel discours du chef de l'Etat

Le président Miguel de La Madrid a été hué au Congrès par l'opposition

MEXICO
de notre envoyé spécial

De mémoire de Mexicain, on n'avait jamais vu ce discours du chef de l'Etat devant le Congrès, le 1^{er} septembre de chaque année, est d'ordinaire — et depuis cinquante-neuf ans — un rendez-vous court et sobre, où les responsables politiques, économiques et militaires écoutent la lecture d'un long texte, en forme de bilan et perspectives du président en exercice. Pour son sixième et dernier « informe », quel-ques semaines avant la fin de son mandat, Miguel de La Madrid a dû affronter une bonne dizaine d'inter-ruptions dans un chahut qui semblerait certes fort modeste à des députés européens, mais qui a fait ici l'effet d'un petit séisme.

Tout commence pourtant très bien lorsque le cortège présidentiel se rend en minibus décapotable le long de l'avenue qui mène au Congrès. Fleurs, orchestres et confettis sont au rendez-vous, comme l'assistance nombreuse qui se presse dans les couloirs du palais législatif. Tout juste sait-on que les résultats médiocres (50,35 %) — et contestés — du candidat du parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel, à l'élection présidentielle du 6 juillet dernier (1) donneront une tonalité modérée au discours attendu. A peine lit-on sur les visages de certains officiels une légère nervosité due à l'annonce par l'opposition de son désir d'intervenir.

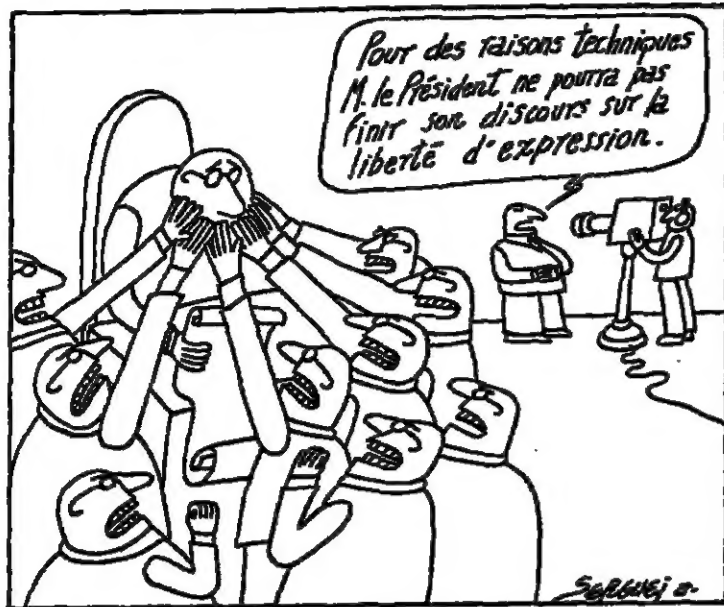
Dès l'arrivée de Miguel de La Madrid au parloir de l'Assemblée, la tension monte pourtant. Les députés de l'opposition de gauche du Front démocratique national (FDN) ne lui laissent même pas dire le premier mot, et le président de l'Assemblée, M. Miguel Montes, le plus grand mal à rétablir le silence en appelant les parlementaires à « ne pas rompre un pro-
cole établi depuis si longtemps ».

Après une dizaine de minutes, le chef de l'Etat commence à lire son discours comme si de rien n'était. Avec ostentation, l'opposition se plonge dans la lecture des journaux ; le calme ne durera qu'un court moment. A l'évocation des élections, le chahut reprend de plus belle et les députés du Parti d'action nationale (opposition de droite) se joignent à ceux du FDN en brandissant des

avoir pourtant suivi dix-huit informés.

« Traîtres ! »

Les députés du PRI et les invités présents tentent de se mobiliser en applaudissant ou en scandant : « Mexico ! Mexico ! », ajoutant à la confusion. Le président de l'Assemblée, qui avait adressé à l'assistance, dans le dossier d'invitation, un « avis » demandant que « les man-
ifestations de solidarité, d'adhésion et d'appui aient lieu à la fin de la lecture du document », multiplie en vain les rappels à l'ordre. Imperturbablement, Miguel de La Madrid poursuit sa lecture, profitant tout de même au long des trois heures de son discours de longues périodes de calme relatif. Il lui faudra pourtant affronter une ultime épreuve au début de sa conclusion, lorsque le



bulletins de vote aux cris de « Fraude ! Fraude ! Fraude ! ». Les interventions de la gauche se multiplient ensuite lorsque le président aborde le thème des privatisations, de la crise économique, ou encore de la dette extérieure du pays. Non loin de là, dans la salle de presse, l'émotion est à son comble. Un journaliste mexicain confie sa « perplexité » devant une telle situation « après

festations de solidarité, d'adhésion et d'appui aient lieu à la fin de la lecture du document », multiplie en vain les rappels à l'ordre. Imperturbablement, Miguel de La Madrid poursuit sa lecture, profitant tout de même au long des trois heures de son discours de longues périodes de calme relatif. Il lui faudra pourtant affronter une ultime épreuve au début de sa conclusion, lorsque le

sénateur FDN, Porfirio Muñoz Ledo, l'un des fondateurs du courant dissident du PRI avec Cuauhtémoc Cárdenas — le perdant « officiel » de l'élection présidentielle — se lève et tente à son tour de prendre la parole. Une nuée de photographes s'élance et, dans le brouhaha, il décide avec les députés de gauche, de quitter la salle. La majorité et l'opposition se qualifiant alors, réciproquement, de « chiens » et de « traîtres ». Miguel de La Madrid terminera peu après son discours devant une salle où ne restent pratiquement de l'opposition que les députés de droite, affichant ouvertement leur indifférence. Le chef de l'Etat ne fera qu'une brève allusion à ces événements en demandant « la tolérance, y compris face aux insultes de nos adversaires » et en insistant sur son refus de « l'anarchie ».

Après la fin de cette houleuse cérémonie, alors que quelques dizaines de manifestants réunis devant le palais législatif accablent encore la confusion en scandant : « Cárdenas, président ! », les commentaires sont unanimes à souligner « la petite révolution » qui vient de se produire. Encore sous le choc, les officiels louent « la démocratie » ou vilipendent l'irresponsabilité de l'opposition. Dans un café, à l'autre bout de la ville, un serveur y va de son commentaire sur les événements qu'il n'a pas suivis mais dont le « rumeur lui a déjà apporté les échos : « C'est bien, non ? Il est temps que le PRI se réveille... »

DENIS HAUTIN GUIRAUT.

CHILI : l'autorisation de rentrer accordée aux exilés

Isabel Allende de retour à Santiago après quinze ans d'exil

C'est désormais officiel depuis le 1^{er} septembre, en dépit des premières réticences exprimées par la junte chilienne : tous les exilés, y compris les membres du gouvernement socialiste renversé en 1973, vont pouvoir rentrer au Chili. Une mesure qui concernerait cinq cents personnes environ, selon les autorités, parmi lesquelles la famille du président Allende et Luis Corvalán, le chef du Parti communiste chilien, qui vit à Moscou depuis sa sortie des prisons chiliennes en 1976 (date à laquelle il avait été éliminé comme l'écrivain soviétique Vladimir Boukovsky).

Officiellement, dix mille opposants militaires avaient été condamnés à l'exil après le putsch, mais le gouvernement avait commencé à autoriser certains d'entre eux à rentrer dès 1984. Enfin, en 1987, alors que trois mille cinq cents personnes figuraient encore sur la « liste noire », le général Pinochet avait annoncé que tous les exilés seraient autorisés à rentrer, sauf ceux qui présentaient un « risque grave ».

Isabel Allende, la fille du président assassiné, a appris la nouvelle alors qu'elle se rendait précisément de Buenos Aires à Santiago pour solliciter l'autorisation de vivre au Chili. Accompagnée du sénateur radical argentin Hipólito Solari Yrigoyen et de deux avocats, la jeune femme s'est exclamée à son arrivée, début d'après-midi, jeudi, à l'aéroport international : « Laissez-moi vivre l'émotion de ce retour... » Se refusant à tout commentaire sur

la situation politique, elle a affirmé qu'elle souhaitait, avant d'exprimer une opinion, « écouter ceux qui sont restés » pendant ces quinze années de régime militaire.

Pour sa part, M^{me} Hortensia Bussi, veuve de Salvador Allende et mère d'Isabel, a donné jeudi une interview à la radio espagnole depuis Mexico, où elle réside, en expliquant qu'elle « n'arrivait pas à y croire ». Sans préciser la date exacte à laquelle elle envisage de partir pour le Chili, M^{me} Bussi a simplement dit que ce serait « après le 11 septembre », date anniversaire de la mort de son mari. Avant de conclure : « Seule une vaste fraude, à mon avis, pourrait empêcher la victoire du « non » (au plébiscite).

La décision spectaculaire du gouvernement Pinochet, qui intervient à moins de cinq semaines d'un plébiscite qui, si l'on en croit l'ampleur des manifestations de l'opposition, n'est pas joué d'avance, n'a trompé personne. Pourtant l'Eglise et les principales formations politiques ont jugé la levée d'interdiction d'entrée pour les exilés comme « un pas très positif vers la réconciliation nationale ».

Toutefois le Parti socialiste salue le retour de la fille du président Salvador Allende ; il estime que la dernière mesure du gouvernement est « une tentative de la junte militaire pour améliorer tardivement son image à trente-cinq jours du plébiscite ». Une réserve partagée également par M^{me} Carmen Frei, du Parti démocrate-chrétien, qui estime : « C'est une mesure excellente, mais trop tardive. » (AFP, Reuters.)

COLOMBIE

Le président Barco présente une « initiative de paix » en trois phases

L'initiative de paix « présentée le jeudi soir 1^{er} septembre par le chef de l'Etat comporte trois phases, que M. Barco espère pouvoir réali-
ser « avant le prochain processus électoral », à savoir la fin de son mandat, dans exactement deux ans.

La première phase a pour but d'établir un dialogue direct en vue de réintégrer dans la vie démocratique les guérilleros qui auront prouvé leur volonté de paix. Le gouvernement pourra alors présenter au Congrès un projet de loi de grâce (*indulto*) dont bénéficieront les groupes armés en question.

La deuxième phase, dite de « transition », doit servir à regrouper sous la protection de l'armée les guérilleros et à établir les conditions économiques de leur réinsertion.

Enfin, seulement, viendra la troisième phase, celle de la « réintégration définitive dans la vie démocratique » : application de la loi de grâce, établissement de garanties pour la participation électorale des guérilleros repentis, levée de l'état de siège, etc. (AFP.)

Enfin, seulement, viendra la troisième phase, celle de la « réintégration définitive dans la vie démocratique » : application de la loi de grâce, établissement de garanties pour la participation électorale des guérilleros repentis, levée de l'état de siège, etc. (AFP.)

Afrique

ANGOLA

Les troupes cubaines seraient renforcées

Cuba serait en train de renforcer de façon significative ses troupes en Angola, ont déclaré jeudi 1^{er} septembre à Washington des responsables américains qui ont tenu à garder l'anonymat. Ce renforcement pourrait donner à penser que les forces angolaises et cubaines s'approprieraient à lancer une offensive contre les rebelles anticomunistes de l'UNITA. Selon ces sources, un navire par semaine a quitté un port cubain en soit à destination de l'Angola.

Ces bateaux transporteraient des troupes, vingt-quatre avions de combat, des chars et d'autres équipements. Le nombre des soldats cubains pourrait dépasser maintenant soixante mille hommes, alors qu'on les évaluait jusqu'à présent à Washington à cinquante mille. Cet afflux de Cubains pourrait laisser croire non seulement à une offensive contre l'UNITA mais aussi contre la Namibie voisine, occupée par les Sud-Africains.

Pourtant, selon le Washington Post, des responsables cubains ont rencontré secrètement à Abidjan des représentants de l'UNITA à la suite de la libération par cette organisation de deux pilotes cubains dont l'avion avait été abattu en octobre en Angola.

Ces pourparlers entre les Cubains et l'UNITA permettraient peut-être d'aplanir les divergences apparues lors des négociations quadripartites de Brazzaville entre les Etats-Unis, Cuba, l'Afrique du Sud et l'Angola concernant un calendrier de retrait des soldats cubains d'Angola. (AFP.)

ALAIN FRACHON.

Proche-Orient

Impasse dans les négociations irano-irakiennes

M. Perez de Cuellar passe le relais à un diplomate suédois

Les négociations engagées le 25 août dernier à Genève sur la consolidation du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak ont provisoirement échoué, et le secrétaire général de l'ONU est parti jeudi 1^{er} septembre pour Liban, en passant le relais à son représentant spécial le diplomate suédois Jan Eliasson.

De fait, ces négociations n'ont pas dépassé le premier point de la résolution 598 du Conseil de sécurité des Nations unies — cadre d'un règlement — et ont buté sur l'application du cessez-le-feu en mer, la liberté de navigation et le débâclement du Chant-Ar-Rab, le fleuve qui sépare l'Irak et l'Irak. M. Perez de Cuellar s'est heurté, dit-on, à des positions de départ extrêmement rigides de part et d'autre.

M. Saoudoun Hammadi, ministre d'Etat irakien aux affaires étrangères, a affirmé sans ambages, jeudi, que la formule avancée par M. Perez de Cuellar « ne convenait pas » et qu'à ses yeux « elle n'excitait plus ». Les Irakiens mettent en avant trois revendications essentielles : l'assurance que l'Irak respecterait le cessez-le-feu en mer, la garantie de pouvoir naviguer librement dans le détroit d'Ormuz et le lancement, sous la supervision de l'ONU, de l'opération de débâclement du Chant-Ar-Rab, seule voie d'accès de l'Irak dans le golfe.

Les Irakiens demandaient l'évacuation préalable du territoire

« PRÉCISION. — Dans l'article intitulé « Les énigmes de l'Airbus irakien » (le Monde du 6 juillet), nous avions indiqué que M. Massoud Razezi, commandant de bord à la compagnie Iran Air, avait déclaré : « Il y a tellement de trafic aérien dans cette région (Golfe), que nous ne répondons jamais aux appels radio des navires de guerre américains. » M. Razezi nous précise aujourd'hui que « même si effectivement certains équipages ne tiennent aucun compte de ces appels, lui-même et l'ensemble de la flotte irakienne demeurent à l'écoute de tous les appels et répondent toujours à ceux qui permettent leur être destinés, ce qui s'avère, dans la pratique, extrêmement difficile compte tenu du caractère ambigu de ces appels et de l'incertitude qui en découle quant à leurs destinataires ».

encore occupé par les troupes irakiennes, remettaient à plus tard la question du débâclement du Chant-Ar-Rab et insistent sur la reconnaissance de la validité des accords d'Alger de 1975, leur octroyant la souveraineté sur la moitié du fleuve.

M. Perez de Cuellar s'est efforcé de contourner ces difficultés en tentant, en particulier, de remettre à plus tard la question cruciale du tracé des frontières. A ses yeux, et il avait reçu en cela « le soutien ferme et résolu » des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, la priorité consistait à sauver le cessez-le-feu, entré en vigueur le 20 août et encore précaire, en séparant les belligérents et en faisant disparaître les causes de friction potentielles, comme les trasseries ou escarmouches en mer. « Appliqués les divergences sur les points encore en suspens concernent le cessez-le-feu, a-t-il dit jeudi, est nécessaire pour commencer le retrait des troupes, procéder à l'échange des prisonniers et établir un mécanisme de négociation sur la substance, c'est-à-dire l'établissement d'une paix durable. »

Lavage de cerveau

Face à un « problème qui remonte à des décennies, voire des siècles », selon ses propres mots, M. Perez de Cuellar s'est résigné à partir pour Liban, après avoir présenté son représentant spécial, le diplomate suédois, à ses principaux interlocuteurs, les ministres des affaires étrangères d'Irak et d'Irak, MM. Ali Akbar Velayati et Tarek Aziz.

Le scénario qui suivra est encore imprécis. Les deux ministres ont clairement signalé qu'ils étaient disposés à rester à Genève aussi longtemps que cela sera nécessaire, et l'on pense généralement qu'ils poursuivront, du moins pour un temps encore, leurs consultations avec M. Eliasson.

Le diplomate suédois connaît bien les deux pays, où il s'est rendu douze fois quand, de 1980 à 1986, il était le bras droit de l'ancien chef du gouvernement suédois Olof Palme, alors chargé par le secrétaire général de l'ONU du dossier Iran-Irak.

Par ailleurs, les prisonniers de guerre irakiens, détenus en Iran, ont été soumis à des « pressions men-

tales » semblables à des lavages de cerveau, selon un rapport de l'ONU rédigé par trois experts des Nations unies qui se sont rendus dans les camps de prisonniers des deux pays au cours de l'été. Ces experts affirment que dans chaque camp qu'ils ont visités en Iran, les prisonniers de guerre étaient dominés par des groupes de détenus irakiens ayant prêté serment d'allégeance à l'imam Khomeini. Ces détenus pro-iraniens, qui accusent désormais le président Saddam Hussein d'« athéisme », « exercent de fortes pressions sur les autres prisonniers », affirme le rapport.

Dans chaque camp, des « comités culturels » sont chargés de l'instruction religieuse et politique, qualifiée d'« orientation spirituelle ». « Pour nous, cela équivaut à des pressions mentales », affirment les enquêteurs de l'ONU. « Les prisonniers sont rassemblés pour des manifestations fanatiques, hystériques et parfois violentes à un cours desquelles ils hurlent des slogans pro-khomeinistes et dénoncent tout à tour Saddam Hussein, Israël, les Etats-Unis et l'URSS. Des séances tellement bruyantes que les experts de l'ONU n'ont même pas pu pénétrer dans les deux camps d'Arak et de Dawaodieh. » (AFP, AP.)

LIBYE

Kadhafi, le grand « destructeur »

Célébre pour ses décisions à l'exportation, ses coups de tête, ses revirements spectaculaires, le colonel Kadhafi n'en a pas moins de la suite dans les idées. L'aventure tchadienne qui vit, défaits après défaites, s'ensuivent ses armées plusieurs années durant avant qu'il ne consente à y mettre fin, avait déjà donné un aperçu de sa persévérance. Aujourd'hui, l'heure est à la destruction, la dissolution, l'abolition. Et là encore, le colonel-guide ne cesse de se surpasser.

Ce furent d'abord les prisons, que le chef de la révolution libyenne contribua lui-même, au printemps dernier, à détruire. Puis vint le tour du poste-frontière avec la Tunisie, dont il ne reste plus que les ruines. Entre-temps, le colonel Kadhafi avait personnellement liquidé

toute la papasserie de l'immigration pour illustrer sa décision de supprimer toute entrave à la liberté de circulation des Libyens.

Après quelques semaines d'un repos bien mérité, le colonel vient de s'attaquer à son armée et à sa police, dont il a annoncé, le mercredi 31 août, la prochaine dissolution pure et simple pour les remplacer par une sorte de milice populaire. Et ce, à l'occasion du dix-neuvième anniversaire du coup d'Etat militaire qui le fit accéder au pouvoir. Sur sa lancée, il a également annoncé le démantèlement des agences commerciales d'Etat. Gageons qu'il aura un peu plus de mal à corriger ses compatriotes de la suite dans les idées, et de « brûler le maudit dollar ». Y. H.

Diplomati

France et Espagne o
européenne

Asie

SINGAPOUR : les élections

M. Lee Kuan Yew prépare la relève

Des élections législatives auront lieu à Singapour, le dimanche 4 septembre. L'opposition, qui ne détient qu'un siège au Parlement, espère accroître sa représentation. Le premier ministre, M. Lee Kuan Yew, souhaite pour sa part assurer la relève de la génération au pouvoir depuis 1959.

SINGAPOUR
correspondance

Une véritable purge, voilà comment l'un des membres de la vieille garde du régime, pris par le premier ministre de faire place aux jeunes, considère la décision de M. Lee Kuan Yew de retirer des listes électorales quatorze des pères fondateurs de la République. Après avoir ordonné, le 17 août, la dissolution du Parlement, M. Lee qualifie les prochaines élections de « cruciales ».

« Cette fois, ajoute-t-il, nous allons nous battre pour faire entrer au Parlement un groupe de jeunes assez solides pour conduire Singapour au-delà de l'an 2000 ».

Personne ne met en doute les qualifications intellectuelles de cette seconde génération de politiciens présentés par le Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir depuis l'indépendance. Ils sont bardés de diplômes, incorruptibles et d'une moralité à toute épreuve.

Et pourtant, au cours de cette brève campagne, c'est l'opposition qui semble attirer les foules. « Bien sûr que le vice-premier ministre Goh Chok Tong et ses amis sont les meilleurs et les plus intelligents », nous disait un haut fonctionnaire.

Mais que savent-ils du citoyen moyen, pour qui Oxford ou Yale sont aussi de lieux exotiques, mais dont les problèmes quotidiens sont d'une tristesse banale ?

Même le premier ministre, qui a fait de M. Goh Chok Tong son probable successeur, lui reproche une certaine raideur. « Ce dont le PAP a grand besoin, remarque un autre officiel, c'est d'un peu moins de carreaux et un peu plus de cœur ».

L'opposition, aujourd'hui, c'est un homme bien sùr, M. C. Tan See Tong, un avocat de cinquante-trois ans. Fondateur du Parti démocrate de Singapour (SDP), il est élu député en 1984. L'autre membre de l'opposition, le secrétaire général du Parti ouvrier (WP), M. J.-B. Jayaratnam, a perdu son siège en 1987 après avoir été condamné à un mois de prison et à une amende pour avoir fait de fausses déclarations concernant les fonds du parti.

Cette fois l'opposition, d'ordinaire fragmentée en une multitude de petites formations, a fait un effort. Le Parti ouvrier fait campagne avec le Front pour le socialisme et le Front pour la démocratie. On parle de faire de la concurrence. On parle de cinq, voire de six sièges pour l'opposition, « assez pour choquer profondément le PAP », estime l'un de nos interlocuteurs.

D'autant que l'un des candidats les plus populaires de l'opposition est l'ancien président de l'Association des avocats, M. Patrick Seow. Il avait plus d'années de la PAP et des critiques des méthodes du PAP et des autorités, notamment en 1987 à l'occasion de ce qui fut baptisé le « complot marxiste ». En mai, vingt-deux personnes, travailleurs sociaux pour la plupart, avaient été détenues, sans procès, en vertu de la loi sur la sécurité intérieure. La plupart ont été relâchées, mais l'affaire avait provoqué un réel malaise. Un an plus tard, c'est M. Patrick Seow lui-même qui a été interpellé. Il était accusé d'avoir eu des relations « coupables » avec un membre de l'ambassade des États-Unis, qui lui aurait suggéré de former une opposition crédible.

Le diplomate américain a été expulsé ; Washington, en retour, a pris un diplomate singapourien de renvoyer chez lui. M. Seow a été libéré en juillet, il se présente comme candidat du Parti ouvrier. Il pourrait être élu dans l'une de ces circonscriptions « restructurées », treize en tout - qui regroupent chacune trois anciens districts électoraux. Les partis sont obligés d'y présenter une équipe de candidats dont au moins deux doivent appartenir à l'une des minorités, malaise ou indienne, actuellement sous-représentées au Parlement.

Un risque d'explosion
Le PAP s'était alarmé, après le scrutin de 1984, de n'avoir obtenu que 63 % des voix. Un autre glissement de quelques points serait considéré comme « catastrophique » par le parti au pouvoir.

La crise économique fut l'occasion pour la jeune génération de dirigeants, et parmi eux M. Goh Chok Tong et le fils de M. Lee Kuan Yew, le brigadier-général (de réserve) Lee Hsien Loong, ministre du commerce et de l'industrie, de faire la

démonstration de leurs capacités. On s'attend cette année à un taux de croissance de 9 %. Tous les indicateurs économiques sont en hausse, le commerce extérieur est remonté en flèche. Raison de plus pour convoquer des élections anticipées.

Ni la majorité - parfois critiquée par ses anciens, comme l'ex-ministre Toh Chin Chye, membre fondateur du PAP, qui vient de mettre en garde contre « une explosion si l'opposition n'est pas autorisée à représenter des vues divergentes », ni l'opposition ne songent à mettre en question les fondements du régime. Mais la frustration et l'agacement de la jeunesse, surtout de cette classe moyenne supérieure, souvent éduquée en Occident, se reflètent dans le succès des réunions électorales de l'opposition. On évoque le vent de libéralisation politique qui souffle sur Taiwan ou la Corée du Sud.

La grande crainte de M. Lee est d'assister un jour à la dilapidation du patrimoine prudemment accumulé au cours de vingt-cinq ans de prospérité. Il sait que, si riche soit-il, l'île est fragile. Univers chinois dans une région malaise, pauvre en matières premières mais riche en matière grise, Singapour vit dans une aisance relativement bien partagée.

Pour le premier ministre, cette prospérité est la clé de l'unité nationale. Bientôt, sans doute il se fera élire président, avec des pouvoirs étendus, surtout dans le domaine financier. Ce qui doit être la fonction du président et comment l'élire sont l'un des points de conflit entre l'opposition et la majorité. L'opposition craint un président trop puissant, disposant d'un Parlement à sa dévotion. Le PAP insiste sur la nécessité de prévenir tout aventurisme financier. Le président seul aurait le droit de toucher aux réserves de l'État.

Entre-temps, même si la vieille garde a été purgée de prendre sa retraite, le PAP « ne laisse rien au hasard », comme l'a dit M. Lee, qui reste candidat à sa propre succession.

JACQUES BEKAERT.

AFGHANISTAN

L'aéroport de Kaboul violemment bombardé par la résistance

Les moudjahidines afghans ont lancé jeudi 1^{er} septembre une attaque massive à la roquette contre l'aéroport de Kaboul : ce dernier avait déjà été la cible d'un bombardement samedi dernier. Une roquette est tombée sur un dépôt de munitions ; l'explosion a secoué toute la capitale, a-t-on appris de source diplomatique à Islamabad, tandis que l'aéroport aurait subi de très importants dommages. La radio officielle de Kaboul a fait état d'un incendie qui a été maîtrisé ; l'agence Tass a parlé d'un « bombardement massif » sur la zone où se trouvent des installations soviétiques, touchant des dépôts et causant « des dommages à l'aviation de transport ».

Les États-Unis ont d'autre part dénoncé jeudi pour la seconde fois en une semaine une « violation » de l'accord de Genève sur l'Afghanistan : le Pakistan accuse en effet des avions venus d'Afghanistan d'avoir bombardé un village proche de la

frontière, causant la mort d'une personne et en blessant vingt-trois autres. « C'est le cas le plus récent et le plus extrême d'intervention armée de l'Afghanistan contre l'intégrité territoriale du Pakistan », a déclaré le porte-parole du département d'État.

Enfin, le président afghan, M. Najibullah, a appelé jeudi à l'« unité totale » dans le camp pour la paix. Il veut créer des détachements de « partisans » pour lutter contre les rebelles, transformer chaque province en « forteresse » et tirer les leçons de la « tragédie » de Kanduz, capitale provinciale occupée pendant quelques jours par les moudjahidines et qui a été reprise avec l'aide de l'aviation soviétique.

M. Najibullah a déclaré que « certains dirigeants politiques » cherchent avant tout à « s'emparer de postes administratifs et à acquiescer des privilèges » et « s'efforcent de régler de vieux comptes ». — (Reuters, AFP.)

Il s'agit de la troisième amnistie en l'espace d'un an : en septembre 1987, 6 700 prisonniers avaient été libérés, dont 480 « collaborateurs » de l'ancien régime, puis, en février dernier, 6 406 (dont 1 014 politiques). Selon le ministre de l'Intérieur de Hanói, M. Mai Chi Tho, 500 000 personnes, dont 100 000 officiers, avaient été arrêtées en 1975 après la chute de Saïgon.

D'autre part, trois délégations américaines sont attendues prochainement à Hanói : quatre membres du Congrès arriveront dans la capitale vietnamienne le 4 septembre, suivis d'experts des problèmes humanitaires, puis de responsables du dossier des soldats américains disparus pendant la guerre, ou MIA. — (AFP.)

Vietnam

5 000 prisonniers libérés à l'occasion de la fête nationale

Hanói a annoncé la libération, à l'occasion de la fête nationale du 2 septembre, de 5 083 prisonniers,

Ethiopie-Somalie

Rapatriement des prisonniers de guerre

Après onze ans de détention dans des conditions pour le moins pénibles, le rapatriement de la totalité des prisonniers de guerre et internés

aurait rencontré auparavant le général Me Win, a refusé l'instauration d'un gouvernement provisoire et a appelé la population à respecter la procédure qu'il avait proposée pour des élections : un référendum populaire pour ou contre le multipartisme après un congrès extraordinaire du parti unique et une réunion du Parlement. — (AFP, Reuters.)

Burundi

Nouvelles accusations contre l'armée

« Les massacres continuent en s'étendant à tout le pays », a affirmé jeudi 1^{er} septembre à Bruxelles M. Terence Ntahimane, responsable des réfugiés hutus en Belgique. Selon lui, les affrontements du mois d'août auraient provoqué la mort d'environ 50 000 personnes.

Au terme de sa visite de deux jours en Belgique, le ministre burundais des affaires étrangères, M. Cyrien Mbonimpa, a quant à lui, accusé des « organisations belges » de récolter des fonds pour organiser

Diplomatie

La visite de M. Roland Dumas à Madrid

Français et Espagnols coordonnent leur politique européenne pour 1989

MADRID
de notre correspondant

L'Espagne occupera la présidence de la Communauté européenne durant le premier semestre de 1989, la France durant le second. La coordination, dans la mesure du possible, de l'action de ces deux présidences était l'un des thèmes des entretiens que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a eus à Madrid le jeudi 1^{er} septembre.

M. Dumas s'est entretenu avec son homologue espagnol, M. Francisco Fernandez Ordonez, et a été reçu par le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et a dîné avec le nouveau ministre de la culture, M. Jorge Semprun, dont il est ami de longue date. Il devait quitter Madrid vendredi, à destination de Lisbonne, où il poursuivra le « tour du club communautaire », selon son expression, qu'il a entamé depuis son arrivée au Quai d'Orsay.

« Le temps d'une présidence est très court et il s'agit donc d'assurer une certaine continuité », a expliqué M. Dumas. L'entreprise semble

d'autant plus aisée que les relations entre Paris et Madrid sont depuis plusieurs années au beau fixe, et que les positions diplomatiques des deux pays sont aujourd'hui assez proches.

C'est précisément au moment où l'Espagne cède le relais communautaire à la France, en juin prochain, que le comité chargé de réfléchir aux étapes devant mener à l'union monétaire et formé lors du sommet européen de Hanovre fera connaître le résultat de ses travaux. En outre, les deux pays entendent mettre davantage l'accent, en 1989, sur les aspects sociaux de la construction européenne.

Dans le domaine de l'action diplomatique commune des Douze, l'Espagne entend accorder une importance particulière au conflit israélo-palestinien. Elle examine la possibilité de prendre une « initiative diplomatique » en vue d'induire la réunion d'une conférence internationale. L'idée semble avoir été accueillie avec intérêt du côté français, où l'on fait toutefois valoir que la situation au Proche-Orient est en ce moment très fluctuante, et

qu'il est encore prématuré de définir quelle pourrait être, l'an prochain, l'action des Douze dans cette région.

Sur le plan bilatéral, MM. Dumas et Fernandez Ordonez sont convenus de renforcer la collaboration politique directe entre leurs ministères, et de l'institutionnaliser. A cette fin, un « mécanisme de consultation permanente », réunissant régulièrement sur des problèmes d'actualité des hauts fonctionnaires des deux pays, sera mis sur pied.

Enfin, outre la traditionnelle évocation de la collaboration entre les deux pays dans la lutte contre l'ETA (dont M. Dumas a assuré qu'elle se poursuivrait « sans merci », indépendamment du récent changement de gouvernement à Paris), les deux ministres ont préparé le prochain « séminaire ministériel » bilatéral. Il aura lieu au début d'octobre dans la ville de León, dans le nord de la Castille, et devrait réunir huit ou neuf ministres de chaque gouvernement : un record depuis l'instauration, en 1983, de ces réunions périodiques.

THIERRY MALINIAK.

En Allemagne fédérale

Premier retrait de Pershing-II

Neuf missiles américains Pershing-II, sur les cent huit stationnés en RFA, ont été retirés, le jeudi 1^{er} septembre, de la base de Wülfelsheim, dans le sud-ouest du pays, conformément à l'accord américano-soviétique sur le démantèlement des missiles à portée intermédiaire (FNI) signé en décembre 1987 à Washington.

Le départ des neuf premières fusées a donné lieu à un incident avec des membres de la mission militaire soviétique qui observaient l'opération sur place. Alors que les rampes de lancement vides, venant d'être gardées dans un hangar de la base des militaires soviétiques se sont approchées des installations en voiture et ont pris des photos, malgré les injonctions des militaires américains. Aux termes du traité FNI, les membres des missions militaires n'ont pas le droit, en effet, de circuler à proximité des installations sans être accompagnés par des mil-

itaires de l'autre partie... Finalement, les Soviétiques acceptèrent de se désigner des hangars.

Des pacifistes ouest-allemands, présents devant la base de Wülfelsheim, ont salué par des « Bravo ! » le retrait des missiles, mais ont vivement critiqué le silence des autorités américaines sur l'avenir des sites nucléaires. Selon eux, les ogives qui ont été transportées par convoi militaire à Francfort, d'où elles doivent être expédiées vers les États-Unis, peuvent parfaitement être transformées et montées sur d'autres missiles non inclus dans le traité FNI. A Bonn, le porte-parole du gouvernement ouest-allemand a déclaré que ce démantèlement était « un événement important dans l'histoire de l'après-guerre ».

Les corps des neuf fusées Pershing seront détruits dans une installation militaire aux États-Unis sous la surveillance d'inspecteurs soviétiques. — (AFP.)

M. Karpov répond aux accusations américaines sur les violations du traité ABM

Genève (AFP). — En établissant un lien fondamental entre le démantèlement du radar de Krasnoïarsk et la conclusion d'un traité sur les armes stratégiques (START), les Américains ont implicitement reconnu qu'il existait un lien entre le traité sur les missiles balistiques (ABM) et les START, a déclaré jeudi 1^{er} septembre à Genève M. Viktor Karpov, Moscou a toujours affirmé l'existence d'un tel lien pour dénoncer le programme IDS, jugé incompatible avec le traité ABM.

Le chef de la délégation soviétique aux négociations sur la révision du traité ABM n'a pas esquivé que les exigences formelles de la partie américaine (le Monde du 2 septembre) sur le démantèlement du radar de Krasnoïarsk ne soit qu'un « prétexte » pour se libérer des obligations du traité ABM et poursuivre leurs essais dans le cadre du programme de « la guerre des étoiles ».

M. Karpov n'a pas voulu pour autant donner dans le pessimisme à propos des négociations sur la révision des armements stratégiques. Il a même estimé qu'un traité START « serait possible dans les deux ou trois mois si les deux parties veulent toutes les possibilités dont elles disposent », ce qui était aussi une façon de faire porter le chapeau aux Américains pour les lenteurs de cette négociation.

M. Karpov a répondu aux accusations formulées par les Américains contre Krasnoïarsk, l'objectif de « l'état des choses ». Il a rappelé les protestations de son pays contre le déploiement de stations de radars Pave Paws à l'antenne phasée sur le territoire américain et au-delà des frontières. Pour les Soviétiques, ces antennes ont des capacités suffisantes pour servir de base radar à la défense antimissiles, et sont contraires au traité ABM.

prendre de nouvelles démarches auprès du gouvernement américain.

Ce texte insiste sur le fait que M. Maziltu, en sa qualité de rapporteur spécial de l'ONU, jouit des privilèges et immunités des Nations unies en vertu d'une convention que la Roumanie a ratifiée. Au cas où Bucarest camouflerait sur ses positions, M. Maziltu ne s'appréhenderait pas, M. Karpov a déclaré, de l'affaire devant la commission des droits de l'homme, composée de délégués gouvernementaux puis devant le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) et enfin, si la divergence des vues devait continuer, devant la Cour internationale de justice de La Haye.

L. V.

- (1) Les experts de Chine, Cuba, Roumanie et URSS.
- (2) Les experts d'Éthiopie, Maroc et Philippines.

Birmanie

M. Maung Maung accepte la formation d'un syndicat étudiant

Le président birman Maung Maung est intervenu jeudi 1^{er} septembre à la radio pour accepter la formation du premier syndicat étudiant après vingt-six ans d'interdiction. Mais il s'est refusé à toute autre concession en dépit de la poursuite des manifestations de l'opposition et de la grève générale qui a entraîné la fermeture de l'aéroport de Rangoun.

Pour la première fois, des fonctionnaires du ministère de la défense ont été vus dans un cortège de manifestants.

« Je ne peux concéder plus », a dit M. Maung Maung. Cet arrangement est la concession maximale que nous pouvons faire (...). Mes collègues et moi, dont les responsabilités sont fixées par la loi, ne pouvons pas agir en violation de la Constitution. » La chef nominal du régime qui, selon certaines sources diplomatiques,

Afrique

ANGOLA

Les troupes cubaines seraient renforcées

Cela sera le cas si les troupes cubaines présentes en Angola ne sont pas renforcées. Les troupes cubaines présentes en Angola ne sont pas renforcées. Les troupes cubaines présentes en Angola ne sont pas renforcées.

Le président birman Maung Maung est intervenu jeudi 1^{er} septembre à la radio pour accepter la formation du premier syndicat étudiant après vingt-six ans d'interdiction. Mais il s'est refusé à toute autre concession en dépit de la poursuite des manifestations de l'opposition et de la grève générale qui a entraîné la fermeture de l'aéroport de Rangoun.

Pour la première fois, des fonctionnaires du ministère de la défense ont été vus dans un cortège de manifestants.

مكتبة من الأمل

Politique

La difficile rentrée de l'opposition

L'ouverture suppose que ceux qui la proposent aient en face d'eux une force qui soit homogène, autonome et responsable, et non pas une poussière de groupuscules, de ludoïques agités et de personnages hardis dans la parole, qui courent vers le Rubicon mais s'arrêtent au bord pour y pêcher, a déclaré M. Raymond Barre le jeudi 1^{er} septembre à Locudy (Finistère) devant les jeunes démocrates-sociaux. Cette force doit être considérée non pas comme un « appoint » ou une « force charnière », mais comme une « force de gouvernement ». L'ouverture, remarque-t-il, c'est l'affaire du président de la République car « c'est lui qui fixe les grandes orientations autour des-

quelles s'organise une majorité présidentielle qui trouve ensuite sa représentation parlementaire ». La veille, les déclarations de M. Barre à Paris Match dans lesquelles l'ancien premier ministre exprimait son accord avec les orientations de M. Mitterrand qui, selon lui, correspondent « à ce qui est nécessaire à la France » avaient provoqué une riposte très vive du RPR. M. Alain Juppé, secrétaire général de ce mouvement, avait affirmé que la « conversion » de M. Barre tient du « retour de veste ». Il l'explique par un « désir de revanche ».

M. Patrick Dovedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, proche de M. Charles Pasqua,

affirme, pour le regretter, que « l'installation dans les deux ans d'un tandem Mitterrand-Barre à la tête de l'État correspond à la logique profonde adoptée par les deux hommes ». Dans une interview à l'Express datée du 2 septembre, M. Dovedjian ajoute : « M. François Mitterrand sait qu'il ne réussira pas l'ouverture en se contentant de l'appui de quelques transfuges. Il saura payer plus cher. » Le 25 août, dans le Journal du Dimanche, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, avait lui aussi émis le pronostic selon lequel M. Barre pourrait succéder à M. Rocard à Matignon.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, remarque pour sa part que M. Barre « est dans l'opposition », mais que ses propos traduisent une certaine « rupture affective » avec une partie de l'opposition. Il admet la « démarche indépendante » de l'ancien premier ministre, mais ne se rallie pas entièrement à lui, puisqu'il garde, pour sa part, sa « capacité de jugement et d'autonomie ».

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, s'est félicité des propos tenus par M. Barre qui, a-t-il dit à RTL, « parle très bien de l'ouverture ». « Voilà quelqu'un qui s'exprime clairement, sans confusion », a-t-il ajouté en remarquant qu'il est possible de « dialoguer » avec lui.

Le remodelage de la droite

« Les lendemains de défaite sont toujours difficiles. Appartenant à une génération qui a dû attendre un quart de siècle avant d'accéder aux responsabilités, Pierre Mauroy sait de quoi il parle. Le constat qu'il dresse de l'état de la droite justifie qu'on parle de « confusion ». Car si l'élection présidentielle a entraîné la réélection de François Mitterrand et le retour aux affaires des socialistes, le principal bouleversement qu'elle a introduit dans la vie politique française touche l'opposition, dont le nécessaire remodelage a peine à s'achever ».

De tous les mouvements qui composent la droite, le RPR est certainement le plus touché. Les chiraquiens ont en effet encaissé une impressionnante série de trois défaites : celle du premier tour, du fait de l'incapacité de leur candidat à franchir la barre des 20 % ; celle, plus attendue mais tout aussi nette, du second tour, face à M. Mitterrand ; celle enfin des législatives, qui ont vu le RPR devancé par l'ensemble de l'UDF. Voilà donc aujourd'hui un parti qui n'a plus grand-chose à dire, comme le soulignait dans ses colonnes le vice-président de son groupe parlementaire, Étienne Fiant, fermé sur lui-même, menacé de connaître le sort du PCF, selon Patrick Dovedjian, et qui ne paraît être à l'écoute ni du pays ni de ceux des siens qui voudraient le « rénover ». Enfin se trouve à sa tête un homme sans avenir assuré : après l'élection présidentielle de 1981, il lui fut facile de faire marcher ses troupes en affirmant que la prochaine guerre serait la bonne ; cette fois, malgré les proclamations d'Alain Juppé, qui désigne dès maintenant M. Chirac comme « le meilleur présidentiable », personne ne peut avoir le sentiment d'une marche en avant. Après avoir successivement dirigé de facto l'opposition et de jure le gouvernement, M. Chirac n'a jamais gagné que deux points en sept ans (1). Il va lui falloir désormais, et sans tarder, redéfinir son leadership sur son propre mouvement.

Ce dernier, même si cela est moins apparent, est toujours sous la menace de la concurrence d'un Front national désormais en lice de la droite. Pour l'extrême droite, la déception est venue de son incapacité à tirer un profit législatif du succès de Jean-Marie Le Pen. En outre, la réélection de François Mitterrand n'a pas provoqué le mouvement espiéré : il n'y a pas, pour l'heure, de réaction d'exaspération d'une partie de l'opposition susceptible de gonfler les voiles du FN, et de faire de celui-ci le premier parti de la droite. Tout au plus peut-il espérer, dans ces conditions, obtenir du RPR et de l'UDF que la porte des conseils municipaux lui soit entreouverte en mars 1989.

Du côté du PR, hormis les attaques de M. Madelin contre M. Barre, l'heure est plutôt à la discrétion : M. François Léotard, qui n'a qu'une idée en tête — l'élection présidentielle —, n'est pas sorti de son expérience gouvernementale avec une image d'homme d'État, pas plus qu'il n'a renforcé son profil de « présidentiable ». Enfin, une tactique désastreuse parce que ambiguë à l'égard de M. Barre pendant la campagne électorale le prive des moyens de peser, aujourd'hui, sur l'événement.

Restent le centre, qui est sans doute plus enclin à « pêcher » dans le Rubicon qu'à le « franchir », et son ex-chef de file, Raymond Barre. Superbe, certes, dans la défaite électorale, celui-ci est menacé, comme il le dit lui-même, de « marginalisation » et il paraît bien seul : n'est-ce

pas Pierre Méhaignerie lui-même qui affirme : « Lui c'est lui, nous c'est nous » ? Cette situation, à l'évidence, met fortement en valeur M. Giscard d'Estaing. Lui à sa prendre le contrôle de l'UDF. Profitant de la faiblesse actuelle de Jacques Chirac et des hypothèses qui pèsent sur Raymond Barre, cherchant à occuper le plus large terrain possible, l'ancien président fait figure, aux yeux de ceux qui déjà, comme en 1981, spéculent sur une éventuelle interruption du septennat, de seul rassembleur possible pour toutes les droites.

L'obstacle du centre

Rien cependant n'est joué, et le nouveau président de l'UDF est loin d'avoir partie gagnée. Le premier obstacle qu'il rencontre se situe au centre : outre l'ingouvernabilité traditionnelle de l'UDF, il lui faut, en effet, compter avec la logique d'autonomie qui a présidé à la création d'un groupe centriste à l'Assemblée nationale et celle, d'indépendance, qui inspire le projet barrière de constitution d'une « force de gouvernement », « libérale, sociale et européenne ». Celle-là porte en germe l'éclatement de l'UDF, aux dépens de M. Giscard d'Estaing, au profit de M. Barre. Le second obstacle tient toujours à l'opinion : celle-ci veut-elle vraiment d'un retour de Giscard ? Ne privilégie-t-elle pas plutôt le renouvellement, et ceux qui l'incarneront, comme en témoignent le récent baromètre de la SOFRES ? La chute qu'enregistre l'ancien président traduit sans doute le fait qu'il a imprudemment renoncé à peser une image de « sage de l'union », pour replonger dans la cuisine parisienne.

Au-delà des problèmes de personnes, le principal facteur de la recomposition de la droite reste la présence d'un fort courant d'extrême droite. Le calcul le plus couramment entendu à droite est qu'il suffit de faire entrer en douceur et si possible sans bruit le Front national dans les majorités municipales. Ses représentants une fois élus, le FN serait alors banalisé, et Jean-Marie Le Pen placé dans l'impossibilité de faire respecter des mots d'ordre maximalistes. Ce raisonnement est peut-être à court terme : le président du FN peut par tel ou tel dérapage rappeler à l'opinion que son mouvement est irréductible : les centristes peuvent avoir un jour le courage de dire non.

A première vue, le remodelage de la droite paraît s'ordonner autour du leadership retrouvé de M. Giscard d'Estaing sur une opposition qui irait du centre à l'extrême droite. Une telle préminence — si tant est qu'elle se confirme — ne paraît guère durable, pas plus que de tels contours, ne semblent tenables. M. Chirac peut resurgir, comme le croit M. Mitterrand, et M. Barre réussir. Ce dernier voit peut-être plus juste lorsqu'il pense que l'alliance avec le Front national priverait la droite pour longtemps de toute perspective de pouvoir.

J.-M. COLOMBANI.

(1) Après avoir obtenu, le 26 avril 1981, au premier tour de scrutin, 17,99 %, M. Chirac a recueilli, le 24 avril 1988, 19,94 % des suffrages exprimés.

● M. Jean-Marie Le Pen compare M. Raymond Barre au « roi Dagobert ». — M. Jean-Marie Le Pen a comparé, vendredi 2 septembre, Raymond Barre au « roi Dagobert » qui « s'efforce de porter sa culotte à l'envers », après que l'ancien premier ministre eut approuvé la veille les grandes orientations du président François Mitterrand. « Je ne sais pas si ça va être très confortable », a ajouté le président du Front national, qui s'exprimait sur Antenne 2.

● M. Le Pen a également rappelé qu'il a « toujours proposé » de réaliser l'union de la droite aux prochaines élections municipales, dans les villes où il s'agit d'aider « à la défaite de la gauche ». Dans la perspective de ces élections, le président du Front national a indiqué : « Je suis prêt à rencontrer tous les hommes politiques, et bien sûr ceux qui sont les plus proches de moi ».

M. Barre veut constituer une « force de gouvernement » capable de réussir une coalition avec les socialistes

LOCTUDY, de notre envoyé spécial

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. A l'origine, depuis trois mois, de bien des controverses, dépassées par les vagues ou fausses confidences qu'on lui prête sans cesse, soupçonné de trahison par une bonne partie de l'opposition, observé à la jumelle par les socialistes aux petits soins avec lui, M. Raymond Barre se devait de profiter de cette rentrée politique pour tenter, pour la bonne compréhension de tous, de redéfinir sa position. Il est vrai singulier, sur l'échiquier politique. Il l'a fait à sa façon, sans détour et sans excessives considérations partiales. En deux temps, deux mouvements, dans un long entretien à Paris-Match (le Monde du 2 septembre) et par son intervention, le jeudi 2 septembre, devant les jeunes démocrates-sociaux réunis en université d'été dans le Finistère, à Locudy.

Devant ces jeunes centristes, qui tenaient, en le conviant — pour la dixième fois consécutive, — à lui exposer, selon les mots de leur président, M. Eric Azéma, « leur fidélité, leur loyauté et leur amitié », l'ancien premier ministre a pu échanger, certes, mais sans complaisance, les propos tenus dans Paris-Match. Ces jeunes, s'ils pouvaient encore en douter, auraient eu d'abord la confirmation que leur invité n'avait nullement l'intention de se transformer en prévaricateur de la politique, « le compte sur vous », leur avait-il lancé l'an dernier, avant d'aborder les premiers mètres de sa campagne présidentielle. « Vous pouvez toujours compter sur moi », leur a-t-il retourné cette fois.

Devant ces jeunes, M. Barre n'a pas manqué de tirer plus en détail les leçons de la campagne présidentielle de mai dernier, ne semant que pour relever fièrement le « contraste » entre le comportement, selon lui en tous points exemplaires, du CDS « et des prudences calculées, les jeux multiples sur divers tableaux, les organisations de l'ombre, les stratégies dans l'ombre », entre autres, qu'il n'a pas cités, ce qui — à en juger par les sourires entendus de son auditoire — aurait été parfaitement superflu.

L'analyse de M. Barre sur ce point n'a guère varié. A l'entendre, M. Valéry Giscard d'Estaing a tort. « Il ne suffit pas de dire, a-t-il objecté, qu'un seul candidat aurait

été mieux que deux candidats ; les conditions de la campagne menée en 1988 n'ont rien à voir avec ce qui s'était passé en 1981, notamment entre le premier et le second tour. » Il le maintient : la majorité sortante a commis deux erreurs. Celle « de remettre en question la primauté de la fonction présidentielle » en s'engageant dans l'expérience de la cohabitation ; celle aussi de n'avoir pas su donner « une tonalité humaine » à sa politique économique. Pour la première fois tout de même, M. Barre a admis qu'il avait, dans cet échec, « une part de responsabilité » et qu'il « l'assume ». Un aveu public qu'apparemment les centristes ont eu plaisir à entendre.

Mais la leçon majeure que l'ancien premier ministre tire du double rendez-vous du printemps des élections présidentielle et législatives, c'est que la scène politique connaît, selon lui, « une évolution en profondeur dans les comportements et les mentalités », que 1988 représente véritablement « un tournant », qui impose d'échapper « aux comportements répétitifs de la politique », « ainsi qu'aux objectifs de restauration, quels qu'ils soient ». Dès lors, il s'agit, selon lui, d'épouser ce mouvement, de répondre à l'attente profonde des Français, autrement dit, pour prendre les mots à la mode, il importe d'être « ouvert à l'ouverture ». Bien que fidèle à ses vieux réflexes, il a cru bon de plaisanter sur ce mot d'ouverture, « qui agit les passions microcosmiques et donne des vapeurs aux médias ».

Groupuscules et ludoïques

M. Barre a longuement disserté sur le sujet, pour rappeler d'abord que « c'était une affaire à long terme ». Ensuite, que « cette ouverture ne pouvait se concevoir comme un ralliement, ni comme un reniement, mais comme une acceptation de travailler ensemble, sur des objectifs clairs et un programme précis ». Que, sous la V^e République, c'était exclusivement l'affaire du président de la République. Et que, enfin, cette ouverture ne pouvait effectivement s'opérer que si les socialistes trouvaient devant eux une force centriste « homogène, autonome et responsable ». « Et non pas, a-t-il encore insisté, une poussière de groupuscules, de ludoïques agités et de personnes hardies dans la parole, qui courent vers le Rubicon mais qui s'arrêtent

au bord du Rubicon pour y pêcher ».

Croyant, sur le coup, être compris dans le lot, les centristes se sont grattés la tête. L'explication de texte, recueillie directement auprès de son auteur, permit, après moult interprétations, de conclure que, sous ce mot de « ludoïque », employé naguère à l'endroit du général de Gaulle par l'ancien MRP, Georges Bidault, étaient rangés cette fois les giscardiens et leurs affidés. Les oreilles de ceux-ci purent encore siffler lorsque M. Barre exhorta avec force les centristes « à se battre avec leur drapeau » et « non pas, selon une mode qui se répand de plus en plus, de chercher des sigles pour présenter des candidats qui sont politiquement aversés ».

Les affaires ne vont pas mal

L'URC et l'UDF ainsi prestement rangés au grenier de l'histoire, l'ancien premier ministre — ce qui est nouveau — a abandonné son modèle de groupe charnière libéral allemand, pour parler cette fois de la constitution d'une véritable « force de gouvernement », placée au centre. On a cru comprendre, par son invitation pressante aux centristes à aller de l'avant, qu'il souhaitait que l'affaire soit rondement menée. Il devrait être un peu plus précis encore dans quelques semaines. Les élections cantonales et le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, pensés, M. Barre veut l'expliquer à longueur dans le détail et qu'il entend faire avec la convention libérale, sociale et européenne que ses amis sont en train d'acquiescer d'édifier en coulisse. Sur le modèle des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, cette nouvelle structure est destinée, selon ses promesses, à s'insérer dans un grand mouvement centriste, qui pourrait avoir comme axe le CDS. Invité le 7 novembre de « l'heure de vérité », M. Barre pourrait, ce jour-là, lever définitivement le voile sur son projet.

Ses deux sorties médiatiques de cette semaine prouvent que l'ancien premier ministre entend, à la lettre, respecter les règles d'une opposition « constructive et vigilante » : apprécier, comme il se doit, ce que le gouvernement fait de bien ; relever sans concessions ce qu'il fait de moins bien. Bons points pour les accords de la Nouvelle-Calédonie. Aucune réticence sur le référendum. Mauvais point pour l'impôt sur les grandes fortunes. Avertissement sur le chap-

tre, qui lui tient tant à cœur, de l'Etat impartial. Les mouvements dans la haute magistrature inquiètent. Vigilance sur la politique économique. « Les affaires ne vont pas mal », admet-il, mais les entreprises restent, selon lui, vulnérables. « Le gel des privatisations » est une erreur. A ce bilan, M. Barre a ajouté, jeudi, son point de vue sur les efforts en matière d'éducation de M. Lionel Jospin. « On met de l'argent dans l'éducation nationale et les universités ; c'est très bien. On révoque la fonction des enseignants ; c'est indispensable. Mais mettre de l'argent sans toucher aux structures, sans rechercher une plus grande autonomie des établissements, c'est peut-être gaspiller inutilement de l'argent ».

« Libre et responsable », tel était le slogan barrière de la campagne présidentielle. Libre ? On peut convenir que, sur ce point, M. Barre affiche une belle constance. Responsable ? Ses deux interventions de cette semaine n'ont guère sans doute pas les interprétations diverses. Redoutant, il faut bien le dire, cette prestation devant les jeunes, les dirigeants du CDS étaient quelque peu songés, jeudi soir. La sérénité de M. Barre faisait, selon eux, plaisir à voir et à entendre. Mieux si, en privé, leur président, M. Pierre Méhaignerie, jugeait que l'ancien candidat devrait désormais se dispenser de ressasser le passé, de répandre avec délectation cet insoutenable parfum de revanche. Cependant, le fait que M. Barre ait insisté sur ces projets d'interférence avec leur ambition de muscler leur mouvement les a, semble-t-il, grandement rassurés. En revanche, si certains en doutaient encore, tout semble irrémédiablement consommé entre M. Barre et M. Giscard d'Estaing.

Les positions des deux hommes divergent radicalement. A Avoriaz, au début de la semaine, le président de l'UDF a plaidé fortement pour une opposition resserrée dans un seul mouvement libéral et centriste, susceptible de préparer l'alternance au socialisme. M. Barre est pour l'émergence d'une grande force centriste, délestée des conservateurs, prête à se coaliser avec les socialistes sur un programme. Deux hommes, deux analyses de la situation politique, deux parties, en fait, toutes les conditions du divorce sont réunies.

DANIEL CARTON.

M. Juppé reproche à M. Séguin d'être animé par « l'appétit individuel »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, répond, dans une interview au Nouvel Observateur datée du 2 septembre, aux rénovateurs-conservateurs de son mouvement et singulièrement à M. Philippe Séguin. « Je t'ai vu voter avec tous les autres la motion du comité central du RPR de juillet qui se termine par un paragraphe de soutien et de confiance à Jacques Chirac non seulement pour le passé mais aussi pour l'avenir. Alors on ne peut pas empêcher tel ou tel de se dire qu'il se rapproche de moi », dit-il, « mais cela relève de l'appétit individuel et ne m'intéresse pas beaucoup. (...) Qu'il y ait diverses sensibilités cela ne me gêne pas du tout. Mais les organisations en cours ayant chacun son chef avec la même lutte pour le pouvoir que celle qui existe au Parti socialiste

liste, ce serait un manque d'imagination désolant. » M. Juppé estime d'autre part que M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, fait du « Juppéisme » lorsqu'il obtient l'entrée de M. Harout Azézi, l'ancien secrétaire d'Etat de M. Fabius, dans son équipe pour les élections cantonales du 25 septembre et du 2 octobre.

M. Patrick Dovedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, proche de M. Pasqua, déclare pour sa part, dans une interview à l'Express du 2 septembre que le parti auquel il appartient doit procéder à un « véritable aggiornamento » sinon, le destin du RPR « pourrait ressembler à celui du PC » car, ajoute-t-il, cette formation « s'enfermerait dans un bunker et n'échapperait pas à la marginalisation ».

● Référendum : le PCF votera oui. — Le Parti communiste a annoncé que son comité central se réunira le 8 septembre pour le rôle se positionner sur la Nouvelle-Calédonie et que son bureau politique proposerait de voter « oui » à un référendum sur l'avenir du territoire. Le bureau politique souligne que le FLNKS, signataire (avec le gouvernement français et le RPRC) des accords sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, estime qu'il « est susceptible de reconstruire le pays dans la perspective de l'indépendance ». « Puisque telle est l'opinion du FLNKS, et que sa volonté est de pouvoir s'engager dans cette voie, le Parti

Selon la SOFRES
Confiance élevée et stable pour MM. Mitterrand et Rocard

M. François Mitterrand bénéficie de la confiance de 62 % des Français, tandis que 60 % expriment la même opinion à l'égard du premier ministre Michel Rocard, selon le baromètre mensuel SOFRES publié par le Figaro Magazine.

Les notes de confiance de MM. Mitterrand et Rocard restent pratiquement stables par rapport au mois précédent, où elles étaient respectivement de 63 % et 61 %. 34 % des personnes interrogées (+1) et 30 % (+2) n'accroissent pas leur confiance au premier ministre.

En ce qui concerne les personnalités politiques auxquelles les Français souhaiteraient voir jouer un plus grand rôle à l'avenir, on note, à

droite comme à gauche, une baisse quasi générale des cotes de popularité.

Dans l'opposition, Valéry Giscard d'Estaing avec 40 % chute de 6 points, Simone Veil avec 50 % (-4), Raymond Barre avec 49 % (-4) et François Léotard avec 41 % (-4). Jacques Chirac avec 35 % (-2). Seuls Philippe Séguin avec 33 % (+4) et Edouard Balladur avec 32 % (+2) progressent. Jean-Marie Le Pen reste stable.

Dans la majorité, seuls Jacques Delors avec 51 % (+5), Jean-Pierre Chevènement avec 32 % (+3) et Jack Lang avec 33 % (+1) échappent à un phénomène qui touche notamment Pierre Mauroy avec 33 % (-5), Laurent Fabius avec 42 % (-4) et Pierre Bérégovoy avec 37 % (-4). (Ce sondage a été réalisé du 20 au 24 août auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.)

● Nomination à l'Elysée. — M. Bruno Chetaille, trente-quatre ans, spécialiste des problèmes de communication et singulièrement de l'audiovisuel, a été nommé, par arrêté du 30 août, conseiller technique au cabinet du président de la République, M. Chirac, ancien élève de HEC, s'occupera des dossiers de communication.

COURS privé CARNOT
RÉSULTAT BACS
JUIN 88
SÉRIE C 100 % de repus
dont 33 % de mention
8, rue Pierre-Demours
75017 PARIS
Tél. : 47-63-84-31

Société

La rentrée scolaire pour 12,4 millions d'élèves

M. Jospin préconise « un contrat social » pour l'éducation

Après trois mois de « mise en jambes » au ministère de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin a commencé à dégager les grands axes de sa politique et de son message. Il a indiqué, dans sa conférence de presse de rentrée, vendredi 2 septembre, que figuraient « au cœur » de son projet « deux dossiers importants dont le gouvernement aura à se saisir : l'inscription dans le temps de l'effort éducatif de l'État et la revalorisation de la condition enseignante ».

Le ministre souhaite qu'un véritable « contrat social » soit passé entre la nation et son école, afin que soit inscrite dans la durée « la nouvelle priorité accordée à l'éducation nationale ». D'où la relance de l'idée d'une « loi de programmation », mise au point depuis les élections après avoir été lancée

par le Parti socialiste. Défendue par M. René Monory, elle ne figurait pas explicitement dans les projets du candidat François Mitterrand.

L'une des conditions de la réussite du « contrat social », de M. Jospin réside, selon lui, dans la revalorisation de la condition enseignante. Ce dossier essentiel, qui n'avait pas encore été ouvert officiellement par le nouveau ministre, le sera bientôt, a-t-il annoncé. Des négociations entre le gouvernement et les syndicats vont commencer, la question justifiant « un dialogue social approfondi ».

L'éducation nationale devrait aussi chercher à nouer de nouveaux liens avec les régions. L'idée est d'accompagner leurs efforts pour les formations supérieures, mais aussi d'aider certaines régions à

surmonter les difficultés qu'elles connaissent pour recruter des enseignants. Des bourses pour les étudiants qui se destinent à l'enseignement seront attribuées en priorité dans les régions défavorisées et pour les disciplines déficitaires (maths, physique, technologie). La région Nord-Pas-de-Calais, dans laquelle, le 1^{er} septembre, s'est rendue M. Jospin, devrait négocier le premier « contrat global de formation » prévoyant pour quatre ans le développement de l'ensemble des formations post-baccalauréat et une meilleure continuité entre les lycées et les établissements d'enseignement supérieur.

M. Jospin, qui souhaite que l'école se situe « au cœur de la République » et traduise l'aspiration à l'égalité surtout en ces années du bicentenaire de la

Révolution, a cependant invité l'institution à « prendre garde à l'immobilisme ou la répétition des habitudes ». Le ministre voudrait que les professeurs « préparent la sortie des élèves comme ils préparent la rentrée ». Il souhaite aussi mettre fin à l'indation des programmes, mais sans les appauvrir. La mission pour l'enseignement des mathématiques déjà créée sera complétée par une autre sur l'histoire. Le ministre vient en outre de demander à M. Jacques Pomont, ancien président de l'Institut national de l'audio-visuel, de réfléchir aux relations de l'éducation nationale avec l'audio-visuel.

Autre chantier d'importance, celui de l'évaluation des établissements scolaires, « cellule de base du système éducatif », qui pourra « aboutir à une meilleure utilisation des moyens », mais aussi à l'octroi de moyens plus importants.

Les « mesures d'urgence »

• FACILITER L'INSERTION DES JEUNES

137 millions de francs sont versés pour compléter les 160 millions déjà prévus pour inciter les jeunes qui quittent le système scolaire sans qualification à poursuivre des études ou à entreprendre un cycle d'insertion professionnelle par alternance.

• LA RENOVATION DES ÉTABLISSEMENTS

Le budget des constructions scolaires qui restent à la charge de l'État (ce qui n'est plus le cas des établissements ordinaires depuis la décentralisation), 109 millions, a été plus que doublé. Les lycées et collèges de métropole recevront 111,3 millions de francs destinés notamment à la restauration de lycées internationaux de Saint-Denis-la-Rivière et de Fontainebleau (Seine-et-Marne), le réaménagement du lycée sportif de Font-Romeu et la rénovation du lycée français de Bruxelles. Le financement des constructions en cours dans les TOM et de la rénovation des centres d'examen, notamment celui d'Arcueil, est aussi prévu.

• MOINS DE COURS POUR LES PROFESSEURS DE COLLÈGE

Le processus d'abaissement progressif des obligations de service des professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC) de vingt et une à dix-huit heures de cours hebdomadaires, qui avait été interrompu par M. Monory, est repris

par son successeur. L'horaire des PEGC sera abaissé d'une demi-heure cette année, sauf pour ceux qui font déjà dix-huit heures. Le coût de cette mesure, qui satisfait le SNI-PEGC (FEN), est de 50 millions de francs.

• ASSURER LES REMPLACEMENTS

Pour assurer les remplacements des professeurs en stage ou en formation, 34 millions de francs supplémentaires ont été dégagés sous forme d'heures supplémentaires. Ainsi, 4 000 nouveaux professeurs de collège seront formés au nouvel enseignement de la technologie, et 4 000 autres enseignants scientifiques bénéficieront de décharges de service pour préparer le CAPES ou le CAFET interne.

• DES STAGES POUR LES ÉLÈVES DU TECHNIQUE

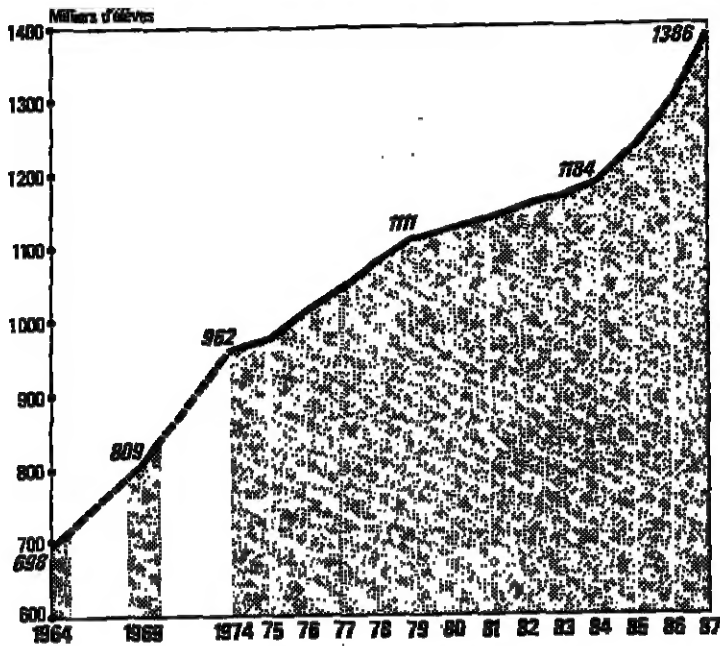
La préparation de la plupart des diplômes de l'enseignement professionnel et technique s'accompagne de stages obligatoires en entreprises. 65 millions de francs ont été débloqués pour faciliter leur recherche et leur déroulement.

• MOINS DE SUPPRESSIONS DE POSTES ADMINISTRATIFS

300 des 584 emplois administratifs, techniques, ouvriers et de services, qui devaient être supprimés à cette rentrée ont été rétablis.

• L'AGREGATION INTERNE

La mise en place d'un concours spécial d'agrégation réservé aux enseignants en activité, décidée par M. Chavènement, puis annulée par M. Monory, a été décidée. C'est une voie nouvelle de promotion pour les professeurs du second degré.



Les effectifs de jeunes scolarisés dans l'enseignement public et privé ont connu cette année une légère augmentation, passant de 12 343 100 à 12 395 200. Pour des raisons démographiques, ils continuent de baisser dans les écoles maternelles (-17 700) où la quasi-totalité des enfants sont accueillis à partir de trois ans et de 35 % à partir de deux ans. Mais ils augmentent dans l'enseignement élémentaire (+44 000).

Dans l'enseignement secondaire, il y a toujours une assez forte baisse dans les collèges (-64 000) et, dans une moindre mesure, dans les lycées d'enseignement professionnel (-11 600) ; mais une très forte hausse dans les lycées d'enseignement général et technologique (+88 000) où les effectifs par classe demeurent souvent élevés : 15 % ont plus de 31 élèves.

Dans l'enseignement privé, l'augmentation des effectifs est légèrement plus faible, notamment dans les lycées.

Le ministre de l'éducation à Lille

Priorité au Nord

LILLE
de notre correspondant

M. Lionel Jospin était, jeudi 1^{er} septembre, en visite officielle dans le département du Nord, à l'invitation de M. Bernard Demotier, député socialiste et président du conseil général. L'inauguration de deux nouveaux établissements et rencontre avec les deux cent cinquante principaux de collèges du département figuraient à l'ordre du jour de ce déplacement.

En choisissant le Nord, le ministre d'État venait certes dans une région amie politiquement, mais également dans une région « à problèmes » pour un « patron » de l'éducation nationale : retards scolaires importants, manque de formation et de qualification. Les besoins se font de plus en plus pressants dans un contexte de mutation industrielle et économique et dans la perspective de l'Europe de 1993.

Déjà, depuis les lois de décentralisation, département et région se sont sérieusement emparés de leurs nouvelles compétences (collèges et lycées) : le département a accru de 15 % le budget de fonctionnement des collèges, les crédits pédagogiques ont été multipliés par trois, 125 collèges ont été dotés de centre de documentation et d'information, 24 collèges auront été mis en chantier en 1991 (3 sont déjà construits) ; la région a autant d'opérations en projet ou en cours...

Ces efforts ne peuvent être le fait des seules collectivités et ne peuvent rester sans accompagnement de la part de l'État. « Nous vous aidons et nous vous aidons », a promis M. Jospin. « Je conduirai, à l'initiative du ministre, une politique qui tiendra compte des inégalités, non seulement sociales (avec les zones d'éducation prioritaire) mais aussi régionales ». Cette politique sélective verra ses premières illustrations dans la campagne de publicité destinée à susciter des vocations d'enseignant et dans le système de bourses de pré-recrutement qui va être mis en place. M. Jospin espère ainsi « développer le recrutement de professeurs à partir des régions elles-mêmes : on va enfin, dans les années qui viennent, pouvoir recruter dans le Nord les enseignants dont on a besoin, et mettre un terme aux difficultés liées au détachement des gens du Sud ».

Les besoins sont importants : le recrutement d'élèves instituteurs dans la région doit passer de 420 en 1988 à 1 000 en l'an 2000. Dans cette perspective, M. Jospin a annoncé la création d'une quatrième école normale dans le Nord : l'antenne de l'école normale de Lille implantée sur le littoral deviendra un établissement de plein exercice.

Mais le ministre souhaite que cette politique sélective s'élargisse et se poursuive de façon concertée voire contractuelle avec les collectivités concernées : « Vous pouvez accompagner et renforcer cet effort », a-t-il dit devant les élus du Nord.

De même, cette démarche contractuelle trouvera son prolongement au niveau des universités et de l'enseignement supérieur. Pour assurer un « développement coordonné de l'ensemble des formations post-

baccalauréat », des « contrats de formation globale » seront passés entre différents partenaires (universités, État, régions...) pour une durée de quatre ans, en priorité dans les régions où s'accroît fortement le nombre de bacheliers, l'objectif étant d'accueillir le plus grand nombre possible de lycéens dans le supérieur.

Le Nord-Pas-de-Calais devrait être parmi les premières régions concernées, lui dont la situation universitaire est particulièrement difficile, comme l'ont rappelé récemment, dans une déclaration commune très alarmiste, les présidents des trois universités de Lille et de celle de Valenciennes. Des assises sur le thème « Pour les universités régionales... demain » doivent se tenir à Lille les 30 septembre et 1^{er} octobre, pour alerter les pouvoirs publics, les élus et l'opinion.

JEAN-RENÉ LORE.

Le panier de l'écolier

4 F l'ardoise traditionnelle avec entourage en bois, 8,50 F la même assortie d'une éponge, 11 F la « magique » sans craie et 20 F l'éffaçable à sec à vert fluo, vendu avec un lot de fautes et une mini-loupe de poche. Dans tous les magasins, la rentrée est placée sous le signe de la tentation. Comment garder les cordons de la bourse serrés, quand les écoliers regorgent d'accessoires gadgets, tous plus attrayants les uns que les autres ?

Dans le primaires, la rentrée ne se conçoit plus sans Mickey, la poupée Barbie, Snoopy et les autres. On retrouve les héros de Walt Disney sur des étiquettes scintillantes ; les Triplés s'exposent en écoliers sur des cahiers BCBG ; Snoopy étale son vogue à l'ère sur des règles, et les Popples — des boules de peluche criardes — se nichent sur des capucions de stylo. Pour 98 F, Barbie, étendue taille de guêpe et teint frais, transforme sa voiture en nécessaire de bureau. Les roues cachent des gommes, le coffre abrite du ruban adhésif et une paire de ciseaux sert d'appareil-télé. Comment un pauvre plumeur de bois à 13 F — vendu 26 F par le miracle

d'une peinture vert écologiste — peut-il se défendre contre des fourmis à 29 F imitant les béringons de lait Nestlé ou reproduisant des boîtes de biscuits Pépito pour 39,50 F. Vendre des trousseaux réclame, ou l'art de faire se publier dans les casiers des élèves.

Inutile de proposer une gomme ordinaire à votre fille, ou un bachelier à votre fils, quand leurs regards s'attardent avec insistance sur des cahiers qui effacent ou des taille-crayons en forme de casque de moto.

« Il est très difficile de ne pas céder aux enfants, avoue une femme en pull angora bleu, poursuivant son Audrey dans les rayons d'un grand magasin parisiens. Ils retrouvent leurs héros de dessins animés sur les fourchettes, donc ils sont continuellement tentés. Comme ils comparent leurs trouvailles en classe, dire non devient gênant. Dire non provoque parfois des crises de larmes. « Acheter l'équipement de la rentrée est une véritable corvée », soupire une mère. Choisir un cahier solide et pas trop cher est toute une épreuve. »

ajoute-t-elle en désignant tous les modèles disponibles. Violet, fuchsia, noir, en plastique, en cuir ou en toile... Ils suivent aussi la mode.

Pour les adolescents, pas question de sortir dans le clinquant. On est sérieux quand on a treize ans. On ne porte pas un carabine — c'est d'un commun — mais un sac à dos, si possible noir avec un liseré de couleur. Le surarmement qu'il porte l'estampille d'un non célèbre genre Naf-Naf, Kookai ou autres créateurs de vêtements pour adolescents. « Dès douze-treize ans, les jeunes sont attirés par le prestige d'une marque, explique une détentrice. Ils aiment ce qui fait chic comme les « organizers », des classeurs-agenda, qui laissent croire qu'on est débordé ! Je trouve drastique ce besoin d'imitation. »

« Pourquoi transformer la rentrée en moment gai et sophistiqué ? se demande la cliente d'un supermarché. Avec toutes ces marques, ces personnages de BD, on peuple l'imagination des enfants de créations de marketing. Moi je regrette le temps où les crayons ressemblaient à des crayons. »

THÉRIE BILLARD.

Les nouveautés

Pour la première fois, des programmes de langues régionales seront créés en classe de seconde, première et terminale, en vue de la session 1989 du baccalauréat. Il s'agit de langues vivantes : alsacien, basque, breton, gallo (un dialecte parlé en Bretagne), catalan, corse, occitan et tahitien.

• ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

La loi du 6 janvier 1988 a insisté sur l'importance des enseignements artistiques dans la formation scolaire, primaire et secondaire. Elle veut augmenter et diversifier l'intérêt des jeunes dans ce domaine. La loi de finances pour 1988 a prévu la création de cent emplois d'instituteurs-maîtres-formateurs, placés auprès des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale.

• CINÉMA ET THÉÂTRE AU BAC

Les options de cinéma-audiovisuel et de théâtre-expression dramatique, jusqu'ici pratiquées à titre expérimental, deviennent pour les élèves de terminale de la section A3 une épreuve du baccalauréat.

• INFORMATIQUE EN PRÉPARATOIRE

Les programmes de mathématiques et de physique-chimie des classes préparatoires scientifiques et technologiques aux grandes écoles vont être modifiés pour introduire un enseignement informatique.

• QUATRIÈME ET TROISIÈME TECHNOLOGIQUES

De nouveaux programmes vont être publiés pour les classes de quatrième et troisième technologiques des lycées professionnels. Elles-ci remplaceront progressivement les quatrièmes et troisièmes préparatoires. Elles permettront aux élèves motivés pour un enseignement fortement teinté de technologie et de diriger vers le BEP et le baccalauréat professionnel, au lieu de faire un CAP.

• NOUVEAUX DIPLOMES TECHNIQUES

Pour prendre en compte les besoins de formation professionnelle, de nouveaux diplômes vont être créés ou transformés. Cinq BEP sont prévus : électronique ; travaux publics ; techniques du toit ; installateur conseil en équipement du foyer ; cuirs et matériaux. Les BEP et les CAP seront désormais attribués selon les résultats soit du

contrôle continu qui était jusqu'ici expérimental, soit d'épreuves classiques.

Cinq nouveaux baccalauréats professionnels sont mis en place en maintenance et gestion ; travaux publics, plastique et composites, outillage et mise en forme des matériaux et bio-industries de transformation.

Dans l'enseignement post-baccalauréat, un BTS « force de vente » est créé, et les BTS « action commerciale » et « professions techniques-commerciales », « comptabilité », « gestion d'entreprise » et « chimiste » sont actualisés.

• EXTENSION DE LA DÉSECTORISATION

40 % des collèges et près de 20 % des lycées dans quatre-vingt-neuf départements sont maintenant touchés par l'assouplissement des procédures d'affectation des élèves. Cette désectorisation qui servira aux familles d'inscrire leur enfant dans un établissement autre que celui correspondant à leur domicile pourra être étendue après concertation avec les collectivités locales, les parents d'élèves et les établissements scolaires.

• NOUVELLES SECTIONS INTERNATIONALES

Deux nouvelles sections internationales sont créées au lycée Honoré-de-Balzac à Paris et au lycée international de Valbonne. Ces sections dispensent, dans une langue étrangère, des cours d'histoire, de littérature, de géographie en association avec un pays partenaire. Elles permettent d'accéder à l'option internationale du bac.

• CHES D'ÉTABLISSEMENT

Divers décrets réforment le statut des chefs d'établissement du second degré et de leurs adjoints entrant en application. Désormais ils seront recrutés par concours et bénéficieront d'une formation améliorée. Ces concours nationaux seront ouverts à l'ensemble des personnels du second degré. La première session de ce concours aura lieu au premier trimestre de l'année scolaire.

• INFORMATION PAR MINITEL

Les messageries d'Éducatel, le service informatique du ministère, vont être développées pour permettre une meilleure information des familles, des élèves et des personnels.

Société

DÉFENSE

Une confirmation de M. Chevènement

Huit mille emplois seront supprimés dans les armées en 1989

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé, jeudi 1^{er} septembre, à Fréjus (Var), son projet de supprimer environ huit mille emplois, répartis pour moitié entre militaires et civils, à l'occasion du budget pour 1989, qu'il présentera le 15 septembre prochain, aux députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée.

A Fréjus, M. Chevènement célébrait le souvenir de la bataille de Bazaille, en septembre 1870, où s'illustrèrent les troupes de marine françaises engagées contre la Prusse.

Devant la presse, le ministre de la défense a implicitement reconnu que son projet de budget militaire pour 1989 impliquait des suppressions d'emplois (le Monde des 9 et 19 août) et prévoyait que les dépenses d'investissement passeront de 30,8 milliards de francs en 1988 à 28 milliards l'an prochain, soit une baisse de 8 %, pour un montant total de crédits militaires de 182,5 milliards en 1989.

Selon M. Chevènement, les suppressions d'emplois concerneront un peu moins de 2 000 cadres d'active, 2 183 appelés et près de 4 000 personnels civils de son administration. Le ministre doit recevoir

les 7, 8 et 12 septembre les représentants syndicaux de ces personnels civils. En 1988, les armées occupent 304 400 cadres d'active, 253 500 appelés et environ 130 600 personnels civils.

Le ministre de la défense du gouvernement Rocard renoue avec une politique de baisse des effectifs militaires établie en 1983, du temps de M. Charles Hernu, mais interrompue en 1986 par son prédécesseur, M. André Giraud.

Précisant que « la réduction qui touche la marine est inférieure à cinq cents », M. Chevènement a admis que l'armée de terre, avec probablement le départ de 1 500 cadres d'active, serait la plus concernée. Il a refusé le terme de « sacrifices », mais il a reconnu que cette politique de déflation des effectifs exigerait un effort supplémentaire.

Le ministre a ajouté que les crédits de fonctionnement comprendraient le financement de mesures pour la revalorisation de la condition militaire, en particulier les soldes et les retraites. Il a expliqué que la priorité, pour lui, était d'avoir « une armée de terre efficace, mobile, pour conserver la sécurité ». « La révolution technologique, en se dotant de matériels modernes et performants », Quant au service national, il doit être diversifié sans devenir « à deux ou trois vitesses ».

Pour la première fois

Les Soviétiques exposent deux MIG-29 au Salon de Farnborough

Deux avions de combat soviétiques MIG-29 seront les vedettes incontestées du Salon international de l'aéronautique de Farnborough (Grande-Bretagne), qui aura lieu du 4 au 11 septembre. C'est la première apparition publique dans une exposition organisée par un pays membre de l'Otan.

Seuls, à ce jour, les Finlandais avaient accueilli, en 1986, des MIG-29, lors d'un échange amical entre unités aériennes des deux pays, et le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, avait eu l'occasion, au début d'août, lors d'une visite officielle en Union soviétique, de se faire présenter ce nouveau modèle de la production Mikoyan. Les services de l'Otan considèrent qu'il existerait actuellement quatre cent cinquante MIG-29 en service.

Baptisé « Fulcrum » à l'Ouest, le MIG-29 est un biplace (monoplace ou biplace) de supériorité aérienne, équipé de missiles air-air pour l'escorte de chasseurs-bombardiers, la police, les missions de « plates formes sensibles » de la défense aérienne de l'Otan, comme les avions-radar AWACS. Tous les MIG-29 actuellement opérationnels sont basés à l'ouest de l'Oural pour remplir ces missions.

A Farnborough, les Soviétiques exposent deux versions légèrement différentes du même avion et ils ont assuré les organisateurs du Salon que l'un de leurs deux « Fulcrum » fera, chaque jour, au moins une démonstration. Comme s'ils

entendaient concrétiser, de la sorte, l'intention qu'on leur prête à l'Ouest de vouloir exporter ce nouvel appareil.

Une autre vedette incontestée de l'exposition de Farnborough sera l'avion de démonstration MD-80 UDF de la société américaine McDonnell-Douglas. Ce démonstrateur, en vue de concevoir plus tard un bimoteur commercial à fuselage étroit, a la particularité d'être actuellement doté de deux moteurs différents : le moteur de droite est un réacteur classique de Pratt and Whitney et le moteur de gauche est un « propfan » de General Electric, spécialement étudié pour diminuer le bruit, les consommations et, d'une manière générale, les coûts d'exploitation.

Acrobaties aériennes suspendues en Italie. — La pétrolière de l'armée de l'air italienne a suspendu ses démonstrations pour suivre l'entraînement, a annoncé l'armée de l'air italienne, jeudi 1^{er} septembre, à la suite de la catastrophe de Ramstein, qui a coûté la vie à 48 personnes, la semaine dernière, en Allemagne fédérale. L'armée de l'air dit avoir évalué la capacité des Frecce Tricolori (Fleches tricolores) à voler en formation, depuis leur retour à la base. « Il est immédiatement devenu évident que l'activité opérationnelle standard (entraînement au tir et au vol) pouvait reprendre, l'activité acrobatique nécessitant une période de réorganisation », a déclaré.

Lors d'un collage d'affiches

Un conseiller municipal de Chambéry blesse deux personnes

CHAMBERY de notre correspondant

Dans la nuit du 30 au 31 août, à Chambéry, deux personnes d'origine maghrébine et portugaise, ont été légèrement blessées lors d'une altercation avec un conseiller municipal de la ville, M. Maurice Martinet, élu en 1983 sous l'étiquette RPR et qui, après un bref passage au Front national, a fondé le « Mouvement Savoie », à tendance régionaliste, proche de l'extrême droite.

Alors qu'il collait des affiches avec l'un de ses amis dans le quartier de Chambéry-le-Haut, il a été interpellé par trois personnes. Lors de l'altercation, et selon la version qu'il a donnée aux policiers, il s'est senti menacé avec un tournevis, qui a été brandi à son encontre, et il a tiré deux coups de feu qui ont légèrement atteint la jambe d'une des personnes.

Durant toute la journée du 31 août, M. Martinet, qui ne possédait pas d'autorisation de port d'armes a été retenu par la police. Il a été remis en liberté après avoir été entendu par le procureur de la République de Chambéry, M. Eric de Montgolfier, devant qui il a invoqué la légitime défense, version contestée par les deux blessés, qui ont porté plainte.

EN BREF

● L'attentat du City of Poros : ouverture d'une information judiciaire à Paris. — Une information judiciaire vient d'être ouverte contre X à Paris après la plainte en constitution de partie civile qu'avait déposée la famille de Laurent Vigoron, l'une des victimes françaises de l'attentat contre le bateau grec City of Poros. Cette procédure est engagée en application de l'article 689-1 du code de procédure pénale selon lequel « tout étranger qui, hors du territoire de la République, s'est rendu coupable d'un crime soit comme auteur, soit comme complice, peut être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois françaises lorsque la victime de ce crime est de nationalité française ».

● Le Syndicat de la magistrature et la commission justice pénale et droits de l'homme. — Dans un communiqué publié le 1^{er} septembre, le Syndicat de la magistrature fait savoir qu'il « approuve l'organisation rapide d'un débat approfondi sur la justice et les procédures pénales », objet des travaux de la commission justice pénale et droits de l'homme. — Dans un communiqué publié le 1^{er} septembre, le Syndicat de la magistrature fait savoir qu'il « approuve l'organisation rapide d'un débat approfondi sur la justice et les procédures pénales », objet des travaux de la commission justice pénale et droits de l'homme. — Dans un communiqué publié le 1^{er} septembre, le Syndicat de la magistrature fait savoir qu'il « approuve l'organisation rapide d'un débat approfondi sur la justice et les procédures pénales », objet des travaux de la commission justice pénale et droits de l'homme.

CORINE LESNES.

(1) Du côté de la bande dessinée de Qui et Pétillon. Croisement d'aigle, de loup et de vautour, le « Baron noir » est un grand amateur de mouons.

(2) La tour Eiffel, comme d'autres édifices, qui peut évoluer, dans certaines conditions atmosphériques.

REPÈRES

Handicapés

Réintégration de jeunes adultes

Dix-huit des vingt-trois handicapés qui avaient dû quitter l'institut médico-éducatif de Valer, en Loire-Atlantique, parce qu'ils avaient atteint l'âge de vingt ans, pourront être provisoirement réintégrés dans l'établissement. Les cinq autres seront accueillis dans un centre d'aide par le travail ou un foyer. Le problème des jeunes handicapés atteints par la « limite d'âge » concerne trente-deux mille enfants et leurs familles. A vingt ans, ceux-ci doivent trouver un autre établissement que les instituts habilités à recevoir les jeunes handicapés. Le plus souvent, les familles n'ont d'autre solution que le placement en asile psychiatrique. Cette anomalie, qui s'explique par le nombre limité des places dans les établissements spécialisés, ne peut être corrigée que par la loi. Le sénateur Michel Créton

a lancé une campagne en ce sens, et M. Jean-Paul Virapouté, député UDF de la Réunion, a déposé une question écrite à l'Assemblée nationale sur « cette situation douloureuse ».

Inondations

Le Tchad demande du secours

L'ambassade du Tchad à Paris demande de toute urgence des tentes, des sacs de couchage, des moustiquaires, des médicaments et des vivres. En effet, des inondations catastrophiques ont ravagé plusieurs

régions et notamment celle de Djama, la capitale. On annonce la mort de quarante-cinq personnes et la destruction de milliers de cases. Plus de trois mille têtes de bétail ont été noyées ainsi que 12 000 hectares de culture.

Religions

Le cardinal Casaroli en France

Le secrétaire d'Etat du Vatican, Mgr Agostino Casaroli, est en visite en France le vendredi 2 et le samedi 3 septembre. A Bordeaux, il devait ordonner l'évêque le père Francis Baco, nommé nonce apostolique à Sri Lanka, et, à Paris, rencontrer le premier ministre, M. Michel Rocard, vendredi à 16 heures.

Sciences

Mort du physicien Luis Alvarez

Le physicien américain Luis Alvarez, qui avait obtenu le Prix Nobel en 1968, est mort, mercredi 31 août, à l'âge de soixante-trois ans. Expérimentateur remarquable, Luis Alvarez a permis à la recherche sur la physique des particules élémentaires de progresser dans deux domaines essentiels : celui des particules de résonance qui illustrent certains états extrêmes instables de la matière révélés par les expériences menées sur les grands accélérateurs de particules et celui des chambres à bulles, vases remplis d'hydrogène ou d'hydrocarbures liquides permettant de visualiser la trace des gerbes de particules produites et de les photographier.

Après trente-quatre mois de détention

Simone Weber, inculpée de deux assassinats est confrontée au principal témoin de l'accusation

NANCY de notre correspondant

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy, a confronté, jeudi matin 1^{er} septembre, Simone Weber, cinquante-six ans, détenue depuis trente-quatre mois pour l'inculpation d'assassinats, avec un des principaux témoins de l'accusation, M. Nicolas Haag.

Simone Weber est inculpée de l'assassinat de Marcel Fixart, en mai 1981 et de Bernard Hettier, son compagnon, qui a disparu en juin 1985. Elle est soupçonnée d'avoir fait disparaître le corps de ce dernier en le décapant à la tronçonneuse à béton, avant de disperser ses restes dans des sacs poubelle.

M. Thiel, qui a été l'objet d'une requête en suspension légitime récemment rejetée par la chambre criminelle de la Cour de cassation (le Monde du 27 août), a procédé à la confrontation de jeudi sur la demande insistante de la défense. A l'époque des faits, M. Nicolas Haag, quatre-vingt-six ans, était le voisin de Simone Weber, lorsque celle-ci habitait avenue de Strasbourg, Nancy. La confrontation a duré trois heures et a été ponctuée par plusieurs incidents, les deux protagonistes s'injuriant mutuellement d'entrée de jeu.

L'empreinte génétique

En fin de matinée, les six avocats de Simone Weber se sont déclarés satisfaits « d'une confrontation qui, selon eux, avait tourné à la confession totale de l'accusation ». Au début de l'après-midi, M. Haag avait affirmé avoir vu Bernard Hettier, l'ancien compagnon de Simone Weber, pénétrer dans l'appartement de cette dernière dans la journée du 22 juin 1985 et ne l'avoir jamais vu ressortir. Il avait également fait état d'un « remue-ménage inhabituel » tout au long de la nuit dans l'appartement de Simone Weber et avoir aperçu, le 25 juin, cette dernière transporter dix-sept sacs poubelle. Or, jeudi, M. Haag, trois ans après les faits, a situé ces événements un jour plus tôt. Une contradiction dont la défense a tiré parti en soulignant « que le témoignage d'un monstre de quatre-vingt-six ans, trois ans après les faits, n'avait plus de valeur probante, d'autant, ont précisé M^{rs} Vergès et Robinet, que

Un gérant de station-service en garde à vue après le meurtre d'un cambrioleur

M. Patrick Jacquemin, âgé de quarante ans, gérant d'une station-service à Eragny (Val-d'Oise), a été placé en garde à vue après la mort d'un jeune homme de vingt ans, Didier Le Penven, sur lequel il a tiré au 22 long rifle dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre. M. Jacquemin avait été réveillé cette nuit-là par le déclenchement de l'alarme qui protège sa station. Il constata alors que trois hommes tentaient de forcer la porte de sa boutique et s'empara de sa carabine 22 long rifle avec laquelle il fit feu en direction des intrus. L'un d'eux, Didier Le Penven fut atteint mortellement à la poitrine. Les deux autres, Jésus Hernandez, vingt-deux ans, et Francisco Quirós ont été interpellés peu après.

M. Jacquemin, qui avait été victime d'une dizaine de vols au cours des dernières années, a invoqué son exaspération. Une reconstitution des faits ainsi que l'autopsie de la victime devraient permettre de connaître les circonstances exactes de ce drame.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

مكتبة من الأصل

Le Monde SANS VISA

David Herbert Lawrence écrit son « roman fou sur l'Australie », Kangourou, en mai 1922, à Thirroul, au sud de Sydney. Pouvait-on retrouver sa trace et quelle était l'origine de l'histoire que lui avait inspirée ce pays baigné par un « océan pâle comme le verre de couleur vert » ?



« Wyewark », la villa occupée par D.H. Lawrence lors de son séjour à Thirroul.

D.H. Lawrence et sa femme à bord du SS Raschid en 1925.



Lawrence d'Australie

par Jean-Pierre Barou

J'AVAIS tourné le dos à Sydney, à la direction du sud, décidé à faire le « pèlerinage de Thirroul ». Ils sont d'autant plus rares ceux qui le font qu'aucun guide sur l'Australie n'en parle. Thirroul n'est qu'un « trou ».

En Europe, c'est par nuées qu'ils arrivent pour adorer la ville, la plage, l'endroit même où le grand David Herbert Lawrence a écrit son roman australien. A noter ses cinquante-deux jours pour écrire la *Chartreuse de Parme*, fait plutôt léger. Quant à Goethe et Michel, pourtant assez performants, n'en parlons même plus !

« An extraordinary tour de force », selon l'expression d'un critique anglo-saxon, s'est produit à Thirroul en 1922. Mais si défilant que le plus incorruptible des philosophes anglais, Bertrand Russell, estimera devoir jeter une ombre sur ce triomphe en déclarant de *Kangourou* : c'est l'œuvre d'un « proto-fasciste », du moins pour ce qui est des onze premiers chapitres !

Lawrence a sa barbe des mauvais jours quand il débarque à Sydney, le samedi 27 mai 1922. « Tout était noir, noir et terriblement lugubre sous la pluie battante. » La mer ressemblait à « une mer des régions du Nord ».

Et Sydney à Londres comme « la margarine au beurre ». Tout ça est consigné dans le roman. Il est loin de rouler sur l'or et les loyers sont hors de prix.

Le lundi qui suit les voit sauter dans un train, lui et sa femme Frieda. « Pour quitter la ville, il fallut aussi longtemps que pour laisser Londres derrière soi. » C'était aussi mon avis. Ma Nissan avançait au pas dans des faubourgs interminables. Ils descendent à Thirroul.

Aujourd'hui, d'étranges carcasses métalliques relèvent la montagne voisine à la mer. A l'époque, c'est une région minière et on transportait le minerai par tapis roulant jusqu'aux navires charbonniers. Bien sûr, on se dit - à tort - que Lawrence, ce fils de mineur, doit aimer l'endroit pour cela. Frieda, elle, rapporte seulement dans ses *Mémoires* que Thirroul leur parut « agréable ».

J'y arrivai en même temps qu'eux, je veux dire, le même mois, en mai. L'hiver austral soufflait sa douceur. Sinon la ville n'avait rien à offrir, que ses lotissements sans âme, aux toits en tôle ondulée. Et son « pub » à la façade aussi haute que celle d'une mairie, mais ici la bière est reine. Triste mais rassurant : pas de brochures ni de médailles lawrenciennes.

J'interpellai dans la grande rue un garagiste occupé à guerroyer avec un moteur. « S'il vous plaît, pourriez-vous m'indiquer... » Le pourriez-vous m'indiquer... Le métal coupe : « Mon pote repasse dans un moment, j'suis

absent ! » Ah ! l'humour à Thirroul n'avait pas changé. A Richard Somers - Lawrence, dans le roman - qui s'acquiesce pour ses ordures, on répond : « Vous pouvez en faire tout ce qu'il vous plaira. » Mes repères, je les tirai du roman toujours très, très, précis. A l'époque, Thirroul se cale entre la montagne et la gare. Il n'y a pas si longtemps les bords de mer n'étaient autorisés pour les hommes que très tôt le matin. Aux femmes, le soleil... seulement. Des conventions que le couple ignore puisqu'ils louent une villa meublée avec à ses pieds l'océan.

Arrêts de jeu

Les indications ne me manquaient pas : un toit en tuile et non en tôle, un bout de pelouse interrompu par une falaise basse, des rochers plats à gauche... Je sonnai. Le locataire n'était pas aimable. « Oui, c'est là. Non, vous n'entrez pas ! » J'attaquai par la côte, grimpant la falaise sans me faire voir. Le nez sur la pelouse, je découvris toute la villa, avec sa grande loggia où Lawrence prenait son thé, où aujourd'hui séchait du linge. Il est ici pour attendre le prochain bateau en partance pour le Nouveau-Mexique, prévu le 6 juillet, et l'écrit à un ami.

Deux jours plus tard, ce n'est plus vrai. « Soudain, je me suis mis à écrire un roman fou sur l'Australie », annonce-t-il le 9 juin dans une lettre à sa belle-

mère. Cinq grands cahiers sans ratures. Temps homologués : quarante-deux jours ! Et sont inclus les arrêts de jeu : les bains de mer quotidiens, la correspondance (trente-sept lettres partant de Thirroul), les visites à Sydney, les disputes avec Frieda, les tâches journalières qu'il s'impose : le bois, le charbon, le feu, car les nuits sont fraîches en mai.

On n'explique pas cette somnolence : on la ressent. Car, vers Thirroul, l'Australie commence de n'avoir plus rien de pareil. Le ciel ? « Le bleu semble une couleur trop vulgaire pour le décrire ». L'océan ? « Pâle comme le verre de couleur vert. L'air ? Il paraît « irrespiré ». Somers lui-même se mue dans ses baignades : « Se sentir avec ravissement froid comme la glace, sans une étincelle de cette misérable chair tiède, et posséder toute l'énergie terrible et glacée du poisson. »

Des mots vrais, comme il est avéré qu'il a quitté l'Europe meurtri, en butte aux idéologies conquérantes, qui le fascinent et tout autant l'écœurent, révolté contre le monde industriel, inquiet de ses propres échecs d'écrivain. *Mister Noon*, par exemple, est resté inachevé ; Ceylan, visité avant l'Australie, n'a produit sur lui aucun effet. Enfin ses rapports avec Frieda passent désormais par des orages.

Le Pacifique a-t-il agi sur lui comme un fortifiant à prendre chaque jour ? Je m'y jetai, persuadé que l'océan avait gardé son

souvenir ; l'eau, comme on le dit aujourd'hui, n'a-t-elle pas une mémoire ?

Kangourou, c'est l'histoire d'une armée secrète en Australie, dissimulée derrière des clubs sportifs, mais bras militaire d'un parti fasciste dirigé par un juif surnommé « Kangourou » ! Beaucoup diront : grotesque, impossible, inquiétant.

Récemment, pourtant, est paru à Melbourne un ouvrage qui est le résultat de quatre années d'enquête (1). L'auteur a retrouvé sur la liste des passagers du *Malwa*, le bâtiment par lequel le Lawrence arrivait à Sydney, le nom de l'officier avec qui ils sympathisent : le capitaine Scrivener. Celui-ci a un ami, Scott. Lawrence l'aurait rencontré : sa maison à Neutral Bay est décrite en détail dans le roman, comme sont

évoqués nominalement les concerts de bienfaisance dits des « Feux du port », patronnés par la mère de Scrivener, et où, en mars 1922, Scott interpréta en duo *Ohé de la bordée de l'iribord*, le titre du troisième chapitre du roman. Scott, toute sa vie, conserva derrière une vitrine fermée des ouvrages de Lawrence.

Or ce Scott si omniprésent est cofondateur d'une organisation paramilitaire fasciste, à visée insurrectionnelle en cas d'arrivée au pouvoir des rouges, The King and Empire Alliance, dont le président est un juif : le major général Sir Charles Rosenthal !

(Lire la suite page 12.)

(1) D. H. Lawrence in Australia, de Robert Darroch. Macmillan australien, 1981.

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.



Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 - 6, av. de Suede, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



مكذبا من الأصل

ESCALES

Le gigot gaulois



L'automne en province

Relevée dans les propositions des Maisons régionales à Paris une sélection de séjours à prix... province.

Le Nord n'est pas encore froid. C'est le moment de partir dans le Boulonnais, à Wierre-Effroy, un arrière-pays verdoyant et vallonné. A partir d'une ancienne ferme transformée en luxueuse auberge, on pourra sillonner, à pied ou à bicyclette, un paysage de falaises et de petites stations balnéaires avec des plages de sable fin et de galets. Deux jours, une nuit, petit déjeuner, déjeuner et dîner gastronomique à Wierre-Effroy, 733 F pour une personne, 1465 F pour deux. Réservation auprès de la Maison de la Région Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Hausmann, 75008 Paris, tél. : 47-70-58-82.

Cap vers l'Est pour une randonnée de six jours en Alsace, à partir de Thann, le long de la route des vins : à vélo, c'est plus sûr. Visites de caves, de Colmar, du château du Haut Koenigsbourg, du Mont Sainte-Odile et de Strasbourg. Quatre heures de bicyclette par jour, un 4x4 suivant avec les bagages. Repas du soir, nuit

et petit déjeuner en hôtel deux étoiles, pique-nique à midi : à partir de 2380 F par personne plus 250 F de location de vélo. Maison de l'Alsace, 39, Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 42-25-93-42.

Plein sud vers la Lozère, en Margeride, pour un séjour à la carte au Relais Saint-Roch, une ancienne maison de maître en grès rose située à Saint-Alban. Chaque des neuf chambres au mobilier ancien est à prendre (195 F par personne en demi-pension, 255 F en pension complète). Piscine privée, tennis au village et cueillette des myrtilles et des champignons. Maison de la Lozère, 4, rue Hauteville, 75008 Paris, tél. : 43-84-26-64.

Fouquet aux chandelles

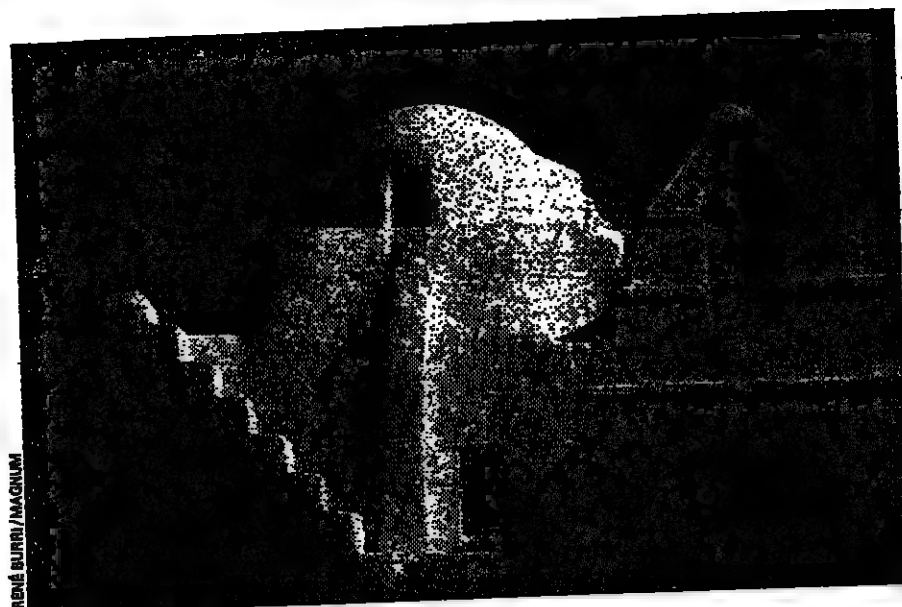
Nicolas Fouquet a vingt ans lorsqu'il achète, en 1641, pour six mille livres, la terre et le petit château fortifié de Vaux-le-Vicomte. De 1656 à 1661, il confie à l'architecte Louis Le Vau le soin d'édifier un château, sur une motte artificielle cernée de douves. Au génie de Le Vau s'ajoutent ceux de Charles Le Brun pour la

décoration intérieure et d'André Le Nôtre, pour les jardins. Le 17 août 1661, en présence du roi et de la cour, il donne une des fêtes les plus célèbres du dix-huitième siècle par sa somptuosité et son retentissement. Une fête qui devait lui coûter très cher. Trois semaines après, en effet, Fouquet était arrêté à Nantes et il devait mourir, dix-neuf ans plus tard, à la forteresse de Pignerol, dans les Alpes savoyardes, avec pour voisin de cellule le Masque de fer.

Comme chaque année à la même époque, il est possible, chaque samedi jusqu'au 1^{er} octobre, de 20 h 30 à 23 heures, de visiter les petits et les grands appartements de Vaux-le-Vicomte, éclairés par plus de mille deux cents chandelles. Un spectacle magique qui permet de mieux saisir l'atmosphère de ces lieux où flotte encore le fantôme de Fouquet. Après avoir parcouru les jardins, à la tombée du jour, on découvre, illuminées de bougies, les trente pièces du château où, il y a trois

Art copte

L'histoire des coptes — les chrétiens d'Égypte, 9 % de la population — se confond dans ce pays avec celle du christianisme, dont les origines remontent à l'an 40, lorsque saint Marc arriva à Alexandrie. L'art copte dans ses multiples expressions s'organise un voyage du Monde de l'Égypte et du Proche-Orient (20, rue des Fossés-Saint-Bernard,



75005 Paris, tél. : 43-26-76-37).

Il permettra de voir tout à tour Kasr-El-Chama, le quartier copte du Vieux-Caire, avec les églises Saint-Serge, Sainte-Barbara, la Mosquée, une église suspendue, et les collections du musée copte (frises et fresques). Journée libre au Caire (Musée des antiquités égyptiennes, nécropole de Saqqarah ou tout autre site). Dans les environs de Minieh, Visites des tombeaux et nécropoles de Meidoun, Beni-Hassan et Tell-El-Amarna et, dans la région d'Assiout et de Sohag, des monastères coptes de moyenne Égypte. Etapes à Assiout pour ses villas roccoco, Louxor, Haggada, sur la mer Rouge (magnifiques fonds sous-marins) et Suez.

A travers le désert du Sinaï on gagne le monastère Sainte-Catherine, de rite grec-orthodoxe : visite de la basilique justinienne et de la précieuse bibliothèque. Ascension du mont Sinaï à l'aube pour voir le soleil se

lever sur la péninsule et départ pour Alexandrie par la route agricole à travers le delta du Nil. Logement à l'hôtel Cocli, le plus ancien établissement de la ville, immortalisé par Lawrence Durrell. Retour au Caire par la route du désert.

Seize jours, 11 650 F par personne en chambre double pour douze participants en pension complète (hôtels de 1^{er} catégorie, vols compris. Départs les 15 octobre, 5 novembre, 3 et 17 décembre, puis deux départs par mois à partir de 1989.

L'Orient à Paris

Pour ceux qui ont envie de faire une petite virée en Orient et de remonter le temps... sans quitter la région parisienne, il suffit de se rendre au Musée Albert-Kahn, à Boulogne (Hauts-de-Seine). Si le jardin japonais reconstruit par ce mécène orientaliste, qui vécut de 1860 à 1940, est actuelle-

ment en réfection, on peut en revanche visiter (jusqu'au 9 octobre) dans sa maison une exposition fort bien agencée sur « Les arts du paysage au Japon ».

La partie du parc non japonaise reste ouverte au public avec notamment ses cadres bleus de l'Atlas plus que centenaires comptant parmi les plus hautes d'Europe. Mais, surtout, jusqu'au 16 octobre, chaque jour à 16 heures, sont projetés durant une heure des diaporamas et des films de la collection Kahn tournée au début du siècle en Chine, en Mongolie, aux Indes, dans l'Empire ottoman, en Afrique du Nord et, naturellement, au Japon. Mais aussi dans les provinces françaises, chez les pêcheurs de Terre-Neuve ou parmi les sports européens des Années folies. Une superbe remontée dans le temps et dans l'espace.

Musée Albert-Kahn, 10, quai du 4-Septembre, 92100 Boulogne. Renseignements tél. : 46-04-52-80.

VACANCES-VOYAGES HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATÉLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-56 - Tél. 93-87-41-18.

HOTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur.
tél. direct, minibus.

Montagne

05380 SAINT-VÉLAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio + cuisine-grill. Tennis.
De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pers. 1 029 F à 1 617 F sem.
Famille 1 309 F à 1 848 F sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA

73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F - Tél. 43-54-92-45.

Provence

ROUSSILLON EN PROVENCE

LE MAS DE GARRIGON ***
Le petit hôtel de charme du Lubéron est aussi une étape gourmande.
Piscine - Équitation.
STAGES DE CUISINE à partir d'octobre
Forfaits de 4 jours
Réservations et renseignements : 90-45-63-22
Madame RECH-DRUART

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près de Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.
Tél. : 41-11-50 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonia.
Télécopieur : 041-520 37 21.

Suisse

LAC MAJEUR

LOCARNO

GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Corti
tél. 19-41/93/33622 - Tél. 946143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

CH-1064 LEYSIN - Rég. Léman, 1360 m

A 4 h 30 de PARIS TGV

HOTEL-CHALET PAIX

Familial, gourmand, 2** NN, vue panor., bon air alpin, 7 j. pers. compl. L.C.
150 F (dîner w.c.).
Tél. 19-41/25/34175.

Lawrence d'Australie

(Suite de la page 11.)

C'est en réalité un pan entier de l'histoire de l'Australie que Lawrence aurait mis au jour. Son imagination n'aurait donc pas été si débridée ni si « proto-fasciste ». A Sydney ou à Thirroul — Scrivenner et Scott viennent parfois y passer leurs week-ends... — il aurait reçu des confidences, saisi à chaud cette chance alors de régler ses comptes avec les idéologies (2). Car Somers-Lawrence refuse de se soumettre à l'autorité de « Kangourou » : « Je connais, lui dit-il dédaigneusement, un autre Dieu (...), le Dieu obscur du seuil inferieur. » Il rompt mais s'enfoncé plus loin dans l'Australie cachée, invisible.

La suite m'attendait à plusieurs jours de route de Thirroul. Aux portes du Nullarbor, une plaine sans arbres, infinie, longeant l'océan. Bien après Adélaïde, et bien avant Perth. Avant de m'y lancer, je marquai une halte à proximité d'un campement d'aborigènes. J'avais entrevu leurs corps las, habillés de chiffons, sur un fond de poussière. Quelques arbustes, les derniers avant le Nullarbor, leur servaient de parasols.

« Une leur antique... »

Les Pitjijantjara avaient fait parler d'eux récemment pour avoir entrepris une action en justice contre les Britanniques et leurs essais nucléaires des années 50, dont les retombées en avaient mutilé plus d'un — leur leader est aveugle. Mais la tribu des Pitjijantjara ne recevait pas. Elle avait son désespoir. Le Blanc qui m'avait servi d'interprète m'ouvrait cependant un capot qui cachait, m'avait-il dit, « leur Bible », des totems patinés par le sang des initiations et que leur propriétaire dissimulait là en attendant de retrouver leur terre.

Lawrence sut distinguer cette spiritualité toujours à l'affût. Dans Kangourou, il évoque « un de ces aborigènes difformes, au visage laid, mais aux yeux noirs merveilleux qui ont en eux une leur antique et incompréhensible. Et pourtant, quand vous n'éprouvez pas la sensation de l'air ou de la monotonie, dans le paysage ou le nègre qui l'habite, vous avez une sensation de beauté subtile, lointaine, impalpable, plus poignante qu'aucune de celles que vous avez éprouvées auparavant ».

Ni Scott ni Rosenthal n'auraient souscrit à cette vision. Ni eux ni beaucoup d'autres. La première Constitution australienne stipule noir sur blanc que les aborigènes ne seront pas pris en compte dans les recensements. On connaît, par contre, l'importance des troupeaux...

Puis ce fut le Nullarbor, 692 kilomètres. Une terre, une mer de taillis gris rasant le sol, parfois des excavations affleurent, révélant tout un monde de galeuses souterraines : sur des parois, on découvre le ballet laissé par les empreintes de mains préhistoriques. Et tandis que la nuit austral bombarde ses millions d'étoiles, on se sent tiré en arrière, très en arrière.

Mais ma route était devant, vers Perth, où j'achevai ma traversée d'Est en Ouest de l'Australie. Un prof de français, passionné de Lawrence, m'avait promis une surprise. Je la reçus comme un trophée au terme d'une épreuve : un exemplaire des Mémoires de Mollie Skinner !

C'est chez elle que Lawrence avait trouvé à se loger en arrivant à Perth, sa première escale en terre australienne après Ceylan. Miss Skinner est l'auteur d'un livre de souvenirs sur la première guerre mondiale ; elle était infir-



La villa de Thirroul.

mière. On l'oublie mais tous les villages australiens ont leur monument aux morts de la guerre de 14-18. Lawrence pousse Mollie à écrire un livre sur l'époque de défrichage des terres, alors qu'elle était adolescente (3). Elle se souvient des conseils de Lawrence : « N'inventez rien, décrivez, témoignez », un pacte avec la vérité. A Thirroul, il allait porter jusqu'à son terme cette façon d'écrire amorcée à Capri, avec Mister Noon.

Un soir, à Perth, Lawrence s'enfoncé pour la première fois dans la brousse. Le choc est terrible, et Somers en témoigne : « Pas un signe de vie, pas un vestige. Quelque chose cependant. Quelque chose d'énorme (...). Ses cheveux commencent à se dresser d'horreur sur sa tête. Il y avait là une présence ».

Depuis Thirroul, Lawrence écrivait à la romancière Catherine Carswell : « C'est comme si l'on remontait jusqu'au règne végétal, avant l'éveil de l'âme, de l'esprit ou de l'intelligence », donnant à ce vide que chacun se plaît à évoquer en parlant de l'Australie une profondeur qui hante les plus belles pages de Kangourou.

Ainsi l'Australie cachée, insoumise (dans son histoire, ses origines, sa nature), n'a cessé d'agir comme un détonateur et un révélateur. Car ce « continent indompté », « en dehors de tout », comme il est encore dit dans le roman, l'aspire, le vide, le rend à « sa propre sincérité », au « Dieu sombre » d'une religion irrévélée sans qu'il devienne pour

autant un ennemi de la civilisation.

L'initiation australienne fut courte mais ses conséquences immenses. Tandis que le 10 août 1922, il embarque pour le Nouveau-Mexique à bord d'un petit bateau commandé par un gros et joyeux capitaine, dit Frieda dans ses Mémoires, sait-il que son prochain roman, le Serpent à plumes, sera son premier grand chef-d'œuvre ? Mais pour l'écrire, il lui faudra deux ans.

JEAN-PIERRE BAROU.

(2) Bizarrement, Lawrence se montre toujours élogieux sur les sources du roman, mais s'est-il pas, pour les besoins de sa cause, trahi un secret ? Ajoutons que l'historien australien Geoffrey Searle, en 1965, note que Lawrence ne s'est pas écarter de la vérité (cité par R. Darrock).

(3) Ce sera Jack dans la brousse, que Lawrence réécrira et coignera avec Mollie Skinner. En France, l'ouvrage a paru sous son seul nom.

VOYAGES - AVENTURES

à pied, en 4x4

et sous les étoiles

SAHARA - KENYA

Maroc, Mali, Turquie, etc.

Doc : 50, av. des Ternes

75017 Paris - 43.42.45.45

NOMADE

FAITES SAUTER LA BANQUE

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanôï - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

LA TABLE

Le gigot gaulois

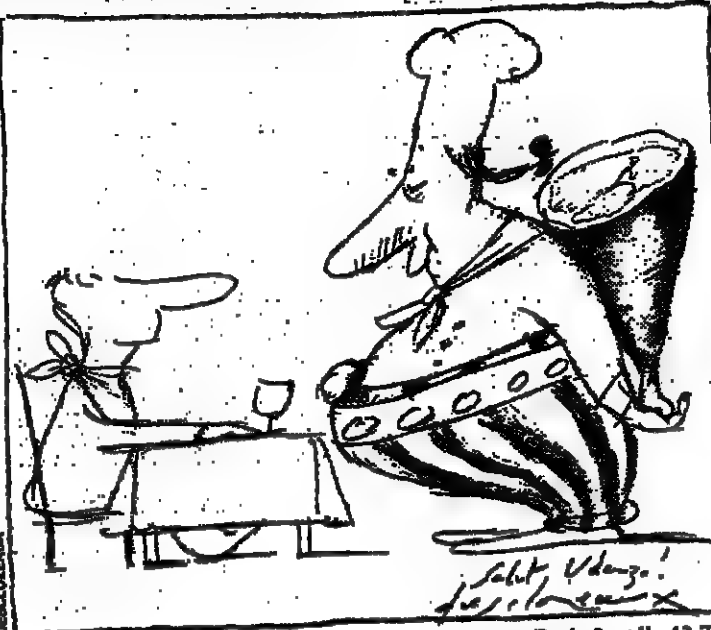
EXISTE-T-ELLE encore, à Riom, chaque 11 juin et pour la Saint-Aimable (qui fut curé du village au quatorzième siècle), la procession dite des brayauds ? Autrefois, les paysans d'alentour, culottes, guêtres enrubannées, veste blanche de flanelle, gants de fil et cravate de dentelle, y participaient. Après quoi ils se régalaient d'une robuste omelette dite omelette brayaud : pommes de terre en petits dés cuites avec moitié saindoux, moitié lard demi-maigre en dés, ajoutées à l'omelette. Celle-ci agrémentée d'une louche de crème fraîche avant sa plûr et, quelquefois, de fromage de Cantal râpé.

Pourquoi brayaud ? Le surnom qui ne figure, curieusement, ni dans le Larousse ni dans le Petit Robert, viendrait des braves, le large pantalon de « nos ancêtres les Gaulois ».

Mais l'omelette n'est pas la seule à remémorer l'ancêtre, et le gigot brayaud est aussi un grand plat auvergnat. Bien qu'il n'ait pas été inventé par le « Saint-Flour », comme l'écrit M. Roger Lallemand dans son livre « Saint-Flour, avec ses remparts, ses vignes, ses champs », il est, comme l'art la cuisine cantalienne qui se symbolise ici par le gigot brayaud... Il dit aussi qu'il appelle « gigot de sept heures ».

Sans doute. Mais avec ce quel-que chose de plus qui est, qui « fait » l'Auvergne et réjouit les brayauds !

En bref, il s'agit d'un gigot de mouton (de mouton, surtout, pas d'agneau !), dont on a raccourci l'os avant de le piquer largement d'aïl et de lardons et de le frotter de sel et de poivre. Revenu d'abord au saindoux, en dardière, avec quelques oignons et carottes enroulés, « joulé » ! Il est, aussi, avant, bardé de lard ! On le mouille alors de bouillon à mi-hauteur, on ajoute, après les herbes possibles et, après ébullition, on laisse cuire, à feu doux, un couple d'heures et plus. Sept pour ceux qui entendent le dégu-



ter « à la cuillère ». Il n'est plus qu'à dégraisser la sauce et servir. Avec des choux, bien sûr, et des pommes de terre. Et pourquoi pas alors des pommes carlades ?

Un barde local qui a rimé les cordons-bleus de la-bas :
Vestales qui gardiez chez nous
L'outel, le four et la Souillarde
A l'honneur revêchie et gaillarde
Plus souvent debout qu'à genoux...

disait aussi : « Il y a deux sortes de soupes aux choux : la bonne et la mauvaise. La bonne est la melleure ! » Et M. Delouvier, en son Petit Colombier (42, rue des Académies, Paris-17^e, tél. 43-80-28-54), servait des pommes carlades - comme les sarladaises, sautées à cru, au saindoux, avec ail et herbes - qui iront parfaitement avec le gigot brayaud.

Difficilement trouvable sur place (pour ne pas dépayser le touriste, ces messieurs les chefs préfèrent lui proposer la petite tige de grenouilles aux algues et le magret aux kiwis !), on aimerait bien le trouver à l'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier

Saint-Lazare, Paris-9^e, tél. 42-72-31-22), entre le moutayrol et la falette, deux autres merveilles de la cuisine brayaud. Il est vrai qu'il y a le gigot de Brioude sauce au loup en cet excellent restaurant. On en voudrait beaucoup comme ça entre Saint-Flour et Clermont-Ferrand. Le Pay et... Moulins, qui n'est pas en Auvergne mais où le gigot brayaud figure à la carte remarquable de l'Hôtel de Paris (21, rue de Paris, tél. 70-44-00-58).

Une bonne halte sur le chemin de vos vacances.

LA REYNIÈRE.

N.B. - L'Auvergne nous propose une cuisine « lourde », nous dit-on ! Point fondamental. Et nous en ce cas qu'elle offre, en contre-partie, les menus les plus simples : l'eau ! L'eau la plus pure du monde à Volvic, et surtout l'eau de cure, la fameuse Hydrogypse (Le Breuil-sur-Couze, 63340 Saint-Germain-Lembray). Mise en flacon à l'abri de l'air, elle permet des cures à domicile de détoxication de l'organisme. C'est la plus riche de France en magnésium.

MIETTES

• Changements. - Jacques Mandrin, le roi de la Côte d'Azur, va donc se mettre à son compte à Nice, dans un théâtre désaffecté de la rue Sacha-Guitry. Tout à la fois restaurant, boîte de nuit, bistro, salon pour banquets. C'est l'industrialisation d'une renommée.

Après travaux de remise en beauté, la salle du Chantier (le restaurant du Négresco) ouvrira donc au printemps prochain avec un nouveau chef, Dominique Le Gars, à peine installé au « piano » du Chantier (Eze-Village).

En attendant d'autres changements, sans doute !

• Satisfait. - Un lecteur a été satisfait des Roches noires (16, bd Louis-Bréguet à Trouville. Tél. : 31-88-12-19). Accueil aimable et bonne cuisine de femme. Prix honnêtes. C'est aussi l'avis du Bortin gourmand.

• Mécontent. - Ce lecteur qui s'est arrêté à Chantilly, au Relais Condé, il est vrai que la maison a changé de propriétaire... et de chef ! Peut-être ce dernier va-t-il surveiller un peu mieux la sauce de ses goussinottes de sole et surtout augmenter les portions !

• Innommable. - Faut-il le nommer ce vin qui s'annonce comme le « vin des gastronomes » et qui, sur ses bouteilles, conseille : « Servir chambré » ? Non ! Simple-ment le... brocardier !

• Venise. - La Fontana (26, avenue des Champs-Élysées, tél. : 42-26-14-72), avec sa terrasse devant la cascade, est, aux beaux jours, le plus attachant des restaurants de Paris. S'y ajoute maintenant un piano-bar, vert et noir, aux couleurs de Venise, ancré dans d'anciennes « gondoles » de l'aquarium, signées Hertz Ser, avec un pianiste-chanteur ajoutant, bellement, du soleil dans les verres.

• Anecdote. - Les caillots en sautoir ? C'était, paraît-il, une recette du Café anglais dont un lecteur me demande l'anecdote. Je n'en trouve trace nulle part. Mais si de hasard... Lecteurs gourmands et lettrés, à vous la parole !

• Déménagement. - Le Logis de Tremcay, ce bon restaurant régionaliste de Carcassonne, déménage. Jean-Claude Rodriguez s'installe à Montredon, dans le château Saint-Martin, magnifique construction du seizième siècle au milieu d'un parc, cadre parfait pour sa cuisine.

sine, du foie de canard au cassoulet en passant par le millefeuille du Lauragais.

• Médailles. - Le volnay-taillepied 1985 du domaine du Château de Beaune, de la maison Bouchard père et fils, a obtenu pour cette bouteille et quelques autres six médailles au dernier Concours général agricole de Paris. Mais n'a pas été présent au Concours général agricole de Paris. Mais n'a pas été présent au Concours général agricole de Paris. Mais n'a pas été présent au Concours général agricole de Paris.

• Parutions. - La Michelin Europe 88 (n° 1) figurent que les villes ayant un aéroport international, ce qui permet à ces messieurs de ne pas quitter Genève, aussi bien qu'à Paris. Le Guide des croqueurs de chocolats (Orban éditeur). Lorsque l'on voit que ces « croqueurs » donnent aux chocolats de Lendire la même note qu'à ceux de Christian Constant et plus qu'à ceux de Bernachon, on juge du sérieux de l'affaire !

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

Le Mas Tourteron à Gordes

Elisabeth Bourgeois, grande dame d'ARC, est enfin ici chez elle. Un endroit « magique » où, entourée de deux jeunes cuisinières, elle propose trois menus (170, 185 et 280 F). Ce dernier est absolument enthousiasmant avec la petite soupe de melon apéritive, une terrine d'asperges et poireaux aux foies de canard, rougets à l'huile d'olive, gratin au bœuf de venise, volaille fermière, en deux services, fromages, desserts, petites fleurs et chocolats avec le café. Des autres cartes, notez le soufflé glacé à l'aubergine, une charlotte d'agneau aux épices, etc. Vins du pays et de toute la vallée du Rhône, entre autres.

• LE MAS TOURTERON, 84220 Gordes. Tél. : 90-72-00-18.

La Chiorée à Beaulieu-sur-Mer

Elle s'annonce comme une brasserie. Pourquoi pas ? La terrasse estivale est agréable, la salle ornée de toiles signées Joëlle Ladislav D. (aux naïfs, avec le clin d'œil de l'humour) qui sont de la patronne. Le patron, Gérard et son chef Luc Mané savent que leur clientèle aime le bon enfant.

La carte, avec ses pastiches divers (35 à 82 F), ses nombreuses salades (17 à 58 F), ses poissons (léménés par les pêcheurs du petit port voisin) et ses viandes (tartare, carpaccio, hamburger, etc.) permet des additions de 250 F, avec des menus à 85 F et 145 F, ce dernier : choix de deux plats, fromage et dessert du moment. Bonne petite cave débarrassée par un « cœco » de Provence, au pichet (30 F).

• LA CHIORÉE, 5, rue du Li-Colonnell, 06310 Beaulieu. Tél. : 93-01-01-27.

Le Duc à Genève

Le seul Français qui a réussi à « tenir » ici. Chepeau ! Il est vrai que Paul Minichelli (qui n'utilise ni congélateur ni surgelé) et reçoit qu-

tidienement son poisson par avion et des meilleures sources) propose une carte toute d'innovation et de « certitudes ». Il faudrait tout citer de la sobriété de propositions ! Je noterais simplement le homard au miel de lavande, la blanquette aux trois poissons, le filet de loup au gingembre et navets...

Bien sûr, le décor n'est pas « in » et les prix sont un peu là ! Mais chez tant d'autres aussi où le beurre n'est pas comme ici du demi-sel d'Eclairé, où la cave n'est pas si choisie. Alors comptez 150 FS, mais régalez-vous.

• LE DUC, 7, quai du Mont-Blanc, Genève (Suisse). Tél. : 31-73-30. Fermé dimanche et lundi. AE-Vise

Parc des eaux vives

La plus belle établissement peut-être de toute la Suisse, ce parc : la vue sur le lac, la terrasse (où l'on peut goûter au milieu des oiseaux et des écuries)...

Et puis, si l'addition est lourde du moins peut-on profiter des menus « Amis du Parc » à 75 FS et « Gourmets » à 125 FS. Et avec la certitude de trouver dans l'illustré carte des vins (notamment de bordeaux) des bouteilles admirables. Service impeccable.

• PARC DES EAUX VIVES, Quai Gustave-Ador, Genève. Tél. : 35-41-40. Fermé dimanche soir et lundi. DC-Vise

Hostellerie de la Vendée

Un classique, au décor coquet, à la cuisine soignée par M. Rigetto, qui, membre des Châteaux et demeures de tradition, ne voudrait pour rien au monde servir conserve ou surgelé. Que l'on ne s'étonne pas alors d'un livre d'or aux signatures célèbres.

Ils se sont régalez du tartare de saumon sauce safran, du turbotin vapeur au sabayon estragon, de l'éventail de filet

et cuisse de lapin à la moutarde de Meaux, avant un chaud-froid de framboises glacé vanille suculente. Belle cave de vins suisses et français (bordeaux notamment). Menus 65 FS et 90 FS. A la carte, compter 150 FS.

• HOSTELLERIE DE LA VENDEE, Chemin de la Vendée, Le Petit-Lancy (1 km à l'ouest de Genève). Fermé samedi midi et dimanche. Tél. : 92-04-11. AE-DC-Vise

Auberge de Saviese

L'envie vous prendra peut-être de manger - enfin - suisse ! Entouré d'autocultures heureuses de vivre un moment valaisan en plein Genève.

Bernard d'Allèves alors vous recevra ici pour la raclette (3,80 FS, ou, à gogo, 22 FS) et les fondues : maison, aux herbes, aux boîtes, au cognac, le tomate, au poivre vert (de 14 FS à 16 FS). Belle collection de pastiches avec aussi les croûtes au fromage, à l'œuf, au fromage, trois étages annuaires au lard du Valais (13 FS à 16 FS), et les vins de la maison : Fendant, Johanneberg, Dôle...

• AUBERGE DE SAVIESE, 20, rue des Pâques, Genève. Tél. : 32-63-30. Fermé le dimanche.

La Cassolette à Carouge

A quelques tours de roues de Genève, une gentille petite auberge, amusée de gadgets. Cuisine de René Franchet, très « élégante », mais à partir de bons produits (la foie gras cuit sous vide est aux poires, le petit d'agneau en spirale d'épave aux anchois, la crème au café accompagnée d'un « mikado » aux deux chocolats).

Un menu à 55 FS, (trois plats, fromages ET dessert), d'autres à 70 et 90 FS et la carte.

• LA CASSOLETTE, 31, rue Jacques-Delphin, Carouge. Tél. : 42-03-18.

L. R.

Le Monde
PUBLICITE TOURISTE GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

GHEZZI a préparé pour vous
ses pâtes fraîches
sur machines
giacomo toresani
PARIS : 3, rue Labou - Paris 17^e 5 bd Gambetta
NICE : 5 bd Gambetta 19, rue Leprieux
104, rue Bologn - Paris 18^e
PASTA E SUGHI

RENATA SCOTTO: L'APRÈS CALLAS

MYTHIQUE. Depuis ses débuts dans l'ombre de Maria Callas, Renata Scotto s'est affirmée comme l'une des grandes tragédiennes lyriques de notre temps. Sa carrière éclatante, aux développements inattendus, est l'une des dernières aventures mythiques de l'opéra.

MILLENAIRE. De l'hydraulique des anciens aux grands Cavallé-Coll, l'orgue est resté l'instrument-roi. Marie-Claire Alain et Jean Boyer en racontent les évolutions. Une discographie, instrument par instrument, en révèle les splendeurs.

COSMIQUE. Le Festival d'Automne célèbre la création du monde selon Stockhausen. Avec le démiurge de Cologne, le ciel va résonner de la musique des sphères.

LÉGENDAIRE. En rendant au clavecin ses lettres de noblesse, Wanda Landowska a ressuscité tout un répertoire et ouvert la voie aux générations futures. La Dame de Saint-Leu a encore bien des choses à nous apprendre.

Et aussi : le Japon à l'heure française ; la « cantate de Rome » de Bizet ; Jovial joue Jubal, le premier des musiciens ; les disques du mois, les offres d'emploi.



Le Monde de la Musique
26 F. Chez votre marchand
de journaux.

**VOTRE TABLE PENDANT
LE SALON DU PRÊT-A-PORTER**

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS		RIVE DROITE
COPENHAGUE au 1 ^{er} étage FLORA DANICA au rez-de-chaussée	F. dim. Tous les jours au rez-de-chaussée	142, Champs-Élysées, 9. 43-59-30-41, de 12 heures à 22 h 30 SPÉCIALITÉS DANOISES et SCANDINAVES HORS D'ŒUVRE DANOIS MIGNON DE RENNE AU VINAIGRE DE PIN CANARD SALÉ, SAUMON MARINÉ À L'ANETH
EL PICADOR 80, bd des Capucines, 17 ^e	43-67-28-87 F. dim., lundi, mardi	Déj. dîner J. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Pâtis. Zermela. Gambus. Bocalon. Calamars tinta. Environ 180 F. Plus à l'emporter.
PHARAMOND 24, r. de la Grande-Tranquillité, 1 ^{er}	F. dim., lundi midi 43-33-06-72	Déj. dîner aux HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE SPÉC. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 16 couverts.
RIVE GAUCHE		
LE MAHARAJAH Spéc. indiennes	43-34-26-07 Salle climatisée	PROLONGEZ VOS VACANCES... dans le palais d'un MAHARAJAH... au 72, bd St-Germain, 9, M ^o Mouton. 7 j. sur 7. SERV. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, week, sans j. 1 à 2.

مَكْذَا مِنْ الْأَصْلِ

JEUX

échecs

N° 1296

MÉFIIONS-NOUS
DES SICILIENNES

(Mémoiriel Barcan, juillet 1988.)

Blancs : SZALANCZY (Hongrie).
Noirs : GAVRIKOV (URSS).
Défense sicilienne.

1. e4 c5 2. Cf3 e6 3. d4 cxd4 4. Cxd4 Cf6 5. Cc3 d5 6. Fd3 dxc4 7. e5 c3 8. Fc4

[Tournoi open, Budapest, 1988.]
Blancs : SZALANCZY (Hongrie).
Noirs : GAVRIKOV (URSS).
Défense sicilienne.

Même début.
1. e4 c5 2. Cf3 e6 3. d4 cxd4 4. Cxd4 Cf6 5. Cc3 d5 6. Fd3 dxc4 7. e5 c3 8. Fc4

NOTES
a) Adoptant le centre retenu caractéristique de la « défense Sicilienne ».
b) Le développement du F-d en e3 est à la mode. D'autres possibilités sont 6. Fc4; 6. Fg3; 6. Fd2; 6. Fg3.

c) Dans le style de l'« attaque Keres », la chasse du C-R noir donne souvent aux Blancs de belles perspectives sur l'aile-R.

d) Ou 7... h6; 8. h4 ou Tg1.
e) Le C-R étant parti, le D blanc peut s'infiltrer spontanément sur l'aile-R, menaçant notamment 11. Cxh6, avec l'idée de provoquer l'affaiblissement 10... g6, après quoi le D se retirera en g4, permettant la très dangereuse avance 12. h5. On remarquera, outre, que le passage de la D en h5 rend possible le grand roque.

f) La meilleure réponse, mais maintenant s'engage un combat classique avec roques opposés, course de vitesse dans laquelle les Blancs ont plus facilement l'avantage.

g) Echange usuel qui autorise l'avance b7-b5.

h) La D plus la paire de F sont braves sur le R noir.

i) Les Noirs passent les premiers à l'attaque, alors qu'ils n'ont pas terminé leur développement, contrairement à leur adversaire, et sont-ils véritablement la puissance de la concentration de

forces ennemies et s'attendent à la suite 14. Cc2, Dc5.

j) Ce sacrifice, bien connu dans certaines positions de la « défense sicilienne », intervient souvent quand le R noir est encore sur sa case initiale.

k) Que faire d'autre ? De toute façon, après 14... exd5; 15. exd5, g6; 16. Dh6, Cc5; 17. f4, les Noirs peuvent rendre la pièce et se défendre par 17... f5; 18. fxc5 (et non 18. h5 ?), Cg4 gagnant la D), fxc5; les Blancs peuvent obtenir la nullité par 19. Fxg6, hxc6; 20. Dxc6+; Rb5; 21. Dh6+ ou pourrager par 19. Ff3, Ff5; 20. h5, 64 mat de Tf7-D68 et les Noirs peuvent résister.

l) Une surprise. Ce second sacrifice élimine toutes les défenses issues de l'avance g7-g6.

m) Si 15... Rxc7; 16. Dh6+, Rg8; 17. d5, Si 17... f5; 18. gxf6, Fxf6; 17. Fxh6 et 18. Thg1+, si 15... f6; 16. g6!

n) Si 16... Cxh6; 17. gxf6, Fxf6; 18. Thg1+, Rb5; 19. Dxc6 mat.

o) L'inquiétante « attaque Velimirovic ».

p) A nouveau, l'arrivée latérale de la D blanche.

q) Toujours la même sous-estimation du danger et l'idée qu'après 16. Cc2, Fx64 tout va bien.

r) Menace mat.

s) Ou 16... hxc6; 17. Txc6, fxc6; 18. Fx66+, Tf7; 19. Dxc6. Mais la reprise avec le pion h ou le pion f ne change rien.

t) 17... Ff6 était un peu plus résistante.

u) Si 19... Cxh5; 20. Tg8 mat.

v) Si 23... Fxh6+; 24. Dxc6+, Tg7; 25. Df8+; Tg8; 26. Dxc6 mat.

W

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1295

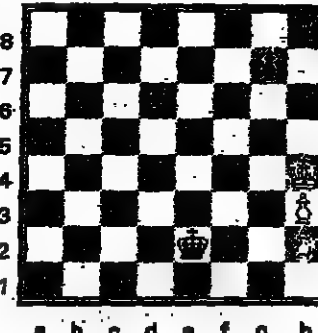
G. KASPARIAN, 1969.

(Blancs : Rg6, Ta6, Ff6 et h6. Noirs : Rf6, Td5, Fb2 et f1.)

1. b7, Tg5+; 2. Rf8, Rg6 (si 2... Td5; 3. Tg6, Fg2; Ta6; Ff1; 5. Tg6); 3. h8=D! On aurait pu croire que le pion h était la seule chance pour les Blancs de se sauver mais ils le sacrifient, Fxh8; 4. F7+; Rb7; 5. G8=D, Tg6+; 6. Rf7, Txd8; 7. Txd8, Rb6; 8. Txd8, Rb5; 9. Td4+; Rg5; 10. Td5+; Rxc5, Fxd5.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1296

N. GRIGORIEV
(1932)

BLANCS (3) : Rh4, Ph3 et h2.
NOIRS (2) : Rf8, Pg7.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1294

PARENTES
PAUVRES

Il est rare en tournoi par paires de renoncer à 3 SA pour jouer une manche dans les mineures. Ce fut cependant le cas dans cette donne d'un championnat de France.

♠ A1087
♥ DV84
♦ 752
♣ V7

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
3 ♣ passe 3 SA passe
4 ♣ passe 4 ♣ passe
5 ♣ passe passe passe

Quest ayant entamé la Dame de Cœur, comment Blain, en Sud, a-t-il gagné CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse :
Le déclarant a évité de prendre avec l'As de Cœur. Il a coupé de sa

main et a joué aussitôt le 9 de Pique en espérant que Ouest aurait l'As, ce qui était le cas. Dès lors, la défense était condamnée ! En effet, si Ouest laisse passer, le déclarant fera le Roi de Pique et délaissera ensuite la Dame de Pique sur l'As de Cœur. Si Ouest préfère mettre l'As de Pique, Sud ne perdra plus de Trèfle, car, après avoir fait le Dame de Pique au deuxième tour de la couleur, il délaissera un Trèfle sur le Roi de Pique et un autre sur l'As de Cœur.

Ce contrat de 5 Carreaux a rapporté un top, car, sur l'entame à Cœur qui était normale, le contrat de 3 SA était infaisable puisque la défense, après avoir libéré les Carreaux, avait la reprise de l'As de Carreau.

Pour les techniciens, précisons que le coup utilisé par Blain est la manœuvre de Milton Work, une sorte de contretemps.

Contre-attaque éclairante

Il est indispensable d'éclairer le partenaire quand on contre-attaque

une couleur, mais attention de ne pas trop éclairer le déclarant. Ce fut le cas dans cette donne où le déclarant, le regrette Eichel, alors âgé de quatre-vingt-trois ans, a réussi le contrat grâce à sa technique parfaite.

♠ D107
♥ R64
♦ R1053
♣ 764

Ann. : O. donn. Tous vuln.

Quest a entamé le Valet de Trèfle second et Est, après avoir réalisé trois Trèfles et le Roi de Pique, a contre-attaqué le 9 de Cœur.

Comment Eichel, en Sud, a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense les atouts étant 2-1 ?

Réponse :
Le déclarant a évité de prendre avec l'As de Cœur. Il a coupé de sa

Quest Nord Est Sud
Españill Lawrence Aubry Eichel
passe passe 1 ♣ 2 ♣
passe passe 3 ♣ passe
passe 3 ♣ passe passe

Note sur les enchères :

Est a une main assez forte pour révéler les échecs et, avec un soutien dans chaque majeure, il aurait mieux valu contrer. Ce contre aurait garanti une belle ouverture et aurait permis à Ouest de déclarer ses Piques, mais peut-être Est a-t-il craint que ce contre ne soit mal interprété.

Courrier des lecteurs :

L'Impasse à neuf (n° 1287). — C'était inévitable ! L'Impasse à neuf a provoqué des réactions chez plusieurs mathématiciens qui ont cru bon d'invoquer le livre de Borel et Chéron (Théorie mathématique du bridge), dont la première édition date de 1939, et qui précise que les probabilités restent les mêmes quelle que soit la manière dont les cartes sont réparties entre les mains de Nord (le mort) et de Sud (le déclarant). Les calculs et les

tableaux à l'appui sont évidemment exacts, mais leur application n'est valable que si le battage des cartes est parfait, ce qui n'est pas très souvent le cas.

Un demi-siècle d'expériences par de nombreux champions font que les principes énoncés dans ce chronique (pas d'impasse à neuf avec 5-4, mais impasse avec 7-2) sont préférables aux règles mathématiques tant que les cartes ne sont pas systématiquement battues par des machines. Bref, l'« erreur courante » est d'appliquer automatiquement les règles mathématiques, et c'est pour quoi certains « contestataires » comme Jacques Raimond viennent adroitement clore le débat par cette conclusion : « Heureusement, comme vous l'indiquez, d'autres indices relevant du véritable bridge viennent souvent à notre secours pour trouver la bonne solution. C'est le cas dans votre chronique intitulée : L'Impasse à neuf ». Explorons que MM. Lacroix et Sirieux, et tous ceux qui nous ont écrit, seront d'accord sur ce que doit être le « véritable » bridge.

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 301

INEXPUGNABLE

Sous vos yeux, des fortifications avec chemins de ronde, renforcées de fossés et de demi-lunes. Au-delà, un balcon de plus d'un demi-kilomètre de long, bordé de kiosques à musique style 1900, dominant un long fleuve pas tranquille du tout. Au-dessus de cette terrasse, un château Renaissance orné de tourelles médiévales, de machicoulis et d'échouettes, écorcé par un colossal beffroi triangulaire coiffé de cuivre vert. Avignon ? Cordoue ? Namur ? Les studios Universal de Hollywood ? Nullement : vous êtes à Québec, cadre des Championnats francophones 1988.

Contrairement à la citadelle de la ville, qui n'a jamais été attaquée, le tour du titre, Michel Duguet, a subi les assauts des meilleurs représentants de cinq pays francophones. En vain : notre collaborateur a remporté son sixième titre après avoir joué 89 coups consécutifs au top, devant le Nipois Jean-Louis Pallavicini et le Belge Guy De Bruyne. Les Québécois ont été des hôtes d'une

discretion exemplaire : leur meilleur joueur, Mario Buteau, finit 28^e, derrière son compatriote François Bédard, 18^e. C'est le Sénégalais Ousmane Ly qui est la révélation du tournoi : il était 13^e à l'issue de la 4^e manche, mais une 5^e manche à -200 l'a précipité dans les profondeurs du classement. L'Irlandais Tourangeley Kay Momal, 32^e, est première et seule femme de la première moitié du tableau.

Chez les cadets, Antonin Michel, dix ans, réalise 90 % et l'emporte avec 430 points d'avance sur le deuxième. Mais jouent-ils au même jeu ? Le junior bordelais Vichet Sim, seize ans, gagne dans sa catégorie en réalisant un excellent 97 %. L'Open a été gagné par le Parisien Jean-François Bescond (99,24 %). Avec ce pourcentage, il aurait été deuxième s'il avait joué dans la cour des grands.

Rendez-vous est pris pour l'an prochain à Namur.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	ABCDEIOU	COBÉA	H4	24
2	DI+ALOUU	COBÉA	H4	24
3	U+DEILNO	FLEUVE	4D	18
4	U+DEILNO	FLEUVE	4D	18
5	AE+EEFIM	LUDION	5A	24
6	AE+GHIJP	FILMÉS	A3	33
7	HIP+ARUT	JAUGE	L1	42
8	AEHLERT	RUPIAH (S) a)	E5	36
9	EIOQRUV	TRIALLES	B8	76
10	EIOQ+ETV	JURY	11L	60
11	EOV+ANNX	BIQUET	6R	45
12	AEV+AITU	XENON	12A	48
13	AIT+KNRS	AYEU	J8	24
14	E+AEENNE	SKIANE	O3	88
15	BCEIMNT	REDONNERA	E2	60
16	BME+DEGIM	RECITE	13R	26
17	EGPSSTZ	DEMI	H12	33
18	AMPRSTZ	GAZES	10D	35
19	ELLOSSW	IMPART (T) S	19H	23
20	BSW+OT	FOULES	3A	24
21		WONS	7C	23
		Total		997

a) Unité monétaire de l'Indonésie.
1. E. Charvart (Belg.) et M. Duguet (Fr.) 907. 3. A. Houle (Québ.) 906.
Résultats finaux : 1. Duguet, 2. Pallavicini, 3. De Bruyne (Belg.), 4. Vignaux, 5. Clerc, 6. Bédard, 7. Plavet, 8. Mass (Belg.), 9. Dives (Belg.), 10. Durand, 11. Treiber, 12. Massignat, 13. Carr, 14. Charvart (Belg.), 15. Ricour (Belg.), 16. Dolel, 17. Del, 18. Bédard (Québ.), 19. Bloch, 20. Duguet (Ald).

MICHEL CHARLEMAGNE.

XVII^e CHAMPIONNATS
FRANCOPHONES

(Québec)
4 août 1988
(2^e manche)

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En haut du cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

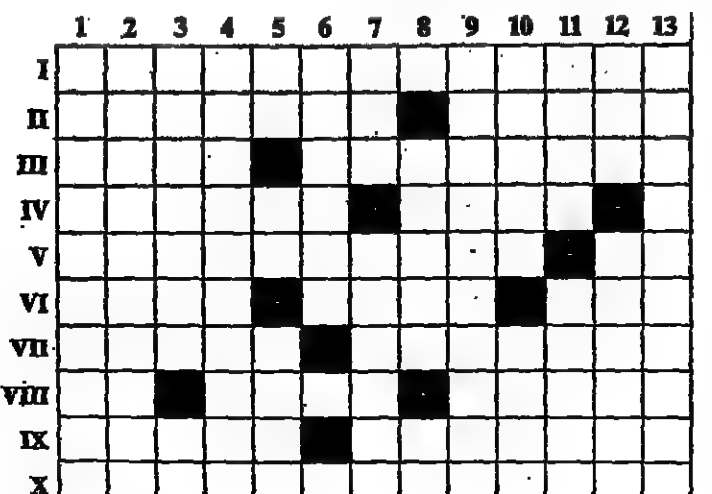
Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 13; celles des colonnes par une lettre de A à O.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

mots
croisés

N° 524



de la congrégation. X. Reprennent possession.

Verticalement

1. Si vous êtes le mien, j'en suis confus. — 2. Passe l'hiver avec nous. — 3. Il se fait rare à la ville. On vous souhaite de ne pas tomber dessus. — 4. En cuisine. — 5. Possessif. Conjonction. Se renseigner. — 6. Votes. — 7. Vient d'arriver. On en fait tout un plat. — 8. Coloré. Un peu d'hier. — 9. Elles ne le restent pas toute leur vie. — 10. Il en manque un morceau. Il y a là au moins la quantité. — 11. En teinture. Tout s'y est bien fondu. — 12. Un tout seul et d'ailleurs. Demeuré. — 13. Donnent une intonation déplaisante.

SOLUTION DU N° 523

Horizontalement

1. Deng Xiaoping. — II. Émirite. Aïéa. — III. Môme. Oracles. — IV. On. Crochu. — V. Clif. Bruni. — VI. Roi. Pie. Iv. — VII. Anobles. Anol. — VIII. Nain. Cuira. — IX. II. Smala. Sig. X. Eau. Etreinte. — XI. Subordonnés.

Verticalement

1. Démocraties. — 2. Emotion. Fou. — 3. Némation. NB. — 4. Gré. Isbes. — 5. XI. Ce. Limer. — 6. Ilor. Pinard. — 7. Aérobie. Léo. — 8. Acre. Cain. — 9. Pêche. Au. Nn. — 10. Illuministe. — 11. Née. Avarice. — 12. Gaspillage.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 525

Horizontalement

1. CDEHILN. — 2. EMNORST (+3). — 3. AEMRTTUU. — 4. ADDENNSY. — 5. EHNPRV. — 6. REGLOVY. — 7. ACSTUV. — 8. AENNNOT (+2). — 9. AEEELSSU. — 10. EEORTU (+2). — 11. ACETUX (+1). — 12. AEINOPT (+1). — 13. EEEEMNTY. — 14. AEEGIST (+3). — 15. EGINOOS. — 16. AALOSUV. — 17. AAEGLNS. — 18. GIOPRU. — 19. AEEELRTX (+2). — 20. EELNORU (+1).

Verticalement

21. DEILNNOT. — 22. ACETPU (+3). — 23. EEEEMNTY. — 24. AINNOOSU. — 25. CEEGNORY. — 26. AGIOUVX. — 27. EEEEMRU. — 28. BDEIORS (+2). — 29. ACDLOTY. — 30. ACDEILMO. — 31. AEEEMRTU. — 32. EEEELSSU. — 33. AADNRV (+1). — 34. ABORTUX. — 35. AAEGLRT (+1). — 36. AEEELNS (+1).

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais les lettres ne sont pas mélangées sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année.

SOLUTION DU N° 524

1. DOSSIER. — 2. OCEANIE. — 3. EBRECHES. — 4. REGALADE. — 5. NIVELEUR. — 6. ELECTIF. — 7. NOPALS, cactus (LAPONS). — 8. ULTRASON (ROULANTS). — 9. ONUSTENS. — 10. ERIGENT (INTEGRE). — 11. FLEURERA (EPAFLURE REFLUERA). — 12. JOURNALE. — 13. ERGOTEUR. — 14. OISEAUX. — 15. VELOCITE. — 16. IGONOMIE. — 17. NUTTEES (ENSUIVE). — 18. ULULERA. — 19. PLEUR (PLUERE TUEUR). — 20. DORMEUSE. — 21. REPRINT.

(PRIENT). — 22. OREILLER. — 23. IRRIGUE. — 24. ETRAPAGE. — 25. ANCRAGE (CARNE GARANCE). — 26. ERYTHEME. — 27. AVISONS (SAVIONS). — 28. BOLLEN (OLEINE). — 29. REDEFONT (DEFERONT). — 30. TUPONS. — 31. LIMERONT. — 32. EORNEE. — 33. UNISEXUE. — 34. ORNERAS. — 35. POSSEDEE (DEPOSEES). — 36. ISOLAT. — 37. CREATEUR (CREATURE REACTEUR ERUCTERA REACTEUR). — 38. NODOSITE. — 39. EXPEDIE.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

Culture

CINÉMA

« La Légende du saint buveur », de Ermanno Olmi à la Mostra de Venise

Le coup de l'étrier



Rutger Hauer dans le rôle d'Andreas, « homme d'honneur sans adresse »

(la longue nouvelle de Joseph Roth), pour la première fois tourner loin de sa Lombardie natale et pour la première fois choisir des acteurs professionnels et non plus, comme toujours, des amis ou des voisins. Cette somme d'exils volontaires confère à la *Légende du saint buveur* richesse et étrangeté. Le Paris hors du temps que réinvente Olmi est, curieusement, celui de nos fantômes et nos nostalgies : maisons étroites, boutiques ombragées, cafés au zinc hospitalier et aux boîtes cirées. Olmi ne montre aucun monument mais l'âme de la ville et des enfants de chœur comme on n'en fait plus, robe rouge et aube blanche, jouant comme des diabolins sur les marches de l'église.

Un comédien néerlandais, Rutger Hauer (qui fut le chef des « répliquants » dans *Blade Runner*), est Andreas. Il a la déchéance un peu trop gracieuse mais, après tout, il s'agit d'une légende... dont Ermanno Olmi a envoyé deux versions à Venise : une anglo-française, sous-titrée en italien ; une autre doublée en italien et sous-titrée en français. Symbole du malaise linguistique qui pèse sur le cinéma européen. Mais, en l'occurrence, sans conséquence pour un beau film, dont les mots pèsent moins que les images et les idées.

DANIELE HEYMANN.

Pour son premier film tourné loin de sa Lombardie et avec des acteurs professionnels, Ermanno Olmi a choisi d'adapter un texte de Joseph Roth : une parabole humaniste dans un Paris rêvé.

C'est un film qui devrait rendre meilleur, tant il s'en dégage de compassion et de sérénité. Pourtant, le sujet n'est pas gai. Il s'agit d'une agonie. Dans une bulle de temps expansé — la durée du récit — un clochard revêt les fragments épars de sa vie, puis meurt, comme il aura vécu ses dernières années, « en homme d'honneur, mais sans adresse ».

Andreas habite sous les ponts de Paris. L'automne lui est peu mélancolique. Un passant âgé, bien vêtu, l'aborde un matin et insiste pour lui prêter 200 francs. D'accord, Andreas le rembourse, puisqu'il y tient. Que les 200 francs soient déposés le dimanche après la messe, au pied de la statue de sainte Thérèse, à Sainte-Marie des Batignolles.

Dès lors, de menus miracles émaillent les jours et les nuits du buveur, comme pour lui faire éprouver encore une fois les petites joies,

les bouffées de bonheur qui ensoleillent le passage de chaque homme sur la terre. Andreas croise des amis d'enfance, depuis longtemps disparus, la femme qu'il aime autrefois, lorsqu'il était mineur en Silésie et pour qui il commet un crime ; même ses parents, fugitivement. A tous, il offre ce qu'il a : à une jeune danseuse de cabaret aussi, qui l'entraîne dans une escapade sous la pluie, à Fontainebleau, puis le dépouille.

Ces rencontres saramitales lui paraissent normales, belles. Néanmoins, Andreas boit, beaucoup, puisqu'il est buveur. Et lorsque le dimanche arrive, c'est douloureux, il ne lui reste rien pour payer sa dette.

La troisième semaine, il va y parvenir, dans le café en face de l'église, il tombe, tenant dans sa main deux billets froissés. On le transporte à la sacristie, on l'assoit dans un bon fauteuil. Par la porte entrouverte, il voit, à l'ultime seconde, une petite fille lui faire signe ; elle dit : « appelle Thérèse ».

Allégresse mélancolique

A cet instant, aucune tristesse, mais une mélancolie allégresse. Car douce est la mort de ce pauvre pêcheur devenu saint parce qu'il a tenu parole, parce que l'argent reçu

par charité, est argent rédempteur et non pas corrompteur, il l'aura jusqu'au bout dépensé avec générosité. De cette parabole humaniste, que ne pouvait que le toucher, Ermanno Olmi a fait un film pres-

que muet, qui a la lente beauté des rêves. Certes, les incessantes stations d'Andreas devant d'incessants ballons de rouge provoquent à la fin une légère lassitude, une sensation de déjà-vu, de déjà-bu. Mais on ne

peut qu'admirer le fond et la forme de cette légende du saint Olmi. Ne lui a-t-il pas fallu, en effet, beaucoup de foi et de courage pour se remettre ainsi en question ? Pour la première fois s'inspirer d'un texte littéraire

« Big », de Benny Marshall ; « Good Morning Vietnam », de Barry Levinson

Faut-il en rire ?

Sur le thème : « Les Américains sont de grands enfants », deux films venus des Etats-Unis sont projetés à Venise. Ils sont présentés, au même moment, au Festival de Deauville, qui ouvre aujourd'hui et qui est exclusivement consacré au cinéma d'outre-Atlantique. Les deux comédies sortiront la semaine prochaine sur les écrans français.

On sait le désir qu'ont certains enfants, nombreux, apparemment, d'être vite grands. On oublie tous les adultes qui aimeraient bien faire machine en arrière, même pour l'âge. Anne Spielberg a réparé cette injustice en produisant le film de Benny Marshall, *Big*, une comédie légère, classique, sans folie, tout à fait charmante.

A douze ans, le jeune Joshua Baskin a presque tout pour être heureux, de bons parents, un excellent ami, Billy, tout sauf quelques centimètres qui lui manquent pour atteindre la blonde, Cynthia, la jeune fille qu'il aime mais qui ne sort qu'avec des grands d'un moins de dix ans. Baskin tombe sur un magicien automate, le grand Zoltar, qui pour 25 cents et à condition d'être débranché, promet d'augmenter les vœux de ceux qui croient en lui.

Le lendemain, il se réveille avec un corps de trente ans, incapable d'enfiler son petit blue jean de la veille. Sa mère ne le reconnaît pas et le prend pour un détraqué, ravisseur de son Joshua, disparu, et pour cause. Seul Billy, après échange de signes de reconnaissance complexes et comme d'habitude, veut bien reconnaître l'énorme changement de dernière minute survenu à son copain. Il aide à gagner New-York où Baskin (Tom Hanks), grâce à sa passion pour les jeux vidéo, les robots et sa profonde maîtrise de la poutille dont les enfants sont copieusement gavés, devient conseil-

ler d'un grand fabricant de jouets et bientôt vice-président de la compagnie avec les avantages liés au poste, l'imposante de 10 mètres et collaboratrice amoureuse.

On imagine sans peine les quiproquos et les rebondissements que l'on peut tirer de ces données de départ. Le scénario en fait pratiquement le tour, pour ne décevoir personne. Il y a des effets plutôt attendus et d'autres mieux réussis, comme cette longue promenade chez Schwarz, sur la V Avenue, l'un des plus beaux magasins de jouets du monde. La découverte par deux gamins des hôtels de la 42^e Rue n'est pas triviale, non plus que la lettre que Baskin écrit à ses parents éplorés, comme s'il était vraiment enlevé.

Il est également sympathique que Joshua Baskin puisse retrouver Zoltar, le robot félinien et du coup la porte du retour vers ses douze ans. On l'envie, et Anne Spielberg a dû penser à son fameux grand frère spécialiste du montard attendri et propret, qui, dans son cœur, est resté lui-même un petit... Etc. Soit. C'est bien fait et un peu doucereux. Il y

avait beaucoup à inventer sur les rapports d'une jeune femme amoureuse de son patron, jeune aussi, la trentaine, mais avec douze ans de psychologie et d'expérience sexuelle. Elle lui fait toutes les avances, il ne lui répond que par gloussements niais, des yeux égarés, lui propose une séance de trampoline et quand on devine qu'il est passé à la censure, ne sait ce qui lui est arrivé. Sans vouloir choquer le public enfantin ni soulever des torrents de perversion, un peu d'adultisme aurait été plus convenable à cet âge. Et on est en droit de rêver à ce que Jerry Lewis, avec son mauvais goût furieux, aurait complété là.

Le moral des troupes

Sur le thème, à la fois juste et exaspérant, « Les Américains sont de grands enfants » (mais ils ne sont pas les seuls), le film de Barry Levinson, *Good Morning Vietnam*, apporte un autre éclairage. A Saigon, en 1965, les troupes américaines ne sont pas au mieux de leur

forme et un nouvel animateur de radio est chargé de redonner du moral aux troupes par la voie des ondes. Adrian Cronauer (fabuleux Robin Williams) a fait ses preuves en Crète, parait-il. Il a l'air blagueur et brave quand Edward Galtick (Forest Whitaker), plus curieux en peluche que dans *Bird* encore, l'accueille. C'est derrière le micro que Cronauer se révèle un démon verbal, un imitateur déchaîné, un impertinent absolu qui se paie la tête de tout le monde, à toute allure, entre deux rock n' roll. Ça requinque des bataillons entiers, mais dans la hiérarchie certains violent rouge. Pas tant les grands chefs que les petits, les obscurs sans humour dont il froisse les oreilles et la vanité.

L'insolence de Cronauer est réjouissante, communicative et il y a là de vrais morceaux d'anthologie sur la férocité radiophonique. L'ennui est qu'entre ces moments intenses le fil de l'intrigue est faible. Cronauer tombe amoureux d'une jolie Vietnamienne dont le joli frère est un vietcong ; les supérieurs de Cronauer sont d'une bêtise sans faille, médiocres, tout d'une pièce. Il

n'y a pas de migraine à se faire pour partager les bons et les mauvais. Quant au sens du film, ou à son sentiment caché, c'est plus trouble. A peine met-on les raisons de cette guerre en question, sinon par une chanson ironiquement intitulée *Wonderful World* qui accompagne des images de bombardement, mais ce n'est pas le plus important, le meilleur de l'affaire, à savoir la délinquance de Cronauer, comme si ce dernier ne s'interrogeait jamais sur ce qu'il est venu faire à Saigon. Remonter le moral des masses ? Mais pour quelle guerre, quelle justice ? Croit-il qu'il est tout là pour le bien des Vietnamiens ; est-il encore assez aveugle ou trompeur ? On ne peut pas dire que sa cause soit des plus claires.

Pest-être cet amuseur jovial, avec sa verve et sa santé, mais aussi sa courte vue sur le chemin des choses, n'est-il pas si merveilleusement « humain ». Ni, après tout, un type très humain.

MICHEL BRAUDEAU.

« A gauche en sortant de l'ascenseur » d'Edouard Molinaro

Panne d'inspiration

Pierre Richard, artiste-peintre à la mode sous le nom de Yan, est épris — ce qui n'a rien d'étonnant puisque c'est Fanny Cottençon, très jolie, très séduisante — de Florence Arnaud, bourgeoise mal mariée à Pierre Vernier, qui a des airs de Tarzuff. Florence accepte, un jour, de visiter l'atelier de Yan, ce qui promet un tendre cinq à sept. Les voisins de palier, Boris (Richard Bohringer) et Eva (Emmanuelle Béart), perpétuellement en bistable, provoquent une suite d'incidents et le rendez-vous dégénère en catastrophe.

Réalisateur doué mais versatile, Molinaro compte à son actif quelques réussites de vaudevilles habilement transposées en « cinéma de Boulevard » : *Oscar, Hibernatus, l'Emmerdeur* et, côté café-théâtre, *Pour cent briques t'as plus rien*. Ici, son inspiration légère, burlesque, est en panne. Est-ce à cause de la pièce de Gérard Lauzier, *l'Amuse-gauche*, dont la méchanceté sous-jacente l'aurait gêné ? Le film est encombré de pages qui ont traitées partout, d'allusions salaces, de situations monotones, de hurlements. Molinaro s'était mieux tiré de ses deux *Cages aux folles* qui ne brillaient pourtant pas par la finesse. Ici, il n'a même pas Michel Serrault. Mais un Pierre Richard fatigué en hurlant au vieillassant Bohringer force dans le tas sans se soucier de la casse. On rage enfin de voir les actrices aussi mal employées.

JACQUES SICLIER.

Le dit de Robin

« Good morning, Vietnam ». Tous les matins et pendant les treize mois qui suivent le printemps 1965, les troupes yankees levèrent le pouce et les grades grinçèrent des dents en entendant Adrian Cronauer, disc-jockey des armées, jouer les Mourousis sur la radio des forces armées.

« Good morning, dollars », s'est joyeusement écriée la Disney-Touchstone devant la fortune que lui a rapportée en un seul week-end le film de Barry Levinson.

« Good morning, Robin », a été le cri de la critique et du public américains lorsqu'au bout de sept films — du *Monde* salon de George Roy Hill, au *Garp*, de George Roy Hill, au *Mazursky*, de Robert Altman — Robin Williams trouva enfin véhicule cinématographique à sa mesure.

Le véritable Adrian Cronauer ne ressemble physiquement à rien à Robin Williams. Leurs caractères respectifs diffèrent radicalement. A quarante-neuf ans, Cronauer est un « ex » de la radio et de la télé, jeune étudiant en droit à l'université de Pennsylvanie. Né à Chicago il y a trente-six ans, Robin Williams, lui, réalise le rêve secret de sa mère et verse dans le show-business après des études avancées à la prestigieuse Juilliard School of Manhattan. Son personnage d'extraterrestre dans le feuilleton *Mork et Mindy* le catapulte dans

le clique des grands dingues. Mais ça fait longtemps qu'il se propulse dans les cabarets et les clubs d'improvisation, prenant la légendaire Lenny Bruce pour modèle : génie de l'improvisation, sans aigreur de l'absurde frénétique, exceptionnellement agité vocale, il bascule de Jack Nicholson à Tina Turner le temps d'une syllabe.

Un moteur qui vrombit à cette vitesse-là a constamment besoin de fuel. Pendant longtemps, l'alcool et la cocaïne ont figuré à son menu quotidien. La mort de son ami John Belushi, survenue une demi-heure après qu'il l'eut quitté, lui remet la tête en place. Il se lance dans une psychothérapie : « quelque chose comme une opération à cœur ouvert, par segments et paiements échelonnés », dit-il. Enfin, le succès de *Good Morning Vietnam* le rassure : « C'est la première fois, et il le déclare, où l'on me demande de faire ce que je fais de mieux : moi ». La caméra ne peut que suivre et filmer comme s'il s'agissait d'un document d'actualité.

Son moi, Robin Williams ne demande néanmoins qu'à l'élargir. Après avoir fait, à la télévision, une première incursion vers le drame (*Seize The Day*, de Paul Bellow), il jouera bientôt *En attendant Godot*, de Samuel Beckett, au Lincoln Center.

H. B.

Hanks l'improbable

La nouvelle aux Etats-Unis a fait l'effet d'une bombe. Non seulement *Rambo 3* se faisait doubler par *Crocodile Dundee*, au box office, mais encore se faisaient souffler la deuxième place par une petite comédie sans prétention, la quatrième de l'année où un enfant de treize ans se retrouve dans le corps d'un adulte. Le coup, cette fois-ci, a réussi, et grâce à *Big*, de Penny Marshall, Stallone-le-muscle s'est bel et bien fait supplanter par Hanks-le-bonne-bouille.

Tom Hanks est du genre à prendre 500 grammes rien qu'à regarder un gâteau en vitrine. Un nez en pied de marmite, des yeux d'une couleur bizarre, une chevelure à vous faire croire qu'il vient de plonger dans une prise de courant. A trente et un ans, il est devenu la vedette surprise du nouvel Hollywood, de *Splash* à *Big* en passant par le remake du *Grand Blond avec une chaussure noire*, (devenue rouge aux Etats-Unis, allez savoir pourquoi), on l'a vite comparé à Jack Lemmon, à James Stewart ou — ce qui surprend, vu son allure — à Cary Grant.

Ses débuts se déroulent sous le signe de Shakespeare. Dans un feuilleton télé, il est ensuite déguisé en femme (comme Tony Curtis dans *Certaines s'aiment chaud*). Sa manière ? Malin, mélancolique, malséducteur, mais s'en sortant toujours avec une bonne dose de charme, sachant se cas-

ser la figure avec humour et sans vulgarité. La prouesse est physique et subtile.

Incarnant, comme dans *Big*, un gamin de treize ans qui se retrouve dans le corps d'un homme de trente (et devient vice-PDG d'une entreprise de jouets) est un joli défi à relever et à soutenir : père de famille, Tom Hanks a observé ses deux enfants plus attentivement que de coutume. Car il s'agit de retomber littéralement en enfance, mais de faire en sorte que la chute soit contrôlée. Le moindre de ses gestes, de ses mimiques, jusqu'à son incursion chez FAO Schwarz (collège magasin de jouets de la V Avenue) et sa danse sur un clavier géant sont une épreuve éblouissante et de ce contrôle et de cette virtuosité.

Tout n'est cependant pas rose vif ou bleu ciel dans la carrière de Tom Hanks. Comme la plupart des comiques, il rêve de rôles qui aient plus de corps : les grands romantiques ou les tragédiens. La romance ne lui a guère réussi : tournée en Israël, *Love is ever young*, de Moshe Mizrahi, a fini dans le purgatoire du câble. En revanche, *Punchline*, dont il vient de terminer le tournage avec Sally Field, est une comédie noire où, dit-on, il ajouterait un nouveau parfum à sa galerie des glaces : l'acidité.

H. B.

PASSION SELON St-MARC
de C.P.E. BACH
L'Opéra de Paris
31 Août

MESSIAEN
« La Transfiguration de Notre-Seigneur Jésus-Christ »
250 exemplaires
L'Opéra de Paris
7 Sept. 1983

CANTATES de
« ORATORIO DE NOEL »
G.A. HOMILIUS
(dernier chef de J.S. BACH)
L'Opéra de Paris
14 Sept. 1983

Renseignements : (1) 48 04 98 01

Aux 2 centres
de la Fédération FRANÇOIS TELLECO
et de la Direction Régionale d'Orchestre

23^e FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

مكتبة من الأصل

Culture

théâtre

MODE

Haute-couture à Séoul

L'espoir d'une médaille d'or

Le développement des classes moyennes s'accompagne toujours de l'explosion de la mode. La Corée du Sud ne fait pas exception et compte le faire savoir à l'occasion des Jeux olympiques.

La Corée du Sud compte prendre une place sur le marché international de la mode. M. Kim Woo Chong, président de la fédération des industriels du textile, proclame : « Séoul sera une des capitales de la mode en Asie avant la fin de ce siècle. » Ambition excessive ? Les stylistes coréens attendent en tout cas tirer parti des Jeux olympiques de Séoul, qui commencent le 17 septembre, pour se faire connaître à l'étranger.

La mode en Corée est à ses débuts et les stylistes — une quinzaine dont cinq ou six comptent vraiment — marchent sur les brisées des Japonais. A grande pas, Incho, qui vend sous la marque Original Lee et Young Girl, installée sur la Septième Avenue à New-York, réalisent déjà la moitié de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis ; Jin Tae Ok, sous la marque François, se fait une place à New-York et à Londres, et Lee Yong Yul (sous la marque 20 Ans) s'implante au Canada. Quant à la doyenne Nora Noh, la première à présenter une collection à la fin des années 50, elle travaille essentiellement aux Etats-Unis (l'un de ses modèles a fait récemment la couverture de Vogue) et doit ouvrir prochainement à Paris un bureau de représentation chargé du marché européen.

Dans les années 80, les premiers stylistes coréens travaillaient pour une élite, bénéficiant d'une industrie textile (dont la production représente 20 % des exportations, soit 10 milliards de dollars) soustraite des grands noms de la mode internationale, les stylistes

ont profité ces dernières années d'un marché porteur, en pleine expansion avec l'apparition d'une classe moyenne aisée : les vêtements féminins viennent en tête des ventes des grands magasins dans lesquels, comme au Japon, prolifèrent les stands de mode. Les jeunes Coréennes dépensent, souvent à crédit, la plus grande partie de leur salaire pour s'habiller.

Dans un pays où pendant des siècles la forme du vêtement féminin traditionnel (*hanbok*) n'a pratiquement pas varié, jouant simplement sur les harmonies de couleurs, les matériaux et les accessoires, l'introduction de la mode occidentale a constitué une sorte de révolution, rappelle M. Choi Kyung Ja, présidente et fondatrice de l'institut international de la mode, auteur d'une volumineuse histoire du costume en Corée.

Partie pour le Japon au début des années 30 dans le but d'y apprendre le piano, M. Choi y découvrit la mode occidentale et en revint pour ouvrir dans une petite ville non loin de Pyongyang, une école de couture et y créer les premiers modèles de style moderne. « L'époque de la copie s'achève », souligne M. Choi qui forme chaque année quelques deux cents stylistes. « Nous devons tirer parti de notre patrimoine culturel et acquiescer une vision plus panoramique », ajoute cette délicate vieille dame de soixante-dix-sept ans.

Le sens des lignes

Pour Nora Noh, très internationale dans ses conceptions mais aussi très classique (« La chic, pour moi, c'est une élégance contenue », dit-elle), les stylistes coréens ont le sens des lignes. « Dans le cas du vêtement traditionnel, on juge la classe aux lignes, alors que le jeu des couleurs est limité. Le blanc reste pour nous la grande couleur. »

M. Lee Sincio (qui a occidentalisé son nom en *Linco*) est unanimement considéré comme l'un des plus talentueux stylistes coréens. Diplômé de la faculté des beaux-arts de l'université Ewha, M. Lee joue sur deux registres : le style traditionnel et les formes abstraites, géométriques : « Je trouve que ces dernières stimulent l'imagination et qu'elles donnent à mon travail une dimension expérimentale, nous dit-elle, mais je me sens d'abord coréenne. » Elle excelle dans les formes amples, inspirées du style traditionnel, jouant sur les matières (comme un lin sauvage particulier à la Corée ou les tissus capotonnés et surpiqués).

C'est directement à un travail sur le style traditionnel que se livre une autre styliste, M. Shin Nam Sook, notamment chargée de concevoir les robes présentées au cours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Cette jeune femme, qui enseigne l'histoire de l'art à l'université Yonsei, a commencé à dessiner il y a une quinzaine d'années.

« Du flair »

Affectionnant le lin ou le soie, elle travaille sur une gamme de couleurs naturelles restreinte (cinq) qui en Extrême-Orient renvoient aux éléments (arbre, terre, eau, feu), le blanc étant le symbole de la pureté. « Il est certes nécessaire de moderniser une silhouette qui n'avait pas changé pendant cinq siècles mais le style traditionnel est finalement très flexible. » Il se dégage un fait des formes du *chima* (la robe volumineuse et longue) et du *chogori* (une courte veste ajustée) une grande grâce des lignes.

D'autres stylistes, comme M. An Yoon Jung ou M. Lee Young Hee, travaillent le style traditionnel d'une manière plus classique. Personnalité du monde de la couture coréenne, André Kim s'est lancé dans cette profession il y a une vingtaine d'années sans être



Un modèle de Lee, vu par Jean-Louis Wolff.

passé par une quelconque école. Il est sans doute, grâce à une habile politique de relations publiques, le styliste le plus connu. Il affectionne une fantaisie sophistiquée et une élégance un peu flamboyante qui plaît aux Etats-Unis. Il aime particulièrement les robes habillées et les vêtements du soir. Trônant dans un magasin d'un romantisme capiteux (les fleurs comme le téléphone, son chien ou sa voiture sont

blancs), André Kim insiste sur l'aspect cosmopolite de la mode et nous dit chercher moins à s'inspirer du style traditionnel qu'à créer ce qu'il nomme un « univers de rêves et de mystère ». « Sans doute est-ce en cela que je suis oriental. »

S'il se développe en Corée un marché de la mode encore étroit pour les créateurs, la mode dans la rue a nettement influencé par l'étranger (notamment les Etats-Unis et le Japon) et procède

surtout par vagues : une ligne de vêtements en balise une autre, quelques jours et monopolise le marché, donnant souvent une impression d'uniformité. La plupart des stylistes sont présents sur le marché du prêt-à-porter. D'une manière générale, ils dominent tout le processus de production (de la création à la distribution en passant par la fabrication) ; aussi n'éprouvent-ils pas le besoin de fabriquer régulièrement des collections — sinon pour des questions de prestige. Les grossistes et les boutiques ne sont pas assez forts pour imposer des choix et diffusent ce qui leur est fourni par les stylistes.

En raison des restrictions imposées aux voyages à l'étranger, la mode en Corée a longtemps été la traîne, « provinciale » : une fascination pour la grille en vogue dans le petit cercle des femmes riches, un prolifique marché noir du vêtement de luxe. Cette situation est en train de changer radicalement. Et, à côté des grands noms de la mode, arrivent des stylistes qui répondent à la demande croissante d'une classe moyenne aisée venant d'horizons les plus divers : ainsi Kim Jung Ja qui vient du monde de l'enseignement. Elle a commencé sa carrière comme couturière de quartier et présente désormais chaque année des collections de style occidental classique.

Les Japonais ont mis vingt ans pour se faire leur place sur le marché international de la mode. Sans doute les stylistes coréens ont-ils encore beaucoup de chemin à parcourir pour parvenir là où les Japonais étaient il y a dix ans. Les brusques mutations que connaît actuellement la Corée, l'ouverture de son marché et la confrontation directe avec les créateurs étrangers devraient cependant donner un coup de fouet à la créativité des Coréens. « Les stylistes coréens ont du flair », conclut M. Nora Noh. Il faudra peut-être bientôt que les Occidentaux aient un œil sur eux. »

PHILIPPE PONS.

Communication

Le remplacement de la CNCL et le budget de l'audiovisuel

Le sénateur Cluzel en éclaircisseur du centre

L'élaboration du projet de loi visant au remplacement de la CNCL connaît ces jours-ci une brusque accélération. Les sept experts qui travaillent depuis deux mois sur le sujet viennent chacun de rendre leur copie. Et la synthèse élaborée au cabinet du ministre délégué à la communication, M. Catherine Tasca, a été présentée mercredi 31 août par les sept « sages » au premier ministre Michel Rocard (1). Le texte, d'une vingtaine d'articles, prévoit l'instauration d'un organisme juridictionnel (et non plus administratif) comme la Haute Autorité ou la CNCL, baptisé — c'est une surprise — Haut Conseil de la communication. Et c'est au Sénat, avant le débat budgétaire, qu'il reviendrait d'examiner le texte après constitution d'une commission spéciale à la demande du gouvernement.

Barriste, spécialiste incontesté de l'audiovisuel, le sénateur centriste Jean Cluzel, pourfendeur infatigable des manœuvres politiques dans l'audiovisuel, se dit prêt à jeter tout son poids dans la balance pour que le projet de loi sur le Haut Conseil de la communication ainsi que le prochain vote du budget de l'audiovisuel ne déclenchent pas automatiquement des tentatives d'obstruction au Parlement. Le bruit circule-t-il pas que les proches de l'ancien ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard, préparent trois mille amendements pour retarder l'adoption de la réforme ?

Mais encore faut-il que les conditions soient réunies. Et que le projet gouvernemental aboutisse à cet « irrévocable édit de Nantes de la télévision », qu'il appelle de ses vœux. Or, si le rapporteur du budget de l'audiovisuel au Sénat « enregistre avec intérêt l'évolution de la préparation du projet de loi », telle qu'elle lui a été décrite au cours d'un entretien avec M. Tasca le 23 août dernier, s'il apprécie que le gouvernement ait repoussé la tentation d'élaborer une septième réforme globale de l'audiovisuel, celle-ci ne lui suffit pas.

« La stabilité de la nouvelle instance, explique M. Cluzel, ne résultera que du consensus qui précédera sa naissance et préviendra les risques de rupture en son sein. » En juin dernier, déjà, le sénateur avait suggéré que les membres de la future instance (cinq, sept ou neuf) soient nommés d'un commun accord par le président de la République et les présidents des Assemblées parlementaires (le Monde du 15 juin). Une idée qui, semble-t-il, n'a pas été retenue. En l'état des relations des sept experts et du gouvernement, le chef de l'Etat déléguerait souverainement des membres, les présidents des Assemblées devant, eux, agréer — leurs choix réciproques. Impossible, dit-on dans les

milieux gouvernementaux, qu'un président de la V^e République se soumette à un tel tour de regard.

Raisonnement monarchique, s'insurge le sénateur Cluzel. Cela s'apparente presque à un droit de veto. Le mode de désignation fractionnée n'a-t-il pas suffisamment donné la preuve de son inefficacité pour la Haute Autorité et la CNCL ?

Deuxième dossier tendu : le débat budgétaire. Tout en estimant « judicieux » l'augmentation prévue de 6,9 % de la redevance, M. Cluzel estime indispensable que des crédits supplémentaires soient effectivement consacrés à la création audiovisuelle.

Disons-le nettement : le service public doit bénéficier l'an prochain d'un milliard de francs de recettes supplémentaires nettes, c'est-à-dire en sus de l'inflation, estime-t-il, faute de bénéficier de ressources exceptionnelles (produit de la privatisation de TF1, excédents de redevance et de publicité) comme cette année. Un milliard impossible à réunir sans un certain déplatement de la publicité sur les chaînes publiques et des financements provenant du budget de l'Etat (comme le remboursement des excédents de redevance, par exemple). M. Cluzel a d'ores et déjà écrit, sur ce point, à M. Rocard et à l'ensemble des ministres concernés.

Reste à savoir, bien sûr, comment seront reçues l'ensemble des suggestions. M. Cluzel, lui, les soumettra à l'adoption de ses collègues de l'Union centriste le 14 septembre au Sénat, puis à ceux du groupe de l'Union du centre au Palais-Bourbon, le lendemain. L'audiovisuel deviendrait-il le test de l'ouverture ?

PIERRE-ANGEL GAY.

Après la mise en garde de la CNCL

La Cinq diffusera deux films par semaine au lieu de quatre

« La Cinq aime le cinéma et le respecte » : c'est par ce serment prêté la main sur le cœur que M. Philippe Ramond, directeur délégué de la chaîne, a répondu aux critiques de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

Cette dernière a demandé solennellement à la Cinq de modifier sa programmation de films. Sa grille de rentrée prévoyait la diffusion de quatre films par semaine en début de soirée alors que les autres chaînes se limitaient à deux. La CNCL rappelle en outre que la Cinq ne respectait pas ses quotas de films d'expression française.

Trois plaintes ont en outre été déposées contre la Cinq pour diffusion de films hors des jours et des heures prévus par décret. L'administration semble avoir en de l'effet. M. Ramond a déclaré : « Nous sommes d'accord avec la profession pour nous limiter à deux films par semaine ; nous commencerons dès octobre. » La Cinq annonce en outre la diffusion, le 19 septembre, de son télé-roman de 385 épisodes, « Voisin-voisine », coproduit par la chaîne et par Espace-Image.

● Médias change de format. — L'hébdomadaire spécialisé Médias est passé du format cahier au format grand tabloïd pour son numéro de rentrée du 2 septembre. Il s'aligne ainsi sur ses concurrents français (Stratégies, Communication et B.I.) et ses alliés américains (Advertising Age, Variety). Spécialisé dans l'audiovisuel, la publicité et la presse, Médias a vendu 117 740 exemplaires en 1987, selon l'OJD, soit une augmentation d'environ 10 % par rapport à l'année précédente. Le journal, fondé en 1980 par M. Eudes Delaton, va éditer un hebdomadaire sur le marketing baptisé du nom de, code Cash, en janvier 1989. Il prépare d'autres produits qui adopteront ce grand format et réfléchiront toujours à un quotidien spécialisé dans les médias.

Deux ministres demandent un rapport

Les pouvoirs publics s'inquiètent de la chute des émissions scientifiques

Les ministres de la recherche et de la communication, M. Hubert Curien et M. Catherine Tasca, ont confié à deux personnalités une mission qui doit aboutir, d'ici au 30 novembre, à un rapport décrivant les moyens susceptibles de remédier à la faiblesse des émissions scientifiques et technologiques à la télévision.

MM. Jean Audouze, directeur de l'Institut d'Astrophysique de Paris, et Jean-Claude Carrière, scénariste et directeur de la Fondation européenne des métiers de l'image et du son (FEMIS), seront assistés pour cette mission par M. Pascale Brugnot, responsable de la création à TF1.

Le constat qui motive cette mission est en effet décourageant. Le volume horaire des émissions à caractère scientifique est en baisse sur l'ensemble des trois premières chaînes françaises. Entre 1984 et 1987, il est passé de cent cinquante à quarante-neuf heures sur TF1, de cinquante-cinq à trente-cinq heures sur A2, seule FR3 augmente le volume de ces émissions, de six à dix-neuf heures. Triste bilan, qui ne supporte guère la comparaison avec les exemples étrangers : la BBC, par exemple, programme des émissions scientifiques régulières à des heures de grande écoute. Or, constate M. Curien, « la technologie ne peut progresser dans un pays que si elle est socialement acceptée », tâche pour laquelle la télévision semble un outil essentiel. Cette préoccupation fait écho au souci de M. Tasca de relever le niveau des programmes. Quels qu'ils soient, puisque, comme le note M. Jean-Claude Carrière, « la baisse des émissions scientifiques est parallèle à celle de la fiction française, et ce n'est pas une coïncidence ».

M.C.I.

La neuvième université d'été de la communication

M. Quilès souhaite « réorienter » la politique de câblage

CARCAIS-MAUBISSON de notre envoyé spécial

A peine a-t-il obtenu le feu vert du gouvernement pour reprendre en main le dossier du satellite, (le Monde du 2 septembre) voici que M. Paul Quilès s'attaque à un nouveau dossier. Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace veut cette fois « réorienter » le câblage de la France. Il est vrai qu'il y a là aussi, comme pour le satellite, péril en la demeure. Lancé par un conseil des ministres en novembre 1982, le plan câble a buté successivement sur des choix technologiques sans doute prématurés, des difficultés réglementaires, puis des arbitrages économiques maladroits.

— France Télécom (direction générale des télécommunications) (DGT) doit investir 25 milliards de francs au rythme de 3 milliards par an sans perspective de rentabilité, même à long terme. Les opérateurs des réseaux (Lyonnaise des eaux, Générale des eaux, Caisse des dépôts) ont eux-mêmes beaucoup investi. Sans séduire plus de quelques dizaines de milliers d'abonnés. Câblage trop lent, tarifs trop élevés, programmes peu attractifs : tout concourt à plonger ce marché dans un évident marasme.

Abonnement trop cher

Le précédent gouvernement avait « gelé » le plan câble, le limitant aux cinquante-deux villes déjà engagées (5,5 millions de foyers), pour limiter les dégâts. Parallèlement, il avait ouvert le marché à la concurrence d'opérateurs privés. Mais les résultats notables se font toujours attendre. M. Quilès n'a pas de solution miracle. Il n'entend pas relancer l'effort de financement public qui grève déjà les caisses de France Télécom. Il tente simplement de sortir de l'impasse économique en assouplissant les procédures.

Pour les cinquante-deux villes déjà engagées dans le câblage, le

ministre souhaite « réduire le coût de l'opération en adoptant des techniques plus simples, une ingénierie moins lourde et mieux adaptée aux sites ». Autant d'initiatives qui seront précitées d'ici un mois et qui devraient permettre d'accélérer la mise en place des réseaux, si les exploitants privés acceptent de faire un effort de cofinancement.

Mais le fait d'avoir plus de prises à vendre n'entraînera pas, mécaniquement, une augmentation du nombre des abonnés. M. Quilès a déploré le « manque de dynamisme commercial de certains exploitants qui devraient faire d'autant plus d'efforts que le câble est aujourd'hui en concurrence avec de nombreuses chaînes hertziennes ». Le ministre estime notamment que les tarifs d'abonnement (140 F par mois en moyenne) sont trop élevés, que le financement d'un canal local hypothèque la rentabilité pour une audience médiocre et que le prix d'achat des programmes est insuffisamment négocié.

M. Quilès entend démontrer qu'une autre économie du câble est possible qui associerait des techniques moins lourdes et une meilleure action commerciale. Pour y parvenir, France Télécom pourrait être associé à des constructeurs et des exploitants privés pour câbler de nouvelles villes tests. Ce sera le cas à Roanne où l'entreprise publique va prendre 10 % dans la société Réseau câblé de France chargé de construire et d'exploiter le câble.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● Satellites : la GFDT demande des explications aux ministres. — Le gouvernement ayant décidé que France Télécom serait l'actionnaire majoritaire de TDF (le Monde du 1^{er} septembre), le syndicat GFDT de la radio-télévision demande à rencontrer les deux ministres chargés du dossier, M. Quilès et M. Tasca. Ils souhaitent obtenir des précisions sur cette décision, et en particulier sur le sort des personnels de TDF.

cinéma

LE 7 SEPTEMBRE LES

Economie

SOMMAIRE

■ Le départ de M. Edmond Maire ne devrait pas modifier la nature profonde de la CFTD, estime M. Raymond Soubie, directeur de Liaisons sociales (lire page 21). ■ Sans abandonner sa politique de profit, Renault va développer une stratégie de reconquête du marché (lire page ci-contre). ■ Le prix du baril de pétrole poursuit sa baisse. Il s'approche de son plus bas niveau historique (lire page ci-dessous). ■ Après les grèves du printemps, la direction de Michelin invite les syndicats à la table des négociations (lire page 21). ■ La CNUCED propose aux quinze plus grands débiteurs du tiers-monde une réduction concertée de 30 % de leur dette envers les banques commerciales (lire ci-dessous).

Le rapport annuel de la CNUCED

Plaidoyer pour l'annulation de 30 % de la dette des plus importants débiteurs du tiers-monde

Dans le chapitre consacré à la dette des pays en développement, le rapport annuel de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) lance un pavé dans la mare. Tirant les leçons des limites de la gestion de la dette des dernières années, les auteurs du rapport ne voient qu'une solution pour rompre « le cercle vicieux du surendettement et de la stagnation » des quinze plus importants débiteurs du tiers-monde (1) : parvenir, de façon concertée, à réduire de 30 % leur dette envers les banques commerciales, une dette « privée » qui représente 300 milliards de dollars. Ce type de créances pour l'ensemble du tiers-monde totalise 500 milliards sur un endettement global de 1 200 milliards.

une hausse de 3,1 % par an du revenu par habitant. L'accélération des capacités d'exportation ne permet pourtant pas de réduire le surendettement, même dans le cas, peu crédible, d'une multiplication par 2,5 du volume des prêts actuels.

Reste l'opération chirurgicale, l'annulation délibérée de 30 % de la dette de ces quinze pays. Un pourcentage qui n'a rien de « magique » comme l'a souligné, en présentant le rapport, le secrétaire général adjoint de la CNUCED, M. Jean-Yves Berthelot. Dans ce cadre, l'investissement, au bout de cinq ans, est de 34 % supérieur au scénario de base, le revenu par habitant de 24 % et le poids de la dette dans le produit intérieur brut régresse de 17 points. Plus que ces estimations, c'est le « message » qui importe. Encore mal admise, même si elle est pratiquée discrètement dans certains cas, l'annulation de dette est incontournable.

aux d'intérêt ou le volume de leurs créances pour assurer une meilleure solvabilité, une plus forte croissance et, au bout du chemin, une nouvelle crédibilité des débiteurs.

Le rapport reconnaît la difficulté de ce montage. Jusqu'à présent, les gouvernements ont repoussé l'idée d'intervenir ouvertement pour aider les banques à sortir du guépion de la dette, et seul un « changement de mentalité » des instituteurs de crédits, plus accoutumés au court terme qu'au long terme, leur ferait opter pour un gain lointain contre l'assurance de voir abandonnées les pressions actuelles en faveur de « prêts involontaires ».

Pour les nations les plus démunies, généralement africaines, le rapport se félicite des décisions prises par les dirigeants des sept principales puissances industrielles lors du sommet de Toronto, en juin dernier, mais demande qu'elles constituent véritablement une aide supplémentaire. Cette nouvelle stratégie de la dette a l'avantage de faire une

synthèse des propositions qui se sont multipliées ces derniers mois. Devenu un élément-clé du déblo-cage du développement, l'endettement ne saurait faire oublier deux autres dossiers d'importance pour le tiers-monde, largement couverts par le rapport : le commerce international, toujours entaché de protectionnisme, et les services — ce chapitre des négociations commerciales multilatérales du GATT (2) qui inquiète le tiers-monde mais dont la CNUCED rappelle l'importance. « Il ne s'agit pas d'une alternative à l'industrialisation mais bel et bien d'un passage obligé », comme l'a souligné M. Berthelot.

F. Cr.

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte-d'Ivoire, Équateur, Mexique, Maroc, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Zambie.

(2) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

ÉNERGIE

Shell renonce à l'exploitation d'un gisement de gaz au Pérou

LIMA
de notre correspondant

Le protocole d'accord entre la Shell et le gouvernement péruvien, mis au point en mars dernier, pour l'exploitation du gisement de gaz de Camisca (représentant une réserve de 3 milliards de barils), n'a pu être entériné le 31 août. La compagnie anglo-néerlandaise Shell a fait savoir qu'il lui a été impossible de réunir les 1 300 millions de dollars pour financer l'étape initiale.

Un prétexte : la Shell aurait bien voulu maintenir sa présence au Pérou, puisqu'elle a perdu près de 200 millions de dollars en huit ans dans une infructueuse recherche de pétrole, et elle souhaitait amortir cet investissement avec l'exploitation du gaz. Mais elle n'a pas voulu courir le risque d'un brusque changement de politique énergétique. Or si l'on s'en tient aux sondages, la coalition de la gauche unie a de grandes chances de prendre le pouvoir en 1990, et ses dirigeants ont fait savoir qu'ils jugeaient « inacceptable » le projet du groupe pétrolier, car il ne tient pas assez compte du déve-

loppement régional du sud du pays.

Le régime social-démocrate au pouvoir a pourtant tout mis en œuvre pour que le protocole d'accord Shell-Petropetrol soit ratifié, espérant ainsi corriger le déficit énergétique. En 1988, le Pérou a dû dépenser près de 100 millions de dollars en importation de pétrole, somme qui devrait quintupler en 1993.

L'abandon de Shell obligera le gouvernement à trouver un financement extérieur, une tâche qui ne sera pas facile, puisque le Pérou est isolé de la communauté financière internationale depuis que le président García a limité le remboursement de la dette à 10 % des exportations. La nationalisation de la Belco-Petroleum, et la tentative d'étatisation du système financier, sont aussi des facteurs qui peuvent effrayer d'éventuels investisseurs. Néanmoins, Pemex et Petrobras, entreprises publiques du Mexique et du Brésil, ont annoncé qu'elles étaient prêtes à collaborer avec Petropetrol pour exploiter ces ressources.

NICOLE BONNET.

MONNAIE

Le franc gaullien

Une nouvelle pièce de 1 franc sera lancée le 15 octobre prochain pour célébrer le trentième anniversaire de la V^e République, a indiqué, le jeudi 1^{er} septembre, la direction des monnaies et médailles du ministère de l'économie. Le côté face de cette pièce sera à l'effigie du général de Gaulle et la côté pile portera la mention 1 franc placé au centre d'un hexagone. Tirée à cinquante millions d'exemplaires, cette nouvelle pièce aura les mêmes caractéristiques que la pièce actuelle.

Pour l'anniversaire du bicentenaire de la Révolution en 1989, la direction des monnaies et médailles frappera au mois de février une pièce de 100 francs sur le thème des droits de l'homme et au mois de mars une pièce de 5 francs sur la tour Eiffel. Par ailleurs, à l'approche des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville en 1992, la direction des monnaies frappera toute une série de pièces sur le thème du sport, qui devrait également sortir à la fin de 1988.

BUDGET

Progression de 6,3 % pour le secrétariat d'Etat à la consommation

Le budget du secrétariat d'Etat à la consommation devrait atteindre 238 millions de francs en 1989, en progression de 6,3 % sur celui de 1988. Dans ce total n'est pas prise en compte la rémunération du personnel, assurée par le budget général du ministère de l'économie et des finances.

Les subventions aux associations de consommateurs progressent de 25 %, passent de 32 à 41 millions de francs, avec pour objectif le renforcement du mouvement consommateur en encourageant les associations à se lancer dans des actions concrètes et concertées. Le montant des subventions, qui avait diminué de 17 % en 1987 et stagné en 1988, retrouve ainsi à peu près son niveau de 1986.

Une dotation de un million de francs est destinée aux moyens du Conseil de la concurrence, dont l'activité devrait être développée. Enfin, une augmentation de 15,2 % des autorisations de programmes, dans le chapitre « moyens des services » devrait permettre entre autres aux laboratoires de renouveler et de moderniser leur matériel.

1 milliard de francs pour le crédit-formation en 1989

Le crédit-formation, destiné aux jeunes de moins de vingt-cinq ans ayant terminé leurs études sans atteindre le niveau du CAP (le Monde du 29 juillet) pourrait toucher cent mille jeunes l'an prochain, grâce à plus de 1 milliard de francs de crédits.

Dans une interview au quotidien les Echos du 2 septembre, M. André Laiguel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, indique que « le ministre du travail dispose pour 1989 d'une réserve de 3,6 milliards de francs pour les mesures conjoncturelles ou nouvelles que le gouvernement juge nécessaires. Dans cette réserve, le crédit-formation représentera de 1 à 2 milliards, ce qui est considérable. Près de cent mille jeunes devraient en bénéficier l'an prochain ».

BILLET

Renault à l'offensive

Le discours tenu le jeudi 1^{er} septembre par le PDG de Renault, Raymond Lévy, lors d'une convention de ses vendeurs, a surpris par son agressivité. Il s'agit d'abord de remobiliser tout le réseau commercial à l'occasion du lancement de la Renault 19 mais, au-delà, il marque un changement de ton de la Régie.

Les préoccupations de parts de marché redéfinissent, prioritairement, la rentabilité étant désormais secondaires. Il était temps.

Les résultats de la première moitié de 1988, à défaut d'être mauvais, ne permettant pas pour l'heure d'atteindre l'objectif global de 30 % de pénétration fixé par M. Lévy pour l'ensemble de l'année. Pour le premier semestre, la Régie ne représente que 29,3 % des ventes de voitures neuves dans l'Hexagone.

La fin des RS-R11, remplacées par la Renault 19, et la concurrence faite à la Renault 21 par la Peugeot 405 (qui lui a pris environ un point de part de marché) y sont pour beaucoup. Mais un certain relâchement du réseau, qui a renoué avec la rentabilité, n'est pas à exclure. Les ventes de juin et juillet, notamment, ont été décevantes. D'où le coup de semonce de Raymond Lévy à ses troupes pour qu'elles réalisent sur le dernier trimestre des taux de pénétration de 32 % à 34 %, afin de tenir le cap final des 30 %.

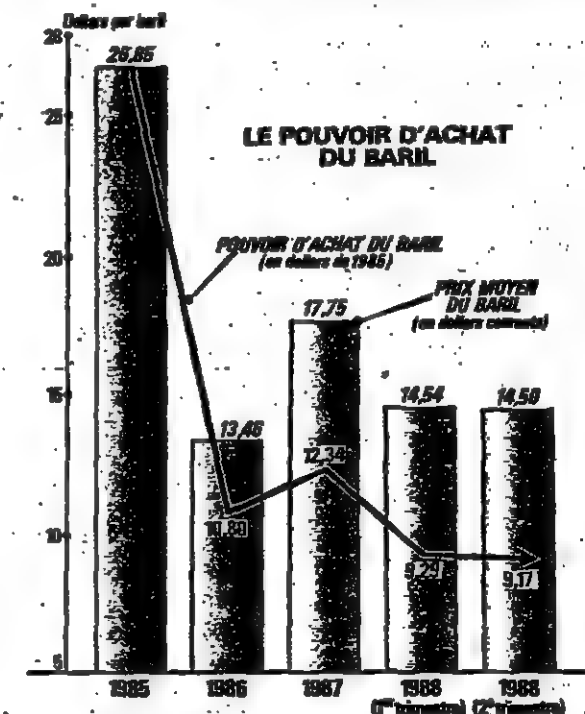
Le lancement de la Renault 19 devrait y aider. Mais la reconquête sera difficile.

Car, paradoxalement, malgré ses performances commerciales insuffisantes, Renault est « en manque de voitures ». Cette carence, dont a souffert avant elle son concurrent national Peugeot SA, est due à une série de goulets d'étranglement ponctuels au niveau des at-lars de peinture, par exemple. La réduction drastique des capacités de production et l'obsession de l'abaissement du « point mort » (niveau de production à partir duquel un constructeur gagne de l'argent), communes à tous les groupes automobiles qui ont eu à sur-monter des difficultés financières en mettant en œuvre des plans de redressement sévères, en sont en partie les responsables. Tout comme les prévisions de ventes automobiles pour l'année 1988 trop prudentes parce qu'établies dans le contexte financier et monétaire perturbé de la fin de 1987. Renault travaille à « faire sauter » ces goulets d'étranglement.

Leur existence, si elle n'est pas dramatique, amène quand même à s'interroger sur ce qu'il adviendra si les performances commerciales se redressent sur la fin de l'année, comme l'espère M. Lévy. Les clients de la firme au losange, séduits par sa campagne de crédit attractive « zéro franc pendant un an », lancée au cours de l'été, ou conquis par le nouveau de la Renault 19, seront-ils assez patients pour attendre plus longtemps le livraison de leur véhicule flamant neuf ?

CLAIRE BLANDIN.

Les prix du pétrole approchent de leur plus bas niveau historique



Les cours du pétrole ont continué de s'effriter sur les marchés internationaux, à mesure que l'OPEP devenait incontrôlable, gonfle sa production. Jeudi 1^{er} septembre, les bruts du Golfe étaient tombés à 12,70 dollars par baril, soit 27 % de moins que leurs tarifs officiels et 22 % de moins que l'an passé à cette époque, tandis que les bruts américains traditionnellement plus chers frôlaient la barre des 15 dollars.

« On ne demande pas qu'ils ne soient pas encore tombés plus bas », soulignent les opérateurs, découragés par l'état des stocks et les premières indications données sur les « nominations » (les commandes) de septembre, lesquelles laissent prévoir un nouveau gonflement de la production et des stocks.

En valeur réelle, c'est-à-dire compte tenu de l'inflation et de la parité du dollar, le prix moyen du baril a déjà glissé depuis le début de l'année en dessous du niveau de 1986, l'année terrible du « contre-choc » pétrolier. Pour les pays producteurs, le pouvoir d'achat du pétrole est inférieur de 25 % à celui de l'an dernier, de 15 % à celui de 1986, et de 66 % à celui de 1985.

Seule consolation : les cours ne sont pas encore retombés au plus bas niveau historique de juillet 1986, lorsque, sous l'effet de la guerre des prix, les bruts du Golfe étaient brutalement passés en dessous de 5 dollars par baril. « Comme disait Calch Novati, c'est moins mal que pire », trouvait un négociant, jeudi 1^{er} septembre, notant toutefois que les prix s'approchent dangereusement du seuil critique.

TRANSPORTS

Un concurrent soviétique pour l'Aeroflot

Non contentes de critiquer vertement le mauvais fonctionnement de la compagnie nationale Aeroflot, les autorités soviétiques ont décidé de lui donner un concurrent. L'agence Tass vient d'annoncer la naissance d'Avialot, fruit d'un accord conclu entre l'administration de l'aviation civile de Lettonie, l'une des trois républiques baltes, et la coopérative Ingénieur. On ignore encore les

types d'avions utilisés, le statut des pilotes et la date du premier vol d'Avialot, mais il semble acquis que l'administration louera à Ingénieur des avions et des locaux. Celle-ci ouvrira une agence de voyages et se chargera du fonctionnement de la compagnie et du remplissage des avions. Il est prévu que l'administration repère la part des bénéfices, s'il y en a. (AFP.)

Économie

SOCIAL

L'après-Maire

(Suite de la première page.)

Mais la vraie question est de savoir si une nouvelle période de l'histoire de la Confédération ne va pas s'ouvrir avec cette succession. Certes, il ne faut pas imaginer un changement brutal et profond. La vie des organisations a un rythme qui est lent. Les marges de manœuvre sont limitées. Les militants ont leurs habitudes et leurs convictions, qu'ils ne sont pas prêts de changer. Pourtant les évolutions sont inéluctables. Les deux hommes n'ont pas exactement le même style, et le départ d'un secrétaire général resté en place si longtemps entrainera sans doute une chaîne d'autres mutations. Et surtout, la place du syndicalisme n'est plus durablement consolidée dans nos pays industrialisés.

On peut analyser assez aisément ce qui, vraisemblablement dans les années à venir, restera stable et ce qui est susceptible de bouger.

La stabilité concernera d'abord la nature profonde de l'organisation. La CFDT est animée par un désir réel de comprendre, d'expliquer et de préparer la transformation de son époque. Elle est plus volontiers portée à regarder devant elle qu'au-delà d'elle. Elle pense qu'il est de son devoir d'éclairer ses contemporains, et pas seulement les salariés, sur ce qu'ils ne voient pas toujours voir. Elle dérange et quelquefois moralise. Elle a la foi des découvreurs mais paraît céder, de temps à autre, au vertige du verbe et de l'abstraction. Toutes ces qualités sont et seront remarquables en ces temps prosaïques dans lesquels beaucoup de nos concitoyens aspirent à vivre la France comme une petite Suisse. Elles séduisent ou intéressent, en tout cas ne laissent jamais indifférent, mais en définitive, sont peu

de nature à mobiliser comme naguère beaucoup de militants.

La défense des marginaux

A côté de ce penchant intellectuel qu'elle a toujours eu, la CFDT a compris avec le recul, depuis maintenant dix ans, qu'un monde meilleur peut être construit ici-bas, patiemment et concrètement. Tout en restant en esprit fidèle à l'autogestion, elle s'est éloignée, et continuera de le faire, des idéologies de transformation et de rédemption du monde. Elle ne quittera pas les voies qu'elle a retrouvées de la négociation collective, aux différents niveaux où celle-ci peut se tisser. Elle restera sans doute fermement ancrée dans le camp des interlocuteurs sociaux responsables au point d'accepter des compromis.

Bref, elle continuera à balancer entre la tentation de l'analyse et de la contemplation, qui fait quelquefois penser à l'observateur de Rigny sur les disciples de Kant - « les kantiens ont les mains pures mais ils n'ont pas de mains » - et le désir tenace et concret d'améliorer la vie quotidienne des salariés. Autre trait profond de l'organisation qui devrait encore se renforcer : sa générosité, au détriment quelquefois de ses intérêts de ses militants et de ses salariés. Elle défend et défendra les marginaux et les exclus et proposera des mesures de renforcement de la solidarité qui ne seront pas toujours appréciées par des salariés appelés à partager et à faire des sacrifices.

La stabilité de l'organisation se manifestera aussi sans doute par son éloignement sinon, du politique, du moins de la politique. Ses dirigeants ont des sympathies naturelles, mais la

CFDT, à l'inverse de ce qui s'était produit au début du programme commun, n'aura plus un comportement lié directement à un ou des partis. Non qu'elle ne souhaite pas jouer un rôle dans la démocratie. Plus qu'aucune organisation, elle prendra bien souvent position sur des sujets de société, mais comme un syndicat et non comme l'annexe d'un parti. Cette petite musique souvent passionnante, quelquefois irritante, qu'elle fait entendre, elle continuera à la jouer.

Les contraintes de l'environnement

La continuité, donc, sera forte. Les principaux changements, s'ils surviennent, proviendront sans doute des contraintes de l'environnement. Depuis un peu plus de dix ans, la place du syndicalisme diminue dans la société française comme dans les autres pays industrialisés. De nombreuses preuves peuvent être données : chute des effectifs, augmentation du taux d'abstention dans les récentes consultations syndicales, perte de confiance dans l'efficacité des organisations, comme de nombreuses enquêtes d'opinion en témoignent.

Les raisons de cette situation ont été analysées suffisamment souvent pour qu'il ne soit pas besoin d'y revenir. Constatons simplement que les facteurs qui jouent contre le syndicalisme risquent de l'emporter durablement sur le sentiment naturel que devraient avoir les salariés de se regrouper pour mieux défendre leurs intérêts. Les industries traditionnelles, bastion du syndicalisme, vont continuer à décliner, et le secteur public, autre bastion, ne pas croître. Les médias seront tentés d'accorder de moins en moins de place aux leaders syndicaux, réel problème pour les futurs dirigeants des organisations.

Dans ce contexte, le seul vrai problème pour la CFDT, comme pour les autres organisations, est de relever ce défi. Son enjeu est

loin d'être facile, même si des résultats partiels laissent de temps à autre espérer que le mouvement de baisse s'arrête. FO et, dans un style différent, la CGT, font le pari qu'un soutien systématique à des revendications de tous ordres est le moyen le plus sûr. Elles espèrent que le désir naturel de défense de leurs intérêts propres qui existe chez les salariés assurera une survie durable à leurs organisations.

La CFDT ne refuse pas cette voie, mais privilégie la réflexion sur le changement, la prise en compte des pulsions de la société, et paraît vouloir donner au syndicalisme une fonction générale de progrès que d'autres souhaitent réserver à l'Etat. Longtemps elle a donné l'analyse la plus franche et la plus juste des problèmes du syndicalisme. Elle n'a pas, à ce jour, reçu les fruits de sa sincérité, comme si de plus en plus de Français reconnaissent ses mérites, mais soit ne se syndiquent plus, soit le font ailleurs.

Jean Kaspar et ses amis sauront maintenir et étendre ce rôle de réflexion et d'éclairage. Ils en ont la volonté et le talent. Ils sauront aussi faire preuve d'innovation et d'imagination. Cette démarche sera certes bénéfique pour la société française, mais le sera-t-elle aussi pour le syndicat qu'ils dirigent ? Jean Kaspar, qui a un passé et une expérience reconnue de négociateur, plus encore que son prédécesseur, fera sans doute de son mieux pour inscrire dans l'action le mouvement d'idées qu'il incarne.

Mais nul ne peut garantir que ce soit la bonne voie pour préserver l'avenir du syndicalisme, pourtant si nécessaire à des relations sociales équilibrées. La défense attentive et exclusive des intérêts professionnels de salariés est peut-être une solution moins glorieuse mais plus efficace. Mais l'honneur de la CFDT n'est-il pas d'abord de témoigner, haut et fort, pour les problèmes et les exclus de son temps ?

RAYMOND SOUBIE.

Après les grèves du printemps

La direction de Michelin invite les syndicats à négocier

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Après le printemps chaud des usines Michelin de France, et plus particulièrement des établissements phares de Clermont-Ferrand, la direction - fait rarissime - dans une lettre adressée aux syndicats, propose à ces derniers de s'asseoir autour d'une table de négociation. De surcroît, elle leur annonce que, à compter du 1^{er} septembre 1988, interviendra pour le personnel une augmentation qui représentera, par rapport au salaire moyen, au 31 décembre 1987, 1,3 % (soit 0,50 F de l'heure) s'ajoutant aux 3,3 % d'augmentation de la masse salariale déjà prévus pour l'année 1988.

D'autre part, en vertu d'un accord intervenu le 31 janvier 1985 (et que seules avaient signé la CFDT, la CGC et la CFTC), la direction souhaite « ouvrir, pour les agents de fabrication - comme elles existent pour d'autres - des discussions afin de créer des catégories tenant compte de leur qualification », cela « pour permettre à chacun d'avoir un déroulement de carrière plus motivant ».

Pour la CGT, la CFDT et FO, ce sont les débrayages massifs du printemps dernier qui sont à l'origine de cette décision. Mais les mouvements de grève d'avril et de mai avaient pour seule origine une revendication salariale, les syndicats estimant que les agents de fabrication avaient perdu 10 % de leur pouvoir d'achat depuis 1982 et ne pouvaient se satisfaire de l'augmentation de 20 centimes accordée le 1^{er} avril. D'ailleurs la CGT a fait savoir, jeudi, qu'elle réclamait toujours 1 500 F de plus par mois, et FO demande, quant à elle, un alignement sur les meilleurs salaires, soit 30 % de plus. De même, CGT et FO se montrent circonspectes sur la proposition relative aux classifications.

La CFDT, qui en avait fait un cheval de bataille, a fait savoir que la mise en place d'une grille de classifications ne peut être dissociée d'une grille salariale, laquelle n'existe pas pour les agents de fabrication.

Quoi qu'il en soit, en les convoquant à une réunion sur les bases d'une proposition qui offre, qu'on le veuille ou non, de nouvelles perspectives salariales, la direction de Michelin conforte les organisations syndicales.

JEAN-PIERRE ROUGER.

EN BREF

● La commission de réflexion sur le logement sera présidée par M. Bloch-Lainé. — M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, a confié à M. Jean-Michel Bloch-Lainé, président de la Banque Worms et ancien directeur de la construction, la présidence d'une commission de réflexion sur les aides publiques au logement, qui devra remettre un rapport le 31 janvier 1989. M. Bloch-Lainé sera en outre chargé d'une mission à titre personnel par M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et par M. Maurice Faure, sur les orientations et les modalités possibles d'une

réforme à court terme de l'accession sociale à la propriété, dont il devra rendre compte autour du 15 octobre.

● Journée d'action des fonctionnaires CGT le 27 septembre. — L'union générale des fédérations de fonctionnaires CGT appelle dans un communiqué à une journée d'action dans toute la fonction publique le 27 septembre, comportant notamment des arrêts de travail, pour obtenir un salaire minimum de 6 000 francs par mois, 1 500 francs d'augmentation mensuelle des salaires et retraites et des créations d'emploi.

REPÈRES

Agriculture

M. Nallet veut que la romanée-conti reste française

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a exprimé, le 1^{er} septembre, son souhait que « soit trouvée une solution française » afin de conserver le célèbre cru de Bourgogne romanée-conti dans le patrimoine national. Selon lui, l'achat envisagé par le groupe japonais Teikoku (qui importe des vins français au Japon) d'une partie de la société Leroy, chargée de la commercialisation de la romanée-conti et autres crus prestigieux, ne peut être pris en considération. « Le capital de la Société civile du domaine de romanée-conti appartient intégralement et à égalité à deux groupes familiaux, de Villaine et Leroy », précise un communiqué de la société le 27 août. Parmi les acheteurs potentiels pourraient figurer la banque La Hénin ou le groupe Louis-Vuitton-Moët-Hennessy.

La CEE va baisser les prix du colza

Les prix officiels du colza dans la CEE, qui avaient été fixés en juin par les ministres de l'agriculture des Douze, vont être diminués de 7,6 %. L'objectif est d'exercer une pression sur les agriculteurs pour que, à l'avenir, ils limitent leur production. Celle-ci est évaluée pour cette campagne à 5,3 millions de tonnes, alors que la quantité maximale garantie (QMG) avait été fixée, en février, à 4,5 millions de tonnes. Le déassement atteint donc 800 000 tonnes, soit 17 % de la QMG. Pour les oléagineux, le mécanisme stabilisateur prévoit une baisse des prix de 0,45 % pour chaque point de déassement, soit dans le cas présent 7,6 %.

Commerce extérieur

Réduction de l'excédent japonais en juillet

L'excédent de la balance des paiements courants japonais (en données non corrigées des variations saisonnières) est tombé à 6,48 milliards de dollars en juillet contre 7,28 milliards un an plus tôt, mais est cependant un peu supérieur à celui de juin dernier (6,43 milliards de dollars) à l'indiqué vendredi 2 septembre à Tokyo le ministère des Finances. L'excédent commercial (non CVS) s'est élevé à 8,76 milliards en juillet contre 7,36 milliards en juin 1988 et 8,31 milliards en juillet 1987.

En données corrigées des variations saisonnières, l'excédent courant s'est élevé à 4,95 milliards de dollars en juillet 1988 contre 5,23 milliards en juin 1988 et 6,31 milliards en juillet 1987.

Etats-Unis

Baisse de la productivité...

La productivité dans le secteur non agricole a baissé de 1,4 % au second trimestre aux Etats-Unis, la baisse la plus importante depuis celle enregistrée au troisième trimestre 1986, a indiqué, jeudi 1^{er} août, le département du travail à Washington. D'après les chiffres révisés (une première estimation avait évalué à 1,7 % la chute de la productivité américaine), l'industrie américaine a produit 5,2 % de plus de biens et services mais a dû pour cela travailler 6,6 % de plus en termes d'heures.

... et des salaires moyens annuels

Le transfert aux Etats-Unis des emplois industriels vers les services s'est accompagné d'une baisse importante des salaires annuels moyens, indique une étude préparée pour la commission économique conjointe du Congrès et rendue publique jeudi 1^{er} septembre, à Washington. Dans les industries comme la sidérurgie, la construction mécanique, la machine-outil et la chimie, les rémunérations moyennes atteignent 32 387 dollars par an, soit une baisse de 1,7 % par rapport aux millions d'emplois perdus de sept ans. En revanche, les postes de travail se sont largement développés dans les services, surtout dans la restauration, où les salaires moyens ne dépassent pas 21 983 dollars par an. — (AFP.)

(Publicité)
NORD-SUD : L'ENERGIE A L'HORIZON 2001
Jacques Fournier, P-DG de Gaz de France, Philippe De Latour, délégué général du Centre géopolitique de l'énergie et des matières premières, et Georges Vaudryes, conseiller du président du CEA, définissent les enjeux énergétiques de demain.
Dans le numéro de septembre d'Arables.
en kiosques et en librairies
78, rue Jouffroy, 75017 Paris
Tel. : 46.22.34.14

Depuis huit ans, "Médias" est un grand journal.
Le 1^{er} septembre, "Médias" devient un

GRAND journal

Août 1980 : naissance de "Médias", le premier magazine de la communication. Avril 1985 : "Médias" choisit de devenir hebdo. Septembre 1988 : "Médias" continue de grandir et adopte le format tabloïd. Celui de "Libération", du "Monde Informatique" et, surtout, celui d'"Advertising Age", le leader mondial

de la presse publicitaire. Avec son nouveau format, "Médias" valorise ses photos exclusives et multiple ses atouts : richesse et diversité de l'information, confort de lecture et rapidité de consultation. Grand hebdo tabloïd, "Médias" couvre, avec énergie, les événements de la publicité, du marketing et des médias.

MÉDIAS

Offre d'abonnement à moitié prix (économie 330 F)

Oui, je m'abonne à l'hebdo "Médias" pour 20 numéros, au prix spécial de 330 F au lieu de 660 F (20 x 33 F). Je réalise donc une économie de 330 F.

Nom, prénom _____
Adresse personnelle ☐ professionnelle ☐ _____
Code postal _____ Tél. _____
Fonction _____
Nom de votre société _____
Activité de votre société _____

Renvoyez ce bon d'abonnement rempli, sous enveloppe affranchie, sans oublier d'y joindre votre règlement de 330 F à : "Médias", Service Abonnements, 55, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

Une facture justificative ainsi que le premier numéro de votre abonnement vous parviendront sous 15 jours.

مكتبة من الأصل

BOURSE DU 1^{er} SEPTEMBRE

Règlement mensuel

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net
A.A.A.	854 84	814 68	Franco-Pérou	988 40	939 81	1722 36	1689	
Alcatel	327 75	302 19	Fract-Associations	27 84	27 84	Paratex	387 69	376
Alcatel France	623 83	611 41	Fract-Associations	27 23	26 57	Pharlab Pharmacies	281 89	265
Alcatel France	532 03	512 80	Fructopac	22 05	21 58	Pharm. Inventions	691 69	681
Alcatel-Multimedia	585 39	546 28	Fructopac	10484 46	10485 46	Pharmocin A	878 81	878
A.G.F. Alcatel (France) ex-GR	1029 83	1003 54	Fructopac	343 05	339 46	Pharmocin ex-Grande	72 85 47	72 16 47
A.G.F. SICO	327 53	314 06	Fructopac	794 74	707 06	Pharmocin ex-Grande	5529 98	5529 98
A.G.F. ECU	1064 85	1064 31	Fructopac	25 03	24 42	Pharmocin Premier	109 10	109
A.G.F. Focitel	85 57	85 57	Fructopac	4270 53	4266 86	Pharmocin	109 10	109
A.G.F. Investitex	418 71	408 50	Fract ECU	595 14	587 77	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
A.G.F. Investitex	106 08	105 45	Fract-Préville	1091 17	1085 58	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
A.G.F. OREAG	1069 29	1061 72	Fructopac	5232 02	5232 47	Pharmocin (France) ex-GR	22481 81	22481 81
A.G.F. Sinoval	10250 23	10250 23	Guilford	10252 44	10252 44	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Agilens	595 75	565 85	Guilford	146 87	143 84	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Alcatel	219 70	219 70	Guilford	626 02	627 83	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
ALCOT	91 79	74 94	Guilford	1048 08	1016 25	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
ALCOT	66 08	66 08	Guilford	11516 19	11457 30	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
America-Vest	521 51	526 32	Interpaci	424 27	411 91	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
American Continental	65 86 46	65 86 46	Interpaci	14694 71	14694 71	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Amoco	1184 67	1184 67	Interpaci	183 05	183 05	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Amoco Fluor	294 72	276 38	Interpaci	192 19	177 78	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Auric	1444 82	1402 74	Juana Europe	233 80	230 54	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Aut Europe	113 48	108 34	Latéco-Asiepac	241 08	238 54	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Aut Investissements	107 30	102 43	Latéco Europe	241 08	238 54	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Bud International	2617 58	2610 15	Latéco Europe	241 08	238 54	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Bud International	82 32	80 71	Latéco Europe	241 08	238 54	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Capital Fin	1704 55	1704 55	Latéco Europe	241 08	238 54	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
CAF Inter AGF Actival	26 70	25 58	Latéco Europe	241 08	238 54	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Comptel	804 48	807 43	Latéco-Europe	236 78	234 15	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Comptel	105 17	105 59	Latéco-Europe	367 97	357 92	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Comptel	325 10	323 17	Latéco-Europe	1008 07	1006 44	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Creditor	483 23	469 16	Latéco-Europe	11956 34	11956 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac France	699 23	610 34	Latéco-Europe	23022 92	23022 92	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	948 09	906 05	Latéco-Europe	444 96	437 59	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Sinoval	246 83	237 36	Latéco-Europe	5256 58	5256 58	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Sinoval	136 91	129 75	Latéco-Europe	722 40	714 07	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	829 81	810 30	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	135 14	140 83	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	411 86	382 20	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	5956 38	5956 38	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	51836 72	51836 72	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	5956 38	5956 38	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	4426 87	4426 87	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	128 30	128 30	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	6780 17	6780 17	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	2167 27	2167 27	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	1192 02	1192 02	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	540 83	540 83	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	1382 82	1382 82	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	69140 21	69140 21	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	1047 93	1047 93	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	1183 39	1165 58	Latéco-Europe	11872 65	11872 65	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	3063 67	3048 68	Latéco-Europe	657 34	657 34	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac Investitex	222 91	217 74	Latéco-Europe	8912 14	8912 14	Pharmocin (France) ex-GR	109 10	109
Danac	11							

Hors-cote

-Energie	232	154 30
.....	140	.....
.....	106	107
.....	180	.....
.....	361	.....
(Cano.)	780	780
.....	74	71
.....	260	.....
(Pans)	10 10	.....
.....	925	.....
.....	280	280
.....	350	.....
.....	174	172 10
.....	55 30	.....
Veh.	330	.....
.....	694	.....
de Monde	330	.....
.....	127	.....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES		COURS	COURS
	parc.	1/8	Au pair	Value			parc.	1/8
Eaux-Unie (8 1)	8 386	6 381	6 130	6 530	Or-18 (en barre)		57450	88600
ECU	7041	7043			Or-18 (en lingot)		87860	88700
100 (100 DM)	338 370	338 510	328	348	Pièce française (20 fr)		503	508
Belgique (100 F)	18 187	18 185	15 400	15 400	Pièce française (10 fr)		376	375
Pays-Bas (100 fl)	300 640	300 640	300	310	Pièce suisse (20 fr)		508	540
Demarcat (100 ltr)	83 270	83 380	84	81	Pièce italienne (50 li)		631	636
Norvège (100 kr)	32 160	32	57	94	Suède		3096	3040
Grande-Bretagne (100 £)	10 701	10 720	10 360	11	Pièce de 10 dollars		15 110	15 105
100 (100 dollars)	4 201	4 210	4 300	4 800	Pièce de 5 dollars		960	876
Italie (1 000 lire)	402 000	402 000	380	412	Pièce de 50 pesetas		3255	330
Spain (100 ltr)	48 250	48 250	56	101	Pièce de 10 florins		523	528
Austrie (100 sch)	48 250	48 250	48 750	48 750	Or Louche		427	430
Espagne (100 pes)	5 133	5 144	4 860	5 350	Or Zurich		429 25	429 56
Portugal (100 mil)	4 132	4 136	3 750	4 450	Or Hongkong			
Canales (50 pes)	5 142	5 148	4 850	5 350	Argen London			
Japan (100 yen)	4 685	4 681	4 820	4 720				

Marché libre de l'or

Chapman	180	Europe	1004 95	1711 33	Old-Young Europe	1038 03	1087 22
Compt. France	361	France	5074 07	4844 74	Orillon	189 38	184 77
Daher Int. (Canada)	780	Euro-Midi	28 74	25 38	Optimisation	1216 50	1176 21
Debut Inc.	74	Global Placement	60559 01	60559 01	Orion	576 78	557 60
Hoguenon	250	Global Valuechain	13222 74	13398 03	Orreiter	576 78	552 32
Microsystems (France)	10 10	Forecast (1st. per 10)	10949 60	10949 60	Parthen Commerce	678 19	652 32
Milieu	250	Forecast	242 12	234 50	Parthen Europe	18633 79	18671 86
Reliance Int. (Australia)	250	Forecast	6128 55	5850 74	Parthen France	88 94	88 95
Millieu	280	Forecast	276 17	234 52	Parthen Offshore	1005 91	991 04
Rosetto Int. (U.S.)	174	Forecast-Canada	378 65	359 58	Parthen Opportunities	157 91	154 77
Sci. Equip. Veh.	55 30	Forecast-France	447 02	442 59	Parthen Productions	510 40	499 59
S.P.R.	384	Forecast-Global	359 27	358 51	Parthen Resins	94 44	83 90
Sci Lescaudr du Monde	280	Forecast	55 38	52 80	Parthen-Vale	1039 57	1032 26
Union	280	Forecast Plus					
Urban Development	127						

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 433

— : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La situation en Pologne. — La fin du congrès du SPD en RFA.	6 Le remodelage de la droite et le débat au sein du RPR. — M. Barre veut constituer une force de gouvernement capable de réunir une coalition avec les socialistes.	8 La rentrée scolaire. 9 La « baron noir », clandestin du ciel. 10 « Rythmes scolaires et rythmes de vie », un point de vue du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, M. Roger Barnabuck. — Tennis : volée.	15 Cinéma : Légende du saint buveur, d'Emmanuel Omi à La Mostra de Venise. 16 Mode : la haute couture à Séoul. — Communication : M. Quilès à l'université d'été de Carcano-Maubuisson.	20 Le rapport annuel de la CNUCED. — Shell renonce à l'exploitation d'un gisement de gaz au Pérou. 21 La direction de Michelin invite les syndicats à négocier. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 19 Annonces classées 7 Cartes 14 Jours 14 Loto 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Philatélie 19 Radio-Télévision 18 Spectacles 17	● Le marché de l'art sur minitel ARTLINE ● Le mini-journal nouveau est arrivé JOUR 36-15 tapez LEMONDE ● La cote en direct, les portefeuilles, les commentaires du monde BOURSE 36-16 tapez LIMBOURSE ● Les jeux du monde EU 36-15 tapez LM

50 000 francs pour un bébé

François Levestre, le chômeur rouennais qui avait, l'hiver dernier, annoncé son intention de donner, faute de pouvoir l'élever, l'enfant qu'attendait sa compagne, a annoncé que le bébé venait d'être « cédé » à un industriel ouest-allemand contre 50 000 F.

Selon François Levestre, l'accouchement aurait lieu au mois d'août en Espagne, incitant sa compagne à refuser l'avortement pour des raisons religieuses et l'accouchement « sous X », qui permet d'abandonner un enfant, dans l'anonymat, à la naissance, François Levestre avait lancé un appel d'offres tapageur qui aurait donc été entendu.

Devant cette situation, les autorités judiciaires françaises semblent bien embarrassées. Il y a quelques jours une information judiciaire était ouverte par le parquet de Rouen pour proxénétisme aggravé, vol avec effraction, vol simple et falsification de chèques. Levestre ayant été reconnu par une jeune femme lors d'un passage à la télévision puis dénoncé par elle. Le parquet a requis un mandat d'arrêt contre lui. Mais pour le moment le chômeur de Rouen semble avoir disparu. Selon certains

numéros il aurait quitté Rouen pour le Midi de la France.

La vente d'un enfant est passible de poursuites judiciaires : c'est ce que prévoit l'article 353-1 du code pénal, qui indique que « sera puni de dix jours à six mois d'emprisonnement et de 500 à 20 000 F d'amende quiconque aura dans un esprit de lucre provoqué les parents ou l'un d'eux à abandonner leur enfant à naître ». François Levestre peut donc parfaitement être poursuivi en vertu de cet article.

Il reste à savoir si l'enfant a bien été cédé comme il l'affirme, sa réputation de mythomane laissant planer quelques doutes. Il reste aussi à déterminer quel parquet serait compétent pour déclencher des poursuites. En attendant, si M^{me} Hélène Dorthea, secrétaire d'État chargée de la famille, s'est déclarée « révoltée » par la vente d'un enfant, elle a un peu hâtivement déclaré qu'il restait à ce sujet un vide juridique : les autorités judiciaires relèvent en effet que ces faits tombent sous le coup de la loi. Mais une loi qui paraît bien indigente.

Ag. L.

Les disparitions de Mourmelon

Le ministre de la défense admet l'hypothèse d'une affaire criminelle

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a demandé au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, d'examiner la possibilité de faire annuler les condamnations pour désertion prononcées contre les disparus de Mourmelon (Marne), annonce le ministre de la défense.

Dans un communiqué publié jeudi 1^{er} septembre dans la soirée, le ministre estime, que, « en fonction des informations recueillies, les disparitions d'appelés du contingent dans la région de Mourmelon paraissent être de caractère criminel ».

« Dans ces conditions, ajoute ce communiqué, le ministre de la défense a demandé au garde des sceaux d'examiner la possibilité de faire annuler les condamnations pour désertion prononcées contre les disparus ».

Un groupe de parents des jeunes gens ayant disparu entre 1980 et 1987 près de Mourmelon, dans la Marne, avait été reçu, mardi, à Paris, par un collaborateur du ministre de la défense (le Monde du 1^{er} septembre).

Les sept jeunes gens — six militaires appelés et un civil — avaient

disparu dans des conditions restées mystérieuses alors qu'ils circulaient à pied dans le « triangle » des camps militaires de Suippes, Mourmelon et Châlons-sur-Marne. Un seul corps a été retrouvé.

Les familles des disparus, qui reprochaient notamment à l'armée de maintenir la « thèse de la désertion », ont exprimé leur satisfaction devant la de nouvelle position prise par le ministre de la défense.

Le communiqué du ministre de la défense se réfère à l'article 302 du code de justice militaire. Selon ce texte « lorsque postérieurement à une condamnation pour désertion prononcée par un conseil de guerre ou un tribunal militaire, certains des disparus de Mourmelon se trouvent dans cette situation — le ministre public peut, à la preuve que le condamné défilant ne se trouvait pas en état d'insubordination ou de désertion, il saisit le tribunal aux fins d'annulation de jugement par défaut. Le tribunal statue sur requête du ministre public ».

Le ministre de la justice, ou l'après-décision à examiner la demande de ministre de la défense. La suite qui y sera donnée indiquera si les charges qui pèsent sur Pierre Chénal (c'est le nom de l'un des disparus de Mourmelon)

NAMIBIE

Deux morts dans un attentat à Windhoek

Au moins deux personnes ont été tuées et treize grièvement blessées par l'explosion d'une bombe qui a dévasté, jeudi 1^{er} septembre, dans la soirée, un grand hôtel du centre de Windhoek, la capitale de la Namibie. Un second attentat commis le même jour n'a pas fait de victime. L'administrateur général de la Namibie — en fait le représentant du gouvernement sud-africain à Windhoek — M. Louis Pienaar, a accusé sans hésitation l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO), le mouvement nationaliste, basé en Angola.

La SWAPO avait annoncé le même jour qu'elle cesserait le combat contre les troupes sud-africaines et namibiennes pour se joindre au cesse-le-feu conclu début août à Genève entre Sud-Africains, Angolais et Cubains, et entré en vigueur le 8 août.

Le porte-parole de la police locale a indiqué que les deux victimes étaient un Blanc — un touriste australien selon des informations non officielles — et un Noir. L'attentat le plus meurtrier de l'histoire de la Namibie remonte à février dernier lorsque vingt-sept personnes avaient trouvé la mort dans une banque d'Oshana, dans le nord du pays. — (AFP.)

YOUGO-SLAVIE

Inflation : + 100 % depuis le début de l'année

Les prix de détail ont augmenté de 14,7 % au cours du mois d'août en Yougoslavie, portant l'inflation à 98,8 % depuis le début de l'année, a indiqué, jeudi 1^{er} septembre, l'Office fédéral des statistiques. Le pain a ainsi subi deux hausses en août, augmentant de plus de 200 % en trois mois.

La flamée des prix, libérée en mai dernier, conjuguée avec la loi sur l'encadrement des salaires, adoptée vers la même époque par le gouvernement de M. Branko Mikulic, a provoqué une baisse de 8,8 % du pouvoir d'achat de la population au cours des sept premiers mois de l'année, selon la télévision de Belgrade. La présidence des syndicats yougoslaves s'est déclarée favorable à la suppression de la loi sur l'encadrement des salaires élaborée au début de l'année, dans le cadre d'un plan d'austérité et en collaboration avec le Fonds monétaire international, avec pour objectif de ramener l'inflation à 95 % à la fin de l'année. — (AFP.)

Les discussions sino-soviétiques sur le Cambodge à Pékin

Un nouveau climat de « compréhension mutuelle »

PÉKIN
de notre correspondant

Les conversations sino-soviétiques sur le Cambodge se sont achevées le jeudi 1^{er} septembre à Pékin sur un résultat tangible : pour la première fois, les deux grands rivaux socialistes ont montré qu'ils étaient en mesure de se parler et, surtout, de se comprendre.

Le ton est à l'optimisme prudent à l'issue de ces pourparlers entre les vice-ministres des affaires étrangères Igor Rogatchev et Tian Zengpi. La substance des conversations reste, dans l'immédiat, nébuleuse. Mais le plus frappant est une volonté commune de présenter la rencontre comme « bénéfique » et d'éviter la polémique directe.

Quittant Pékin vendredi 2 septembre pour Moscou, M. Rogatchev a assuré « espérer » que les troupes vietnamiennes se retireraient totalement du Cambodge l'année prochaine — sans toutefois donner une date aussi précise que celle que lui auraient demandé les Chinois qui, croit-on savoir, parlaient d'un délai de neuf mois. Jeudi, le ministre chinois des affaires étrangères s'était félicité de la « plus grande sincérité » d'entretiens qui venaient de s'achever, en soulignant leur ambiance « sérieuse, franche et pragmatique ».

Moscou et Pékin sont tombés d'accord pour que le conflit cambodgien, « et en particulier la question du retrait total, le plus rapide possible, des troupes vietnamiennes », soit réglé « d'une manière équitable et raisonnable par des moyens politiques ». Ils ont exprimé « leur volonté de faire de leur mieux en

vue d'atteindre cet objectif », a ajouté le porte-parole chinois. Les conversations ont permis d'identifier « des zones communes d'accord », sans pour autant que soient occultées « les divergences sur certaines questions majeures ». Bilan global positif, donc, pour Pékin, qui juge que la rencontre a permis « d'améliorer la compréhension mutuelle ».

C'est beaucoup, surtout si l'on considère que les deux pays sont allés jusqu'à s'entendre sur un communiqué conjoint, dont la teneur devait être connue après le départ du vice-ministre soviétique. Ce texte ne dissimule pas pour autant le secret, dans l'ensemble respecté de part et d'autre, dont Chinois et Soviétiques ont entouré ces discussions.

L'hypothèse d'un « sommet »

Courtoisie révélatrice, Pékin n'a pas voulu identifier sur le moment les divergences qui subsistent. Cependant, selon Chinois comme le chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen, recevant le vice-ministre soviétique à l'issue des pourparlers, a prêté au Vietnam l'ambition de réaliser, « dans le processus d'un règlement politique », ce qu'il n'a pu accomplir par les armes depuis presque dix ans, à savoir diminuer les forces de Pol Pot.

On peut trouver à cette accusation deux interprétations possibles et, plus que le communiqué conjoint, ce sont les commentaires qui filtreront de Pékin et de Moscou dans les prochains semaines qui devraient permettre de trancher : soit les pourparlers sino-soviétiques ont effec-

tué le problème concret de la composition d'un gouvernement quadripartite au Cambodge, dans lequel Hanoi cherchera à limiter la participation des Khmers rouges. Son cette difficulté a été contournée, mais Pékin et Moscou sont d'accord pour ne pas se donner l'air de régler le problème indochinois par-dessus la tête de leurs alliés respectifs.

Pressé de donner un avis sur la marge de manœuvre soviétique à l'égard de Hanoi, le porte-parole chinois a rappelé que Moscou constituait « le seul soutien direct » dont disposent les Vietnamiens dans leur effort militaire, et que, dans cette mesure, l'Union soviétique « doit et peut jouer son rôle » afin d'« en appeler » au Vietnam pour qu'il hâte son retrait. Il n'est plus, ici, question de « pressions » soviétiques, un terme caducant mal avec les dehors fraternels des relations entre pays socialistes. Mais c'est une affaire de politesse plus que de fond.

Les Chinois n'ont pas voulu s'engager sur l'hypothèse d'un « sommet » sino-soviétique souhaité par Moscou, ni même d'une rencontre des ministres des affaires étrangères, tant que « les conditions ne sont pas mûres ». Le fait central demeure que, avec cette rencontre, la Chine et l'Union soviétique se sont dégelées du dialogue de sourds dans lequel elles s'étaient enfoncées. C'est l'un des principaux facteurs ayant mené à la troisième guerre d'Indochine qui s'estompe du même coup. On voit mal comment Hanoi pourrait ignorer dans sa stratégie cette évolution, impossible il n'y a pas si longtemps.

FRANCIS DERON.

Le voyage en Asie de M. Jean-François Deniau

La solution du problème cambodgien passe par le renforcement de la résistance non communiste sur le terrain nous déclare l'ancien ministre du commerce extérieur

Jusqu'à présent, tout projet de solution au drame cambodgien a buté sur la place à accorder aux Khmers rouges. Les Vietnamiens et leurs protégés de Phnom-Penh ne veulent guère en entendre parler ; les Chinois continuent de faire de leur présence dans une coalition à quatre une condition sine qua non, se fondant sur le fait qu'ils constituent la force combattante la plus nombreuse contre les Vietnamiens, même s'ils n'estiment guère ces résidus de leur révolution culturelle. Le prince Sihanouk s'en méfie comme de la peste, craignant qu'ils ne mettent à profit un accord pour tenter de reprendre le pouvoir, ce dont personne ne veut, y compris cette fois Pékin, comme l'a dit explicitement la semaine dernière M. Zhao Ziyang.

M. Jean-François Deniau, ancien ministre du commerce extérieur et député UDF, fort au fait des problèmes afghans et cambodgiens, et qui revient de la frontière khméro-thaïlandaise et de Bangkok, où il a rencontré le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, propose une solution apparemment toute simple à ce dilemme : « Tant que la résistance non khmère rouge — c'est-à-dire l'ANS du prince Sihanouk et le FNLPK de M. Son Sann — restent minoritaires sur le terrain, les Vietnamiens pourront avoir une justification de rester au Cambodge. Mais si, sur le terrain, les Khmers rouges deviennent minoritaires, alors Hanoi n'aurait plus ni alibi, ni justification. La solution passe par une arithmétique simple. »

Si ces dernières parvenaient à trouver dans les différents camps de réfugiés de la frontière — c'est-à-dire avec la bénédiction de Bangkok — suffisamment de volontaires pour doubler leurs effectifs de combattants, l'équation du problème cambodgien serait changée. Pékin et Hanoi devraient en tenir compte — les Vietnamiens particulièrement — pour comprendre qu'ils ne peuvent pas partir militairement du Cambodge tout en restant politiquement, par le truchement d'un régime à leur dévotion. Coalition ne signifie pas ralliement.

Les Européens doivent faire quelque chose pour résoudre le drame cambodgien, estime M. Deniau, « car, dans le problème Est-Ouest, les conflits régio-

naux ont au moins autant d'importance que le désarmement ». « Nous, Français, ne pouvons pas nous désintéresser du Cambodge. Nous avons des liens avec lui et on attend de nous que nous jouions un rôle ». M. Deniau a fait beaucoup de déclarations sur ce problème ces derniers temps, et il oblige. Mais rien ne semble indiquer un changement dans la position française en faveur du prince Sihanouk et contre le retour au pouvoir des amis de Pol Pot ; même si elle ne s'affiche pas autant que celle de Mme Thatcher, venue apporter en personne son soutien à la résistance (le Monde du 9 août). Le Quai d'Orsay avait néanmoins pris clairement position après l'annonce, erronée, de la réouverture des locaux de l'ancienne ambassade de France à Phnom-Penh (le Monde du 13 août), réaffirmant son soutien au prince Sihanouk et se félicitant « de la décision annoncée par le Vietnam de retirer ses troupes du Cambodge », retrait dans l'exécution duquel « doit être contrôlée ».

Il est vrai que de plusieurs côtés, en particulier semble-t-il des Chinois, on souhaite que la France soit plus active en paroles et en aide matérielle. Qu'elle profite du séjour à Paris, l'automne prochain, du prince Sihanouk — pour lequel l'ancienne ambassade khmère est en réfection — pour contribuer à relancer des négociations auxquelles la dernière rencontre sino-soviétique de Pékin vient de donner une nouvelle impulsion.

PATRICE DE BEER.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 septembre Effritement

Le mouvement de baisse se ralentit vendredi matin. Bien secoué la veille, le marché résiste mieux mais s'effrite encore un peu. A 11 heures, l'indicateur instantané enregistrait un léger repli de 0,34 % (après 0,49 % à l'ouverture).

Baisse de Bellon, Epeda, Electrique S. Dessault, BHV, Orida, Merlin, Béghin, Hachette, Alstom, Cie Bancaire, Dumez.

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

« Le grand jury RTL-le Monde » reprend le rythme hebdomadaire de ses émissions en recevant le dimanche 4 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30, M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Le ministre répondra aux questions d'André Passeron et d'Eric Izardier du Monde, et de Dominique Pennequin et de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN exceptionnellement soldés à

30% 50%

et à

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8^e)

9 % SUR VOITURES NEUVES TOUTES MARQUES

FINANCEMENT 100 % - LIVRAISON RAPIDE

Auprès des concessionnaires français

CENTRA-K (1) 60.09.55.55

14, av. de la Grande-Armée - 75017 Paris
34, av. Charles-de-Gaulle - 91380 Chilly
(ouvert le samedi)

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1988 a été tiré à 516 955 exemplaires

CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75013 PARIS
Tel. 43.57.46.35 Métro PARMENTIER

Pantalons DOUBLES, POUR HOMME en flanelle 189 F !...

Le même prix depuis 4 ans ! 697 F la veste cachemire et laine ; 698 F (en baisse) la veste Harris Tweed ; à partir de 990 F la costume Dornier. Parce que les Entrepreneurs du Marché vendent en direct les créations Guy d'Arbent vous avez ces prix et la qualité. (Rayon spécial : grandes et fortes jusqu'à 62). Métro Saint-Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux. De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

A B C D E F G

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

La cote des peintres.

Les annonces des collectionneurs : de la peinture aux objets de collection.

Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE



ALAI

LA P